

COURRIER COURRIER

D'AMSTERDAM.

N°. 130. MERCREDI, le 19 Décembre 1810.

INTÉRIEUR.

PARIS, le 15 Décembre.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN, MÉDIATEUR DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE; etc., etc., etc.

Nous avons décrété et décrétions ce qui suit:

Notre cousin le prince archi-trésorier de l'empire est nommé gouverneur-général des départemens de la Hollande.

Donné en Notre palais des Tuilleries, le 13 décembre 1810.

(signé,) N A P O L É O N.

Par l'EMPEREUR:

Le ministre secrétaire-d'état;
(signé,) H. B. duc de BASSANO.

Par décret daté du palais des Tuilleries, le 13 décembre 1810, S. M. a nommé préfets des départemens ci-après, savoir:

Du Zuyderzee, M. le comte de Celles, préfet actuel du département de la Loire-Inférieure;

Des Bouches-de-la-Meuse, M. le baron de Stassart, préfet actuel du département de Vaucluse;

Des Bouches-de-l'Issel, M. Hofstede, préfet actuel du même département;

De Frise, M. Verstolk, préfet actuel du département de l'Issel-Supérieur;

De l'Issel-Supérieur, M. Andringa, préfet actuel du département de Frise;

De l'Ems Occidental, M. Wickers, préfet actuel du même département;

De la Loire-Inférieure, M. van Styrum, préfet actuel du département du Zuyderzee;

Et de Vaucluse, M. Hultman, préfet actuel du département des Bouches-de-la-Meuse.

Dans la séance du senat-conservateur, du 10 de ce mois, lecture a été faite d'un message de SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ET ROYALE, accompagné d'un rapport du ministre des relations extérieures, et de plusieurs pièces, pour faire connaître au senat les différentes circonstances qui ont nécessité la réunion de la Hollande, des villes-Anséatiques et du Valais à l'empire: (Nous donnerons ces pièces consécutivement dans des suppléments à ce numéro.)

Après la lecture du rapport, du ministre et des pièces dont il était accompagné, MM. les comtes Regnault de Saint-Jean-d'Angely et Caffarelli, ont présenté les projets de sénatus-consulte suivants:

PROJETS DE SÉNATUS-CONSULTE ORGANIQUE.

Art. Ier. La Hollande, les villes Anséatiques, le Luxembourg, et les pays situés entre la mer du Nord, et une ligne tirée depuis le confluent de la Lippe dans le Rhin, jusqu'à Halteren; de Halteren, à l'Ems, au-dessus de Telget; de l'Ems, au confluent de la Verra dans le Wezer, et de Holtzenau, sur la Wezer, à l'Elbe, au-dessus du confluent de la Heckenitz, feront partie intégrante de l'empire français.

II. Lesdits pays formeront dix départemens.

S A V O I R:

Le département du Zuyderzee.

des Bouches-de-la-Meuse.
de l'Issel-Supérieur.
des Bouches-de-l'Issel.
de la Frise.
de l'Ems-Occidental.
de l'Ems-Oriental.
de l'Ems-Supérieur.
des Bouches-du-Wezer, et
des Bouches-de-l'Elbe.

III. Le nombre des députés de ces départemens au corps législatif sera comme il suit:

S A V O I R:

Pour le département du Zuyderzee.....5.
des Bouches-de-la-Meuse.....4.
de l'Issel-Supérieur.....3.
des Bouches-de-l'Issel.....2.
de la Frise.....2.
de l'Ems-Occidental.....2.
de l'Ems-Oriental.....2.
de l'Ems-Supérieur.....4.
des Bouches-du-Wezer.....3.
des Bouches-de-l'Elbe.....4.

AMSTERDAM.

WOENSDAG, den 19 van Wintermaand 1810. N°. 130.

BINNENLANDSCHE BERIGTEN.

PARIS, den 15 van Wintermaand.

NAPOLÉON, KEIZER DER FRANSCHEN, KONING VAN ITALIE, BESCHERMER VAN HET RIJNVERBOND, BEMIDDELAAR VAN HET ZWITSERSCH BONDGENOOTSCHAP, enz., enz., enz.

Wij hebben gedecreet en decreten hetgeen volgt:

Onze neef de prins aarts-thesaurier van het rijk, is tot gedeputeerde van de hollandsche departementen benoemd.

Gegeven, in Ons paleis der Tuilerien, den 13den van wintermaand 1810.

(geteekend,) NAPOLEON.

Van wege den KEIZER:

De minister secretaris van staat,
(geteekend,) H. B. hertog van BASSANO.

Bij decreet, gedagteekend uit het paleis der Tuilerien, den 13den van wintermaand 1810, heeft Z. M. de prefekten der na-volgende departementen benoemd, als:

Van de Zuiderzee, den graaf de Celles, thans prefect van het departement van de Loire-Inférieure;

Der Monden-van-de-Maas, den baron de Stassart, thans prefect van het departement van Vaucluse;

Der Monden-van-den-IJssel, den heer Hofstede, thans prefect van dat departement;

Van Vriesland, den heer Verstolk, thans prefect van het departement van den Opper-IJssel;

Van den Opper-IJssel, den heer Andringa, thans prefect van het departement Vriesland;

Van de Wester-Eems, den heer Wickers, thans prefect van dat departement;

Van de Loire-Inférieure, den heer van Styrum, thans prefect van het departement der Zuiderzee;

En van Vaucluse, den heer Hultman, thans prefect van het departement van de Monden-van-de-Maas.

In de zitting van den behoedenden senaat van den 10den dec-
ember is voorgelezen een boodschap van ZIJNE KEIZERLIKE KO-
NINKLIJKE MAJESTEIT, verzeld van een rapport van den min-
ister van buitenlandsche zaken, mitgaders verscheiden andere
stukken, ten einde den senaat de verschillende omstandigheden te
doen kennen, welke de vereniging van Holland, der Han-
sesteden en van Walliserland hebben noodzakelijk gemaakt: (Wij
zullen die stukken achtervolgendelijk in bijvoegsels op dit nummer
mededeelen.)

Na de voorlezing van het rapport van den minister en der
stukken, waarvan hetzelve verzeld was, hebben de graven Re-
gnault de Saint-Jean-d'Angely en Caffarelli de volgende ont-
werpen van senatus-consulte voorgedragen:

ONTWERP VAN ORGANIEK SENATUS-CONSULTE.

Art. I. Holland, de Hanzesteden, het Lauenburgsche, en
het land, gelegen tusschen de Noord-zee, en een linie, ges-
trokken van waar de Lippe in den Rijn stroomt, tot aan Halte-
ren; van Halteren aan de Eems, boven Telget; van de Eems tot
waar de Verra in de Wezer vloeit, en van Holtzenau, aan de
Wezer, tot de Elbe, boven de zamenstrooming met de Hecke-
nitz, zullen een integrerend gedeelte uitmaken van het fransche rijk.

II. De genoemde landen zullen tien departementen uitmaken.

T E W E T E N:

Het departement van de Zuider-zee.

van de Monden van de Maas.

van den Opper-IJssel.

van de Monden van den IJssel.

van Vriesland.

van de Wester-Eems.

van de Ooster-Eems.

van de Opper-Eems.

van de Monden van de Wezer, en

van de Monden van de Elbe.

III. Het getal der gedeputeerden van deze departementen in
het wetgevend lichaam zal zijn als volgt:

T E W E T E N:

Voor het departement van de Zuiderzee.....5

van de Monden-van-de-Maas.....4

van den Opper-IJssel.....3

van de Monden-van-den-IJssel.....2

van Vriesland.....2

van de Wester-Eems.....2

van de Oester-Eems.....2

van de Opper-Eems.....4

van de Monden-van-den-Wezer.....3

van de Monden-van-de-Elbe.....6

IV. Les députés seront nommés en 1811, et seront renouvelés dans l'année à laquelle appartiendra la série où sera placé le département auquel ils auront été attachés.

V. Ces départemens sont classés dans les séries du corps-légitif ci-après, savoir:

1re. série	Bouches - de - la - Meuse.
	Ems - Occidental.
2e —	Frise.
	Ems - Supérieur.
3e —	Zuyderzee.
	Ems - Oriental.
4e —	Bouches - de - l'Issel.
	Bouches - de - l'Elbe.
5e —	Issel - Supérieur.
	Bouches - du - Weser.

VI. Il y aura pour les départemens du Zaiderzee, des Bouches-de-la-Mense, de l'Issel-Supérieur, des Bouches-de-l'Issel, de Frise et de l'Ems-Occidental, une cour impériale dont le chef-lieu sera La Hays.

VII. Il y aura pour les départemens de l'Ems-Oriental, de l'Ems-Supérieur, des Bouches du Wezer et des Bouches-de-l'Elbe, une cour impériale dont le chef-lieu sera Hambourg.

VIII. Il sera établi une sénatorerie dans les départemens formant le ressort de la cour impériale de la Haye, et une autre dans les départemens formant le ressort de la cour impériale de Hambourg.

IX. Les villes d'Amsterdam, Rotterdam, Hambourg, Brême et Lubeck sont comprises dans les bonnes villes dont les maires sont présents au serment de l'EMPEREUR à son avènement.

X. La jonction de la Mer-Baltique aura lieu par un canal, qui, partant de celui de Hambourg à Lubeck, communiquera de l'Elbe au Wezer, du Wezer à l'Ems, et de l'Ems au Rhin.

XI. Le présent sénatus-consulte organique sera transmis par un message à S. M. l'EMPEREUR ET ROI.

PROJET DE SÉNATUS-CONSULTE ORGANIQUE.

Art. I L'apanage du Roi Louis, en sa qualité de prince français, est fixé à un revenu annuel de deux millions et constitué de la manière suivante; savoir:

1°. La forêt de Montmorency, les bois de Chantilly, d'Ermenonville, de l'Isle-Adam, de Coye-de-Pont-Armé et du Lys, jusqu'à la concurrence d'un revenu annuel de 500,000 francs.

2°. Des domaines existans dans le département des Bouches-du-Rhin, jusqu'à concurrence d'un revenu net annuel de 500,000 fr.

3°. Une somme annuelle d'un million sur les fonds généraux du trésor public.

II. Après le décès du prince apanagiste, et attendu la disposition faite par S. M. I. et R. du grand-duché de Berg en faveur de l'aîné des fils du prince apanagiste, l'apanage, à l'exception de la partie consistant en un revenu annuel d'un million sur le trésor-public, laquelle sera et demeurera éteinte, passera au second fils du lit prince, et sera transmissible à la descendance masculine, naturelle et légitime, jusqu'à extinction de la dite descendance, conformément à ce qui est établi par la section II du titre IV de l'acte des constitutions, du 19 janvier 1810.

III. L'apanage, constitué par le présent sénatus consulte, sera assujetti à toutes les charges et conditions établies par l'acte des constitutions ci-dessus cité.

IV. Le présent sénatus-consulte sera transmis, par un message à S. M. I. et R.

PROJET DE SÉNATUS-CONSULTE ORGANIQUE.

Art. Ier. Le Valais est réuni au territoire de l'empire français.

II. Il formera un département sous le nom de département du Simplon.

III. Le département du Simplon aura un député au corps-légitif.

Ce député sera nommé en 1811. Il sera renouvelé dans l'année de la 4e série, à laquelle le département du Simplon appartiendra.

IV. Le département du Simplon sera du ressort de la cour impériale de Lyon.

V. Le présent sénatus-consulte organique sera transmis par un message à S. M. I. et R.

(Ces différens projets de sénatus-consulte sont renvoyés à des commissions spéciales)

(Moniteur.)

NB. C'est par erreur qu'on a mis, dans l'arrêté du prince archi-trésorier, etc., (dans le Courrier d'hier) Mr. Kops, membre de la commission à Haarlem; Mr. Kops se trouvant secrétaire de la commission.

De minister van oorlog vermissant en gelast, mits de e, alle militaire of politieke ambtenaren en geëmplojeerden, onder des-selvē ministerie ressortende, om, uiterlijk vóór den jaantien derzer maand, aan hetzelve ministerie in te zenden de gezegelde declaratoiren, wegens hunne traktementen en emolumenten over 1810, en zuiks overeenkomstig de advertentie van den staatsraad intendant-generaal der finantien en van de publieke schat-kist, van den 3den derzer maand.

Amsterdam, den De minister voornoemd,
12den van wintermaand 1810. J. J. G A M B I E R.

IV. Deze gedeputeerden zullen in 1811 worden benoemd, en hunne benoeming herinnerd worden in het jaar, tot het welk de reeks behoort, waarin het departement, waaruit zij zullen zijn gekozen, geplaatst zal zijn.

V. Deze departementen zullen in de volgende reeksen van het wetgevend lichaam geklassificeerd worden, te weten:

1ste reeks	Monden-van-de-Maas.
	Wester-Eems.
2de —	Vriesland.
	Opper-Eems.
3de —	Zuider-Zee.
	Ooster-Eems.
4de —	Monden-van-den-IJssel.
	Monden-van-de-Elbe.
5de —	Opper-IJssel.
	Monden-van-de-Wezer.

VI. Er zal voor de departementen van de Zuider-Zee, der Monden-van-de-Maas, van-den-Opper-IJssel, van de Monden-van-den-IJssel, van Vriesland en van de Wester-Eems, een keizerlijk gerechtshof zijn, hetwelk in den Haag zal zitting houden.

VII. Voor de departementen van de Ooster-Eems, van de Opper-Eems, van de Monden-van-de-Wezer en der Monden-van-de-Elbe, zal er een gerechtshof zijn, hetwelk te Hamburg zal zitting houden.

VIII. Er zal een senatorie worden opgerigt in de departementen, uitmakende het ressort van het keizerlijk gerechtshof in den Haag, en een ander in de departementen, uitmakende het ressort van het keizerlijk gerechtshof te Hamburg.

IX. De steden Amsterdam, Rotterdam, Hambourg, Bremen en Lubeck zijn begrepen onder de goede steden, welker maires tegenwoordig zijn bij het afleggen van den eed door den KEIZER, bij diens troonsbestijging.

X. De vereeniging van de Oostzee zal plaats vinden door middel van een kanaal, hetwelk, loopende van dat van Hamburg tot Lubeck, van de Elbe tot de Wezer, van de Wezer tot de Eems, en van de Eems tot den Rijn zal gemeenschap houden.

XI. Het tegenwoordig organiek senatus-consulte zal, bij een boodschap, aan Z. M. DEN KEIZER EN KONING worden toegezonden.

ONTWERP VAN ORGANIEK SENATUS-CONSULTE.

Art. 1. De lijftogt van Koning Lodewijk, in zijn hoedanigheid van fraansch prins, is bepaald op een jaarlijksch inkomen van twee miljoenen, en op de volgende wijze gevestigd; te weten:

1°. Het woud van Montmorency, de boeschen van Chantilly, van Ermenonville, van Isle-Adam, Coye, Pont-Armé en du Lys, ten beloope van een jaarlijksch inkomen van 500,000 franken.

2°. Uit de domeinen bestaande in het departement der Bouches-du-Rhin, ten beloope van een jaarlijksch zuiver inkomen van 500,000 franken.

3°. Eene jaarlijksche som van een miljoen, niet de algemeene fondsen van de publieke schatkist.

II. Na den dood van den prins, die den lijftogt bekomt, en uit aanmerking der beschikking, door Z. K. K. M. gedaan om-trent het groot-hertogdom Beig, ten behoeve van den oudsten der zonen van den prins, die de lijftogt bekomt, zal de lijftogt, met ui-zondering van het gedeelte, bestaande in een jaarlijksch inkomen van een miljoen uit de publieke schatkist, welke alsdan afgeschaft zal zijn en blijven, overgaan op den tweeden zoon van gemelde prins, en zal kunnen vermaakt worden aan de mannelijke, natuurlijke en wettige nakomelingschap, tot de uitstervening van gemelde nakomelingschap, overeenkomstig het bepaalde bij de 11de sectie, van den IVde titel der akte van constitutien, van den 19den van louwmaand 1810.

III. De lijftogt, bij het tegenwoordig senatus-consulte gevestigd, zal onderworpen zijn aan alle de lasten en voorwaarden, bij de boven aangehaalde akte van constitutien daargesteld.

IV. Het tegenwoordig senatus-consulte zal, bij een boodschap, aan Z. K. K. M. worden toegezonden.

ONTWERP VAN ORGANIEK SENATES-CONSULTE.

Art. I. Het Walliserland is vereenigd met het grondgebied van het fransche rijk.

II. Hetzelfde zal een departement uitmaken onder den naam van het departement van den Simplon.

III. Het departement van den Simplon zal één gedeputeerde in het wetgevend-lichaam hebben.

Dese gedeputeerde zal in 1811 benoemd worden. Hij zal vernieuwd worden in het jaar van de 4de reeks, tot welke het departement van den Simplon behooren zal.

IV. Het departement van den Simplon zal behooren onder het ressort van het keizerlijk gerechtshof van Lyon.

V. Het tegenwoordig organiek senatus-consulte zal, bij een boodschap, aan Z. K. K. M. worden toegezonden.

(Deze verschillende ontwerpen van senatus-consulte zijn gesteld in handen van bijzondere commissie.)

(Moniteur.)

NB. In het besluit van den prins aarts-thesaurier, enz. (*in den Courier van gister,*) is de heer Kops abusivelijk geplaatst als lid der commissie te Haarlem; zijnde deze heer secretaris derzelve commissie.

Z E E T D I N G.

Den 15 en 17den van wintermaand, te Amsterdam niets aangekomen.
Den 17den, in Texel niets voorgevallen. De wind Z. W.
Den 15den, in 't Vlie niet voorgevallen. De wind N. O.
Den 15den, op Westerschelling niets voorgevallen. De wind Z. W.
Den 14, 15 en 16den, te Brielle niets voorgevallen.
Den 14, 15 en 16den, te Helvoet niets voorgevallen. De wind Z. W.
N. W. en N. O.

De kaper la Victoire, kapitein Piguendière, heeft, den 15den van wintermaand, te Treport opgezonden een vaartuig van 500 ton, onder engelsche vlag, en geladen met masten, hennip, teer en andere noodsche goederen.

Van Bordeaux meldt men, dat een vaartuig, hetvan hetwelk Zuiden scheert,

komen; op de kast van Akechon verongelukt is; tot nu toe heeft men nog niet kunnen ontdekken, of iemand van de equipage gered is; en heeft men dien volgens geene aanwijzing van den naam van dit schip of van de plaats van waar het kwam kunnen bekennen.

To l'Orient is den 9 den deser binnengekomt het amerikaansch fregat the Essex, van 40 stukken, hebben een overbrenger van brieven aan boord. Te Koppenhagen is met de lading prijs verklaart het schip Thetis, kapitein Wijnneberg, en naet de lading vrij gegeven het schip Fortuna, kapitein Risbeck, zijnde de kaper geworden tot het betalen der kosten en nog 150 rd. van den kapitein. Voor het admiraleits-hof zijn prijs verklaard de scheepen Maria Sophia, kapitein P. Laursen, en Olivia, kapitein O. Hassel, met de lading; moestude ieder boven-dien nog een zekere som behalen. Door hetzelste hof is vrij gegeven het schip Citharina, kapitein Jacob Berggreen; mits betalende 150 rd. voor de kosten; alsmede de ter eerster instantie prijs verklaarde scheepen de Jufvrouw Maria, kapitein O. E. Visser, de Vrouw Maria, kapitein A. Harmens, en de goede Hoop, kapitein Jan Meesenbroek, alle drie met ballast, onder Hollandsche vlag, doch moeten ieder, behalve de kosten, 500 rd. betalen.

P U B L I E K E F O N D S E N .

Den 14den van wintermaand 1810 waren, op de beurs van Parjs, de prijzen der publieke fondsen als volgt: 5 pCt. geconsol., interest doende met 22 van herfstm. 1810, 79 fr. 10 c.; dezelfde, interest doende met 22 van lentemaand 1811, 0 fr. 0 c.; aktien van de bank, interest doende met 1. van kooimaand, 1275 fr. 0 c.

De beursprijs van diverse effecten was, op dinsdag den 18den van wintermaand 1810, te Amsterdam, als volgt:

H O L L A N D .

Recepissen vr <u>W</u> illige	Inschr. op het grootboek, doort. schuld 2½ pCt.
negotiatie 1797 . . 5 pCt. 14½ à 15	
Dito negotiatie 1804 5½ —	
Obligatien negotiatie	
van 40 mill. 1807, 6 — 27½ à 28½	10½ à 10½
Dito negotiatie van	
20 miljoen 1809, 6 — 26½ à 27½	9 à 9½
Certific. negot. van	
30 van lentem. 1808 7 — 20 à 20½	9½ à 10½
30 jarige renten 1783 5 —	9½ à 10½
30 jarige dito 1804, 5 — 9½ à 9½	9½ à 10½

S R A N S E .	
Bij Echenique, . . 3½ pCt.	
Bij Hope en comp., van 1805, 5½ —	5½ pCt. 20½ à 21

O O S T E R R A I H E S C H - K E I Z E R L I K E .	
Op de weenerbank, bij Gold en comp., . . 5 pCt.	4 pCt.
Dito, bij Idem, 5½ —	5½ pCt. 15½ à 16½
RUSLAND, bij Hope en comp., . . 5 pCt. 65 à 66	
PORTUGAAL, bij dito, 5 — 9½ à 92	
NAPELS, bij dito, 6 —	
ZWEDEN, bij Hogguer en Hasselgreen, 5 — 41 à 42	
SAXEN, bij Braunsberg, 5 — 99 à 100½	5 pCt. 72½ à 73½

M I N I S T E R I E van M A R I N E en K O L O N I E N .

** De vice-admiraal kommandant en directeur van marine en koloniën, bij het zuidelijk departement, zal, ingevolge autorisatie van den minister van marine en koloniën, op donderdag den 27sten van wintermaand 1810, des morgens ten 10 ure, op 's Keizers werf, te Helvoetsluis, doen verkoopen: enige oude jollen en andere kleine vaartuigen, oude rolpaarden; en verder eenig brandhout.

En, vervolgens, op vrijdag den 28sten van wintermaand 1810, des morgens ten 10 ure, aan 's Keizers zee-magazijn te Rotterdam:

Eene partij oud teuwwerk, oude blokken en verder brandhout, moch en afval.

** De schout-bij-nacht Gerrit Verdooren, kommandant en directeur der keizerlijke en koninklijke marine bij het noordelijk departement, zal, ingevolge autorisatie van Z. E. den minister van marine en koloniën, aan Zr. Ms. werf te Medemblik, op vrijdag den 21sten van wintermaand 1810, des voormiddags ten 10 ure, publickeren verkoopen: eene partij eikenhout en oud enbruikbaar ijzer, hetwelk te zien zal zijn daags voor en op den verkoopdag.

M I N I S T E R I E van B I N N E N L A N D S C H E Z A K E N .

** Alzoo de post van schoolonderwijzer aan de Burgerbrug in de Zijpe, door het overlijden van P. Mooyboer, is komen te vaceren, worden die genen, welke genegeen en bekwaam zijn gemeld post waar te nemen, en ten minste een akte van toelating in den derden rang bekomt hebbende, verzocht zich, met behoorlijke getuigschrift gemanieerd, aan te melden, ter secretarij van de Zijpe en Haarlemmermeer, bijnaas Alkmaar, alwaar nadere informatie te bekomen zijn, uiterlijk voor den 15den van louwmaand 1811.

M I N I S T E R I E van J U S T I T I E en P O L I T I E .

** Schepenen van Alkemade, ontvangen hebbende eene sleutel en bijstaande missive, onderteekend J. van Geel, houdende, dat hij, vermits het overlijden eener vrouw, buiten staat was zijne crediteuren te voldoen, en dierhalve zijnen hoedel en sleutel overgeeft, en schepenen voornoemd, niet gewoon zijnde op zoodanige adressen te disponeren, daar hij in het zekere onderligt zijn, dat eenige niet noemenswaardige meubelen zijn achtergelaten, toegeven den gemelde J. van Geel, gewoond hebbende aan de Oudewetering, en zich sedert enige weinige dagen hebbende geabsenteerd; zonder dat zijn verblijf bekend is, bij deze op, om, voor den 24sten deser maand, aan den rechthuus en secretaris mitsgaders den schepen P. Kurvers, in persoon opeindig te geven van zijnen hoedel en die van zijne overleden vrouw Maria Berkman, en han bekend te maken, waar ter plaatse de goederen, zoo van hem als zijne gemelde vrouw, zich bevinden; zallende, bij gebreke van een, bij schepenen voornoemd, zoodanig worden gedisponeerd, als in soortgelijke claudestine verlating en cervoering van goederen gebruikelijk is.

Alkemade, den Ter ordonnantie van schepenen voor.

23den van wintermaand 1810. VAN VEEN, secretaris.

D I C I C A T U R E over de middelen te water en te lande in H O L L A N D .

** Van wege het keizerlijk officie-fiskaal voor de middelen te water, in het departement Oost-Vriesland, R. O., zijn, bij edictale citatiën, voor den keizerlichen commissaris-general voor gerechte middelen, binuen Emden, voor de derde maal, ex superabundanti, gedagvaard, tegen vrijdag den 28sten van wintermaand 1810, des middags ten twaalf ure precies, allen, die zouden willen komen ten beschutte of reclame: 1, van een zak en een oud bed, ogemerkt, en van het provenu van een wagen en twee paarden, op den 3osten van blocmaand 1810, op den weg van Neustad-Gödens en Jever, aangehaald; II, van zeven kisten indigo, gemerkt H S, daarnvens twee schuin liggende streepen, waardoor 5, 7, 10, 14, 15, 27, 28, 41, en het provenu van een wagen en een paard, in den nacht van den 5 en 6den van wijnaand 1810, bij Vöhen, aangehaald; III, van 14 zakken met blader-tabak, gemerkt E N, en twee kleine zakken met losse bladeren, op den 7den van herfstmaand 1810, ten haize van Impke, te Fre-

derik-Augasti-Grode, buiten de grachtengordel, geligt en aangehaald; IV, een kist met medicinale waren, opium en chocolade, op den 16den van wijnaand 1810, te Mariënijhl, aangehouden; V, van het provenu van 20 zakken koffij en vin in zakken broodsoeker, zonder merken, in een jol, op den 20sten van blocmaand 1809, tusschen Inhaaerijhl en Rustersijhl, aangehaald.

* * Door den vendomeester der middelen te water te Rotterdam zullen, op vrijdag den 21sten van wintermaand 1810, op het zee-kantoor Aldenz, voorbliek, worden verkocht, de hier na te melden goederen:

102 pakken gezouten huiden,

178 staks zoetmelkse kaas en eenige stukken,

7 vatjes boer,

3 vatjes wijn,

2 vatjes jenever,

20 vatjes zachte zeep,

1 vatje haarpoeder,

2 vatjes gemalen verwhout,

10 vatjes verwater,

en eenige galanterie-waren, etc.

Alles op diverse tijden en plaatzen, door onderscheiden denuncianteën aangehouden. De voortschreven goederen zullen des woensdags en donderdags, den 19 en 20sten van wintermaand 1810, te zien zijn, en den notitien zijn ten kantore van gemelden vendomeester te bekomen.

* * Wordt geadverteerd, dat, uit kracht van een vierde mandament van rancacie, met de clause van edictie *ad valvas curiae, in ordinaria forma*, gedepêcheerd op een akte van derde default, beide in dato den 11den van wintermaand 1810, van den raad ter judicature over de middelen te water en te lande in Holland, geïmpetrererd bij mr. W. M. de Brauw, gefungeerd hebbende in der tijd, als fiskal voor de middelen te water, in het geweven departement Zeeland, en, ingevolge des raads dispositie, van den 27sten van grasmaand 1810, n°. 2, geantoriseerd, om in zaken, hangende voor het commissariaat der middelen te water, in het departement voornoemd, mitsgaders in alle nieuwe zaken in hetzelste departement voorgevallen, ter rolle van dezen raad te institueren, door mij ondergeteekenden, eerste-gezworen exploitateur van voornoemden raad, na voorgaenden klokkeslag, bij openbare edictie *ad valvas curiae*, uit naam en van wege Z. M. den KEIZER, ten vierde male, ex superabundanti, deze reize vooral, zijn gedagvaard, allen en een iegelijk, die zouden willen komen ter reclame of te beschutte van vijf vatjes indigo, gemerkt C, n°. 1, Half leeg, twee, ruim half leeg, drie, ruim half leeg, vier, een derde leeg, en zeven, een kwart leeg; drie vatjes indigo, gemerkt E, n°. 59, half leeg, vier-en-zestig, half leeg, en zes-en-zestig, twees derde leeg; tien kistjes indigo, gemerkt W, waaraan een P, aan elkaander, n°. 1, ruim twee derde leeg, vier, zeven achtste leeg, vijf, zeven achtste leeg, zes, ruim half leeg, zeven, ruim half leeg, tien, drie vierde leeg, veertien, twees derde leeg, vijftien, drie vierde leeg, en twintig, drie vierde leeg, op den 7den van wintermaand 1809, door den commis-kommandeur C. B. van Lawick, in een schuur van A. Geelhoed, onder Schorrendijke, aangehouden, mitsgaders van vier balen manufakturen, gemerkt H en P, aan elkaander, n°. 207, 338, 340 en 1036; veertien balen dito, gemerkt N, waaraan een kleine o, V, waar onder een L, n°. 13, 15, 66, 68, 69, 74, 75, 78, 81, 83, 87, 90, 94 en 95, drie-en-twintig balen dito gemerkt R, n°. 19, 22, 25, 253, 255, 256, 240, 241, 245, 247, 248, 251, 252, 254, 255, 259, 260, 264, 265, 268, 276, 278 en 280; vijf balen dito, gemerkt S C, n°. 24, 58 en 12; vijf balen dito, gemerkt S A, n°. 16, 17, 19, 23 en 24; drie balen dito, gemerkt I D, n°. 2, 4 en 7; vier balen dito, gemerkt B, n°. 6, 13, 20 en 22; een baaltje dito, gemerkt W, n°. 1; een kistje, dito gemerkt W, n°. 4, op den 8den van wintermaand daarna volgende, door denzelfden commis-kommandeur C. B. van Lawick, in een schuur van denzelfden A. Geelhoed, aangehouden, oft wel het provenu van dien, het zij voor het geheel, het zij voor een gedeelte, te compareren of gemagtigden te zenden voor meergemelden raad, alhier in Amsterdam, op vrijdag, die zijn zal den 21sten van wintermaand 1810, des voormiddags de klokke twaalf ure, ten einde te zien wijzen het verder profijt van den voorsz. defaulte, het intendith te zien verifiëren, en de sententie te hoorou pronuntieren, dezelve betekenende, dat, even verre zij compareren dan niet, door den raad nogtans, in het wijzen van het profijt van alle de defaulten, in de voorsz. zaak gedecerneerd, het verifiëren van het intendith, het pronuntieren der sententie als anderzins, voort zal worden geprocedeerd, als naast regten dienen en behooren zal.

Gedaan, van de puje van voorn. raad, den 14den van wintermaand 1810.

Amsterdam, den 15den van wintermaand 1810. H. B. VERBUIS.

* * Wordt geadverteerd, dat, uit kracht van een vierde mandament van rancacie, met de clause van edictie *ad valvas curiae, in ordinaria forma*, gedepêcheerd op een akte van derde default, beide in dato den 11den van wintermaand 1810, van den raad ter judicature over de middelen te water en te lande in Holland, geïmpetrererd bij mr. W. M. de Brauw, gefungeerd hebbende in der tijd, als fiskal der middelen te water, in het geweven departement Zeeland, en, ingevolge des raads dispositie, van den 27sten van grasmaand 1810, n°. 2, geantoriseerd, om in zaken, hangende voor het commissariaat der middelen te water in het departement voornoemd, mitsgaders in alle nieuwe zaken, in hetzelste departement voorgevallen, ter rolle van dezen raad te institueren, door mij ondergeteekenden, eerste-gezworen exploitateur van voorn. raad, na voorgaenden klokkeslag, bij openbare edictie *ad valvas curiae*, uit naam en van wege Z. M. den KEIZER, ten vierde male, ex superabundanti, deze reize vooral, zijn gedagvaard, allen en een iegelijk, die zouden willen komen ter reclame of te beschutte van negen balen manufakturen, gemerkt met twee driehoeken in elkaar, waarin een P, op den 13den van oogstmaand 1809, in den Zuidboek, door de commisen J. F. van Ziegenweidt en J. F. Terbeek, aangehouden, oft wel het provenu van dien, het zij voor het geheel, het zij voor een gedeelte, te compareren of gemagtigden te zenden voor meergemelden raad, alhier in Amsterdam, op vrijdag, die zijn zal den 21sten van wintermaand 1810, des voormiddags de klokke twaalf ure, ten einde te zien wijzen het verder profijt van den voorsz. defaulte, het intendith te zien verifiëren en de sententie te hoorou pronuntieren, dezelve betekenende, dat, even verre zij compareren dan niet, door den raad nogtans, in het wijzen van het profijt van alle de defaulten, in de voorsz. zaak gedecerneerd, het verifiëren van het intendith, het pronuntieren der sententie als anderzins, voort zal worden geprocedeerd, als naast regten dienen en behooren zal.

Gedaan, van de puje van voorn. raad, den 14den van wintermaand 1810.

Amsterdam, den 15den van wintermaand 1810. H. B. VERBUIS.

THÉATRE FRANÇAIS SUR L'ERWTEMARKT.

Anjourd'hui, 19 décembre 1810.

(ABONNEMENT GÉNÉRALEMENT SUSPENDU,
au bénéfice de Mlle. DANGEVILLE.)

La première représentation de SOPHIE, ou LA NOUVELLE CENDRILLON, comédie en 4 actes, en prose, de Rougemont; suivie de la première représentation de LA PETITE CENDRILLON, ou LA CHATTE MERVEILLEUSE, folie vaudeville en un acte, de Desangiers; le spectacle commencera par MARTON ET FRONTIN, comédie en un acte, en prose, de Dubois.

Note. On trouvera des billets, pour ce spectacle, chez Mr. Dangeville, rue d'Utrecht, n°. 10.

DEUTSCHE THEATER IN DER AMSTELSTRASSE.

Hente, mittwoch, den 19 december 1810.

IM TRÜBEN IST GUT FISCHEN, oper in 5 aufzügen von Sarti; hierauf folgt DIE TIROLER, ein neues divertissement, in einem aufzuge, im tirolischen dialekt.

P R I J S - C O U R A N T van maandag, den 17den van wintermaand 1810.

Voor de taxatie van OBLIGATIEN en andere EFFECTEN, in den opbrengst van de belasting op het Regt van Successie, int' gelyce ordonnantie van 4 wijnmaand 1805, en nadere publicatie van 29 wintermaand 1806, geformeerd, op last van den staatsraad intendant-generaal van finantien en der publieke schatkist, door de beerdigde makelaars: G. IV.
van Ophoven, J. A. Jourdan, J. Jarman, J. D. Mercker, H. Westhoff, L. J. Lamaison, D. W. van Vloten Abz., G. Blancke, F. Huskus, J. Saportas, B. Tiedeman junior en J. Kerkhoven.

N.B. De effecten op deze prijs-courant onder de rubriek buitenlandsche voorkomende zijn, conform het Zoste artikel der ordonnantie op het regt van successie, van den 4den van wijnmaand 1805, subject aan de verhoging van twintig pCt., van de waarde op de prijs-courant genoteerd, en die gemerkt *, waarvan de renten buiten 's lands betaald worden, ingevolge publicatie van den 29sten van wintermaand 1806, aan de dubbeld belasting.

BINNENLANDSCHE EFFECTEN.

Rentende 1½ per cent.

Ongeconvert. obl. kantoor Holland. 5 pCt.

Rentende 1½ per cent.

Losrenten op de stad Amsterdam. 8 —

Rentende 2 per cent.

Groote prijs-obligatien, hollandsche loterij 1735 en 1746. 5½ —

Obligation Vriesland. 5½ —

Dito diverse steden in Zeeland. 5 —

Dito voormalige O. I. compagnie. 5½ —

Rentende 2½ per cent.

Ongeconvert. obl. en recep. op Overijssel 8½ —

Dito Zealand. 6½ —

Voormalige O. I. comp. courant. 8½ —

Dito Banco. 8½ —

West-indische compagnie. 8½ —

Recepissen op maandgelden ten laste der stad Amsterdam. 9½ —

Obligation op de thesaurie der stad Haarlem. 25 —

Dito societiet Surinamen. 8½ —

Dito vorst van Nassau. 11 —

Onreue noord-hollandsche losrenten. 8½ —

Inschrijvingen op het grootboek. 8½ —

Certificaten van dito, bij diverse. 11 —

Rentende 2½ per cent.

Obligation Utrecht. 9 —

Dito Zealand. 7 —

Dito Vrieslaed. 8½ —

Dito admr. Zeeland regist. Haag 8½ —

Rentende 3 per cent.

Nationale schuldbrieven. 9 —

Recep. anticipatiepenninge O. I. C. 8½ —

Oblig. met duplicaat, O. I. comp. 8½ —

Dito west-indische compagnie. 8½ —

Oblig. ten laste den vorst van Nassau. 13 —

Dito met premie. 13 —

Loterij, stad Veere. 3 —

Obligation op de stad Middelburg. 6 —

Nationale losrenten, heffing 1800. 9 —

Losr., stad Amsterdam, neg. 1802. 25 —

Rentende 3½ per cent.

Obligation op 't kwartier Nijmegen. 9½ —

Dito Vriesland. 9½ —

Dito Groningen. 9½ —

Dito Zealand. 8 —

Dito Bataafsch Braband. 8 —

Dito O. I. C., kamer Zeeland, neg. 1791. 9½ —

Dito thesaurie Amsterdam. 25 —

Dito Haarlem. 34 —

Dito Middelburg. 7 —

Nationale losrenten, heffing 1795 en 1801. 10 —

Rentende 4 per cent.

Rescriptien losbaar na den vrede. 12 —

Obligation ten laste Frankrijk, garantie generaliteit. 11½ —

Rec. last- en veilgeld, met premie. 11 —

Ongeconvert. obl., Holland. 11½ —

Dito Utrecht. 11½ —

Dito Gelderland. 11 —

Dito Overijssel. 11 —

Dito Vriesland. 11 —

Dito Groningen. 11 —

Dito Drenthe. 11 —

Dito Bat. Braband. 10 —

Geld. en Brab. schaevergoeding. 10 —

Obligation O. I. compagnie. 12 —

Dito W. I. compagnie. 11 —

Obligation thesaurie ordin., stad Amsterdam 1791, banco. 35 —

Dito courant. 33 —

Dito herstel van de wisselbank. 70 —

Losr. losb. in 30 jaren, bij uitloting. 12½ —

Dito beginnende 1821. 11½ —

Dito op de domeinen. 16 —

Dito op de stad Amsterdam, negotiatie 1805, met 10 per cent premie. 37 —

Dito 1808, met dito. 36 —

Rentende 4½ per cent.

Wisselbrieven op de stad Middelburg. 15 —

Rentende 5 per cent.

Recepissen vrijwillige negotiatie 1797. 14 —

Gouinchemsche schaevergoeding. 15 —

Obl. neg. 1794, diverse holl. kantoren. 14 —

Dito Gelderland. 15½ —

Dito Overijssel. 15½ —

Dito Vriesland. 13½ —

Dito Groningen. 13½ —

Dito Bataafsch Eraband. 13 —

Nat. losr. losb. 5 jaren na den vrede. 14 —

Dito negotiatie 1802. 14½ —

Losr. onder verband der Nassausche dom. Koninkl. dom. in Oost-Vriesland. 18 —

30 jarige renten, met aftrek van 2½ per cent voor ieder ontvangen jaar. 6½ —

20 jarige dito, zonder dito. 9 —

N.B. Bij de 30 en 20 jarige renten de lopende interessen te rekenen à 2½ pCt.

Rentende 5½ per cent.

Recepissen uit de negotiatie 1804 15½ —

Rentende 6 per cent.

Thesaurie der stad Schiedam. 55 —

25 Jan. rent. O. I. comp., lot. 1791. 7 —

Losrenten uit de negotiatie van 40 miljoen 1807. 28 pCt.

Dito, negotiatie van 20 miljoen 1809 27 —

Rentende 7 per cent.

Certificaten uit de negotiatie van 30 miljoen van 1808. 20 —

Action in de O. I. compagnie.

Kamer Amsterdam. 16 —

Diverse andere hollandsche kameren. 12 —

Kamer Zeeland. 12 —

PARTICULIERE NEGOTIATIEN OP BINNENLANDSCHE EFFECTEN.

Aandeelen in de negotiatie: Eendragt maakt magt, bij Ketwichen Voomburg. 20 —

Dito: conc. res parva crescent, bij idem. 24 —

Dito gevestigd op 25 jarige renten van zeeuwse loten, met accrescende premie litt. A en B, 4 pCt. 17 —

Dito op 25 jarige renten, bij D. W. van Vloten Abrahamsz. 16 —

Dito in 't contract van 30 jarige renten, bij Strockel en van Dyk. 22 —

Dito in dito, bij Mercker 25 —

Aandeelen Krimpenwaard. 60 —

Dito ten laste dijkgraaf en heemraden van Rijnland, 5½ pCt. 100 —

Dito in de commercie-societeit te Amst. 20 —

Aandeelen in de gootroijeerde afrikaansche visscherij-societeit. 30 —

Aandeelen in de associatie gevestigd op 5½ pCt. schuldbrieven der negotiatie 1804, bij H. de Lange Abz. en A. Pluym, 5 pCt. 26 —

Certificaten uit dito. 5 —

Aandeelen op 20 jarige renten, ten kantore van P. J. le Jolle, met betrekking der interest à 10 pCt. 35 —

Dito bij Ophoven en Mercker, 5 pCt. 29 —

Dito in assurante-compagnie, bij P. van den Broeke en Heemskerk. 300 —

Weddik en Spengler. 180 —

J. de Bosch Jeronimusz. 25 —

Jarman en Offerman. 120 —

Guerin en van Heyningen. 106 —

Eschausier en comp. 40 —

Idem en J. Keer. 47 —

De Vos en Tideman. 85 —

Jeronomus de Bosch Jansz. 50 —

Lespinasse en Lankhorst en Aessenberg. 110 —

Johs. Herms. Cunningh. 90 —

F R A N K R Y K.

* Inscriptien op 't grootboek, 5 pCt. 73 —

* Actionen op de bank. f 580

Certific. op ins., bij Voomburg c.s. 73 pCt.

Dito van bank-actien, bij Buys en Kerkhoven c.s. f 585

Aandeelen bij Vollenhoven en zoon, 4 pCt. 110 pCt.

Certificaten bij idem. 28 —

Aandeelen bij Stadnitski en van Heukelom. 28 —

De franc te rekenen à 10 stuivers hollandsch.

SUPPLÉMENT

A U.

COURRIER D'AMSTERDAM,

N°. 130, de MERCREDI le 19 Décembre.

N.B. Ce supplément se distribue gratis.

Voici la première partie des pièces dont il a été fait mention dans le journal d'aujourd'hui:

SENAT-CONSERVATEUR.

Séance du 10. décembre 1810.

La séance est ouverte à 3 heures après-midi, sous la présidence de S. A. S. le prince archi-chancelier de l'empire.

M. le duc de Cadore, ministre des relations extérieures, le comte Regnault-de-Saint-Jean-d'Angely, ministre d'état, et M. le comte Caffarelli, conseiller-d'état, sont introduits.

S. A. S. le prince archi-chancelier, président, fait donner lecture du message suivant:

Message de SA MAJESTÉ IMPÉIALE ET ROYALE.

SENATEURS!

» J'ordonne à mon ministre des relations extérieures de vous faire connaître les différentes circonstances qui nécessitent la réunion de la Hollande à l'empire."

» Les arrêts publiés par le conseil britannique en 1806 et 1807, ont déchiré le droit public de l'Europe. Un nouvel ordre de choses régît l'univers. De nouvelles garanties m'étant devenues nécessaires; la réunion des embouchures de l'Escart, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Wezer et de l'Elbe à l'empire, l'établissement d'une navigation intérieure avec la Baltique, m'ont paraître les premières et les plus importantes."

» J'ai fait dresser le plan d'un canal qui sera exécuté avant cinq ans, et qui joindra la Baltique à la Seine."

» Des indemnités seront données aux princes qui pourront être égarés par cette grande mesure, que commande l'empereur qui appuie sur la Baltique la droite des frontières de son empire."

» Et de prendre ces déterminations, j'ai fait pressentir l'Angleterre; elle a su que le seul moyen de maintenir l'influence de la Hollande était de rapporter ses arrêts du conseil de 1806 et 1807, ou de revenir enfin à des sentiments pacifiques. Mais cette puissance a été sourde à la voix de nos intérêts, comme au cri de l'Europe."

» J'espérais pouvoir établir un cartel d'échange des prisonniers entre la France et l'Angleterre, et par suite profiter du séjour des deux commissaires à Paris et à Londres, pour arriver à un rapprochement entre les deux nations. Mes espérances ont été déçues. Je n'ai reconnu dans la manière de négocier du gouvernement anglais qu'astuce et que mauvaise foi."

» La réunion du Valais est une conséquence prévue des immenses travaux que je fais faire depuis dix ans dans cette partie des Alpes. Lors de mon acte de médiation, je séparai le Valais de la confédération Helvétique, prévoyant dès lors une mesure si utile à la France et à l'Italie."

» Tant que la guerre durera avec l'Angleterre, le peuple Français ne doit pas poser les armes."

» Mes finances sont dans l'état le plus prospère. Je puis fournir à toutes les dépenses que nécessite cet immense empire, sans demander à mes peuples de nouveaux sacrifices."

» Au palais des Tuilleries, le 10 décembre 1810.

(signé,) NAPOLÉON.

Par l'EMPEREUR:

(signé,) M. B. duc de BASSANO.

Après la lecture de ce message, S. Exc: M. le duc de Cadore, ministre des relations extérieures, donne communication du rapport suivant:

Rapport du ministre des relations extérieures à S. M. l'EMPEREUR ET ROI.

SIRE,

Votre Majesté a élevé la France au plus haut point de gloire. Les victoires obtenues sur cinq coalitions successives, toutes fomentées par l'Angleterre, ont amené ces résultats; et l'on peut dire que la gloire, la puissance du grand empire, nous les devons à l'Angleterre.

Dans toutes les occasions, V. M. a offert la paix; et sans chercher si elle serait plus avantageuse que la guerre, vous n'envisagiez, SIRE, que le bonheur de la génération présente; et vous vous mettriez toujours prêt à lui sacrifier les chances les plus heureuses de l'avenir.

BIJVOEGSEL

TOT DEN

COURRIER VAN AMSTERDAM,

van WOENSDAG den 19 van Wintermaand, N°. 130.

N.B. Dit bijvoegsel wordt gratis uitgegeven.

Zie hier het eerste gedeelte der stukken, waar van wij in ons dagblad van heden hebben melding gemaakte:

BEHOEDENDE SENAT.

Zitting van den 10den van wintermaand 1810.

De zitting iste drie uren na den middag geopend, onder voorzitterschap van Z. D. H. den prins aarts-kanselier des rijks.

H.H. EExc. de hertog van Cadore, minister van binnelandse zaken, de graaf Regnault-de-Saint-Jean-d'Angely, staats-minister, en de graaf Caffarelli, staatsraad, worden binnengeleid.

Z. D. H. de prins aarts-kanselier, voorzitter, doet de volgende boodschap voorlezen:

BOODSCHAP VAN ZIJNE KEIZERL. EN KONINKL. MAJESTEIT.

SENATEURS!

» Ik gelast mijnen minister van buitenlandsche zaken, u de verschillende omstandigheden mede te deelen, welke de vereeniging van Holland met het keizerrijk noodzakelijk maken."

» De besluiten, door den britschen raad, in 1806 en 1807, algemeen gemaakt, hebben het publiek regt in Europa vernietigd. Eene nieuwe orde van zaken regeert het heelal. Nieuwe waarsborgen waren voor mij noodzakelijk; de vereeniging van de monden der Schelde, Maas, Rijn, Eems, Wezer en Elbe met het keizerrijk, en het daarstellen van eene binnelandse vaart op de Oostzee, zijn mij de eerste en belangrijkste toegeschoten."

» Ik heb het ontwerp van een kanaal doen gereed maken, hetwelk, voor dat vijf jaren verlopen zullen zijn, in geraedheid moet wezen, en dat de Oostzee met de Seine zal vereenigen."

» De vorsten, welke door dezen grooten maatregel, diende noodzakelijkheid gebiedt, en die de tegenzijde der grenzen van mijn rijk tot aan de Oostzee doet strekken, mogten beschadigd worden, zullen schadeloosstellingen ontvangen."

» Alvorens dit besluit te nemen, heb ik hetzelve Engeland doen voorgevoelen; hetzelve wist, dat het eenig middel, om de onafhankelijkheid van Holland te bewaren, was, dat men de voornoemde besluiten van 1806 en 1807 introk, of dat men ten laatsten tot vredelievende gevoelens terugkeerde. Maar deze mogelijkheid is even zoo doof geweest voor de stem hader eigen belangen, als voor den kreet van Europa."

» Ik hoop een kartel van uitwisseling der krijgsgevangenen tuschen Frankrijk en Engeland tot stand te brengen, en in de gevolgen daarvan gebruik te maken van het verblijf der twee commissarissen in Parys en te Londen, om tot eene toenadering tuschen de beide natien te komen. Mijne hoop is ziel geweest. Ik heb in de wijze van onderhandelingen van het engelsch gouvernement niets anders ontdekt, dan booze list en kwaade trouw."

» De vereeniging van het Walliserland is een vooruitgezien gevolg der ontzaglijke werken, welke ik, sinds tien jaren, in dat gedeelte der Alpen doe aanleggen. Ten tijde van mijne akte van mediation, scheide ik het Walliserland van het Zwitsersch-bondgenootschap, reeds van toen af aan eene voor Frankrijk en Italie zoo nuttigen maatregel vooruitziende."

» Zoo lang de oorlog met Engeland zal duren, moet het fransche volk de wapenen niet neder leggen."

» Mijne finantien zijn in den voorpoedigsten staat. Ik kan in alle uitgaven, welke dit ontzaglijk rijk vereischt, voorzien, zonder van mijne volken nieuwe oprofferingen te vorderen."

» In het paleis der Tuilleries, den 10den van wintermaand 1810.

(getekend,) NAPOLÉON.

Van wege den KEIZER:

(getekend,) H. B. hertog VAN BASSANO.

Na de voorlezing van deze boodschap deelt Z. E. de hertog van Cadore, minister van buitenlandsche betrekkingen, het volgend rapport mede:

Rapport van den minister van buitenlandsche zaken aan Z. M. den KEIZER EN KONING.

SIRE!

Uwe Majesté heeft Frankrijk tot het hoogste toppunt van grooteheid verheven. De overwinningen op vijf achtervolgelijke coalities, alle door Engeland aangestookt, behaald, hebben dit gevolg te weeg gebracht; en men kan zeggen, dat wij den roem en de magt van het groot keizerrijk aan Engeland verschuldigd zijn.

Bij alle gelegenheden heeft U. M. den vrede aangeboden; en zonder te onderzoeken of dezelve voordeeliger zoude zijn dan de oorlog, beoogde gij, Sire, alleen het geluk van het tegenwoordig geslacht; en gij betoonde u altijd gereed, van hetzelve de voordeeligste kansen der toekomst op te offeren.

C'est ainsi que les paix de Campo-Formio, de Lunéville et d'Amiens, et postérieurement celles de Presbourg, de Tilsit et de Vienne, ont été conclues: c'est ainsi que cinq fois V. M. a fait à la paix le sacrifice de la plus grande partie de ses conquêtes. Plus jalouse d'illustrer son règne, par la félicité publique, que d'étendre la domination de son empire, V. M. mettait des limites à sa propre grandeur; tandis que l'Angleterre rallumait sans cesse le flambeau de la guerre, semblait conspirer contre ses alliés et contre elle-même pour former cet empire, le plus grand qui ait existé depuis vingt siècles.

A la paix de 1783, la puissance de la France était forte du pacte de famille qui liait étroitement à sa politique l'Espagne et Naples.

A l'époque de la paix d'Amiens, les forces respectives de trois grandes puissances s'étaient accrues d'heure-millions d'habitants de la Pologne. Les maisons de France et d'Espagne étaient essentiellement ennemis, et les peuples de ces états se trouvaient plus que jamais éloignés par leurs inégalités. Une des grandes puissances continentales avait moins perdu de force par la réunion de la Belgique à la France, qu'elle n'en avait acquis par la possession de Venise: et les sécularisations du corps germanique avaient encore ajouté à la puissance de nos rivaux.

Ainsi la France, après le traité d'Amiens, avait une force relative meilleure qu'à la paix de 1783, et bien inférieure à celle à laquelle les victoires obtenues pendant les guerres des deux premières coalitions lui donnaient le droit de prétendre.

Cependant, à peine ce traité fut-il conclu, que la jalousie de l'Angleterre se montra vivement excitée. Elle s'alarmma de la richesse et de la prospérité intérieure toujours croissante de la France, et elle espéra qu'une troisième coalition arracherait à votre couronne la Belgique, les provinces du Rhin et l'Italie. La paix d'Amiens fut violée. Une troisième coalition fut formée trois mois après, elle fut dissoute par le traité de Presbourg.

L'Angleterre vit toutes ses espérances trompées. Venise, la Dalmatie, l'Istrie, toutes les côtes de l'Adriatique, et celles du royaume de Naples passèrent sous la domination française. Le corps germanique, établi sur des principes contraires à ceux qui ont fondé l'empire français, s'écroula, et le système de la confédération du Rhin fit des alliés intimes et nécessaires des mêmes peuples qui, dans les deux premières coalitions, avaient marché contre la France, et les unit indissolublement à elle par des intérêts communs.

La paix d'Amiens devint alors en Angleterre l'objet des regrets de tous les hommes d'état. Les nouvelles acquisitions de la France, que désormais on n'espérait pas de lui ravir, rendaient plus sensible la faute qu'on avait commise, et en démontraient toute l'étendue.

Un homme éclairé qui, pendant le court intervalle de la paix d'Amiens, était venu à Paris et avait appris à connaître la France et V. M., parvint à la tête des affaires en Angleterre. Cet homme de génie comprit la situation des deux pays. Il vit qu'il n'était plus au pouvoir d'aucune puissance de faire rétrograder la France, et que la véritable politique consistait à l'arrêter. Il sentit que, par les succès obtenus contre la troisième coalition, la question avait été déplacée, et qu'il ne fallait plus penser à disputer à la France des possessions qu'elle venait d'acquérir par la victoire; mais qu'on devait, par une prompte paix, prévenir de nouveaux agrandissements que la continuation de la guerre rendrait inévitables. Ce ministre ne se dissimulait aucun des avantages que la France avait recueillis de la fausse politique de l'Angleterre; mais il avait sous les yeux ceux qu'elle pouvait en recueillir encore. Il croyait que l'Angleterre gagnerait beaucoup, si aucune des puissances du continent ne perdait plus. Il mettait sa politique à désarmer la France, à faire reconnaître la confédération du nord de l'Allemagne en opposition à la confédération du Rhin. Il sentait que la Prusse ne pouvait être sauvee que par la paix, et que du sort de cette puissance dépendait le système de la Saxe, de la Hesse, du Hanovre et le sort des embouchures de l'Ems, du Jade, du Weser, de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule, débouchés nécessaires au commerce anglais. En homme supérieur, Fox ne se livra pas à des regards innutiles sur la rupture du traité d'Amiens, et sur des pertes désormais irréparables; il voulut en prévenir de plus grandes, et il envoya lord Lauderdale à Paris.

Les négociations s'entamèrent, et tout en faisait présager l'heureuse issue lorsque Fox mourut.

Elles ne furent plus que languir. Les ministres n'étaient pas assez éclairés ni assez de sang-froid pour sentir la nécessité de la paix. La Prusse, poussée par cet esprit que l'Angleterre souffrait dans toute l'Europe, mit ses troupes en marche. La garde impériale fut ordre de partir: lord Lauderdale parut effrayé des conséquences des nouveaux événements qui se préparaient. Il fut question de signer le traité, d'y comprendre la Prusse, et de reconnaître la confédération du nord de l'Allemagne. Votre Majesté, par cet esprit de modération dont elle a donné de si fréquens exemples à l'Europe, y consentit. Le départ de la garde impériale fut diffé-

Dus is het, dat de vreden van Campo-Formio, van Luneville en van Amiens, en daarna die van Presburg, van Tilsit en Wenen gesloten zijn; dus is het, dat U. M. vijfmaal aan den vrede het offer van het grootst gedeelte zijner overwinningen gebracht heeft. Meer naijverig, hoogstdeszelfs regering door het algemeen geluk doorluchtig te maken, dan om de heerschappij van zijn rijk uit te breiden, stelde U. M. grenzen aan hoogstdeszelfs eigen grootheid; terwijl dat Engeland, den krijgsoorts onophoudelijk ontstekende, tegen deszelfs bondgenooten en tegen zich zelven scheenzamen te spannen, om dit rijk, het grootste, dat sedert twintig eeuwen bestaan heeft, daar te stellen.

Bij den vrede van 1783 was Frankrijks magt sterk door het familie-verbond, dat Spanje en Napels nauw aan deszelfs staat-kunde verenigde.

Bij het tijdstip van den vrede van Amiens waren de respective magten van drie grote mogendheden met twaalf miljoenen inwoners van Polen vermeerderd. De huizen van Frankrijk en van Spanje waren in de daad vijanden, en de volken deser staten waren, meer dan ooit, door hunne zeden van elkander verwijderd. Eene der grote mogendheden van het vaste land had minder in magt verloren, door de vereeniging van Brabant met Frankrijc, dat dezelve had aangeworpen door het bezit van Venetië: en de secularisatie van het duitsche rijk had de magt van onze meddingers nog vergroot.

Dus had Frankrijc, na het verdrag van Amiens, eene mindere betrekkelijke magt, dan bij den vrede van 1783, en veel minder dan dié, op welke de verkregen overwinningen gedurende de oorlogen van de twee eerste coalities, hezelve recht gaven, aanspraak te maken.

Iataatschen was dit verdrag nauwelijks gesloten, of dezelve van Engeland betoorede zich hevig ontstoken. Hetzelve verontstakte zich over den staatsconcernenden rijk hinc en inwendigen voorspoed van Frankrijc, en het hoopte, dat erne derde coalitie Brabant, de Rijngevisten en Italië aan Uwe Kroon zic ontrokken. De vrede van Amiens werd geschonden. Eene derde coalitie werd gevormd: drie maanden daarna was dezelve door het verdrag van Presburg onthonden.

Engeland zag zich in alle deszelfs verwachtingen te leun gesteld. Venetië, Dalmatie, Istrie, de geheele kust van de Adriatische zee en die van het koninkrijk Napels gingen onder franse heerschappij over. Het duitsche rijk, hetwelk op gronden waargesteld, tegenstandig aan die van het franse keizerrijk, viel, en het stelsel van het Rijverbond vermindert nauw verbonden en noodzakelijke bondgenooten van diezelfde volken, welke bij de beide eerste coalities tegen Frankrijc waren opgetrokken, en verbond dat land door middel van gemeene belangen, onverbrekbaar met hetzelde.

De vrede van Amiens werd toenmaals in Engeland, voor alle staatsmannen, een onderwerp van berouw. De nieuwe aanwinsten van Frankrijc, die men van dien tijd niet meer hoopte, hetzelve te kunnen afnemen, maakten den misluk, dien men begaan had, gevoeliger, en bewezen de geheele uitgestrektheid daarvan.

Een verlicht man, die, gedurende het korte tijdvak des vredes van Amiens te Parys gekomen was en Frankrijc mitsgaders U. M. had leren kennen, kwam in Engeland aan het hoofd der zaken. Deze man van genie begreep den toestand der beide landen. Hij zag, dat het niet meer in de magt van eene enige mogendheid was, Frankrijc te doen terug treden, en dat de ware staatkunde alleen bestond, om het in deszelfs loop te staaten. Hij gezwoerde, dat, door de voordeelen, die bij de derde coalitie behaald waren, de zaken uit haar verband waren, en dat men er niet meer aan denken moest, Frankrijc bezittingen te bewisten, die hetzelve door de overwinning had verkregen; maar dat men door middel van eesen spoedigen vrede, nieuwe vergrotingen moest voorkomen, welke de voortdoving des oorlogs onvermijdelijk maakte. Deze minister ontveindt geenszins enige der voordeelen, welke Frankrijc door Englands verkeerde staatkunde had bekomen; maar hij hield die voor oogen, welke dit land niet daar van kon genieten. Hij dacht, dat Engeland veel zou winnen, indien geens der mogendheden van het vaste land meer verloor. Zijne staatkunde bestond daarin, om Frankrijc te ontwapenen en de confederatie van het noorden van Duitschland, in tegenstelling des Rijverbonds, te doen ontgaen. Hij begreep, dat Pruisen niet dan door den vredes kon gered worden, en dat de denkwijze van Saxe, van Hessen, van Hanover, en Pruisen het lot der monden van de Eems, Jahde, Wezer, Elbe, Oder en Wijssel, de voor den engelschen handel noodige bouches, van het lot van die mogendheid afhangt. Een buitenmeen man zynde, gaf Fox zich geenszins over aan onnut nabouw, wegens het verbreken van het verdrag van Amiens en oververliezen, die voortaan onherstelbaar zouden worden; maar hij wilde groter verliesen voorkomen, en hij zond lord Lauderdale naar Parys.

De onderhandelingen vingen aan, en alles deed er den gelukkigsten uitslag van voorspellen, toen Fox stierf.

Dezelve kwijnden daarna slechts. De ministers waren, of niet verlicht; of niet koelbloedig genoeg, om de noodzakelijkheid van den vrede te gevoelen. Pruisen, door dien geest, welke Engeland in geheel Europa blies, gedreven, deed deszelfs troepen aanrukken. De keizerlijke garde kreeg bevel om te vertrekken: lord Lauderdale scheen verschtikt over de gevolgen der nieuwe gebeurtenissen, die zich moesten ontwikkelen. Het was de vrsag, het verdrag te teekenzen. Pruisen daarin te begrijpen en de confederatie van het Noorden van Duitschland te erkennen. Uwe Maj. stemde daarin toe, door dien geest van gematigdheid, van welke hoogstdeszelfs parys Europa zoö manigvuldige voorbeelden heeft gegeven. Het vertrek der keizerlijke garde

ré de quelques jours; mais lord Lauderdale hésita: il crut devoir envoyer un courrier à sa cour, et ce courrier lui rapporta l'ordre de son rappel (1). Peu de jours après, la Prusse n'exista plus comme puissance prépondérante.

La postérité marquera cette époque comme une des plus décisives de l'histoire de l'Angleterre et de celle de la France.

Le traité de Tilsitt termina la quatrième coalition.

Deux grands souverains, nageurs ennemis, se réunissent pour offrir la paix à l'Angleterre; mais cette puissance, qui malgré tous ses pressentiments, n'avait pu se déterminer à soumettre à des conditions qui laissaient la France dans une position plus avantageuse que celle où elle s'était trouvée après le traité d'Amiens, ne voulut point ouvrir des négociations dont le résultat inévitable assurait à la France une position bien plus avantageuse encore (2). Nous avons refusé, disait-on en Angleterre, un traité qui maintenait dans l'indépendance de la France le nord de l'Allemagne, la Prusse, la Saxe, la Hesse, le Hanovre, et qui garantissait tous les débouchés de notre commerce; comment pourrions-nous consentir aujourd'hui à signer avec l'EMPEREUR DES FRANÇAIS, lorsqu'il vient d'étendre la confédération du Rhin jusqu'au nord de l'Allemagne, et de fonder sur les bords de l'Elbe un trône français, une paix qui, par la force des choses et quelles que fussent les stipulations admises, laisserait sous son influence le Hanovre et tous les débouchés du Nord, ces principales artères de notre commerce?

Les hommes qui envisageaient de sang-froid la situation de l'Angleterre, répondraient: deux coalitions dont chacune devait durer dix ans, ont été vaincues en peu de mois; les nouveaux avantages acquis par la France sont la suite de ces événements, et l'Angleterre ne peut plus s'y opposer; sans doute il n'aurait pas fallu violer le traité d'Amiens. Il eût fallu depuis adhérer à la politique de Fox. Profitons du moins aujourd'hui des leçons de l'expérience, et évitons une troisième faute. Au lieu de jeter les regards en arrière, portons les vers l'avenir: la péninsule est encore entière et dirigée par des gouvernemens secrètement ennemis de la France. Jusqu'à ce jour, la faiblesse des ministres espagnols et les sentiments personnels du vieux monarque ont refusé l'Espagne dans le système de la France. Une nouveau règne développera les germes de la haine entre les deux nations. Le pacte de famille a été anéanti, et c'est un des avantages que la révolution a procurés à l'Angleterre. La Hollande, quoique gouvernée par un prince français, jouit de son indépendance: son intérêt est de demeurer l'intermédiaire de notre commerce avec le continent, et de le favoriser pour participer à nos profits. N'avons-nous pas à craindre, si la guerre continue que la France n'établisse son influence sur la Péninsule et ses douanes en Hollande?

Tel était le langage des hommes qui savaient pénétrer dans les secrets de l'avenir. Ils virent avec douleur refuser la paix proposée par la Russie. Ils ne doutèrent pas que le continent tout entier ne fut bientôt enlevé à l'Angleterre, et qu'un ordre de choses, qu'il était si important de prévenir, se détablît en Espagne et en Hollande.

Sur ces entrefaites, l'Angleterre exigea de la maison de Bragance qu'elle quittât la Péninsule et se réfugiat au Brésil. Les partisans du ministère anglais semèrent la division parmi les princes de la maison d'Espagne. La dynastie qui régnait fut éloignée pour toujours, et en conséquence des dispositions faites à Bayonne, un nouveau souverain, ayant avec la France une puissance et une origine communes, fut appelé au gouvernement de l'Espagne.

L' entrevue d'Erfarth donna lieu à de nouvelles propositions de paix; mais elles furent aussi repoussées. (3). Le même esprit qui avait fait rompre les négociations du lord Lauderdale, dirigeait les affaires en Angleterre.

La cinquième coalition éclata. Ces nouveaux événements tournèrent encore à l'avantage de la France. Les seuls ports par lesquels l'Angleterre conservait une communication avouée avec le continent, passèrent, avec les Provinces-Hollandaises, au pouvoir de V. M., par le traité de Vienne, et les alliés de l'empire vinrent s'accroître leur puissance.

Les arrêts rendus par le conseil britannique avaient bouleversé les lois du commerce du monde; l'Angleterre, dont l'existence toute entière est attachée au commerce, jetait ainsi le désordre parmi le commerce des nations. Elle en avait déchiré tous les priviléges. Les décrets de Berlin et de Milan repoussèrent ces nouveautés monstrueuses. La Hollande se trouva dans une position difficile; son gouvernement n'avait pas une action assez énergique, ses douanes offraient trop peu de sécurité, pour que ce centre du commerce du continent demeurât plus long-tems isolé de la France. V. M. pour l'intérêt de ses peuples et pour assurer l'exécution du système qu'elle opposait aux actes tyranniques de l'Angleterre, se vit forcée de changer le sort de la Hollande. Cependant V. M. constante dans son système et dans son désir de la paix, fit entendre à l'Angleterre qu'elle ne pouvait sauver l'indépendance de la Hollande, qu'en rapportant ses arrêts du conseil ou en adoptant des vues pacifiques.

Werd eenige dagen uitgesteld; doch lord Lauderdale aarzelde: hij meende een' courier aan zijn hof te moeten zenden, en die courier bragt hem het bevel tot zija opontbod terug (1). Weinig dagen daarna bestond Pruisen niet meer als overwigtige mogendheid.

De nakomelingschap zal dat tijdstip kenteekenen, als een der meest beslissende in de geschiedenis van Engeland en in die van Frankrijk.

Het verdrag van Tilsitt maakte een einde aan de vierde coalitie.

Twee grote souvereinen, kort te voren vijanden, vereenigden zich, om aan Engeland den vrede aan te bieden; maar deze mogendheid, welke, in weervil van al deszelfs weerwrack, niet had kunnen besluiten tot het onderschrijven van voorwaarden, die Frankrijk in een' voordeeliger stelling lieten, dan die, waarin het zich na het verdrag van Amiens had bevonden, wilde geene onderhandelingen openen, welker onvermijdelijke uitslag aan Frankrijk een' nog veel voordeeliger toestand verzeerde. (2) Wij hebben een verdrag geweigerd, zeide men in Engeland, hetwelk het noorden van Duitschland, Pruisen, Saxe, Hessen en Hanover afhankelijk van Frankrijk deed bestaan, en dat al de wegen van vertier voor onzen koophandel waarborgde; hoe zouden wij nu kunnen toestemmen tot het tekken van eenen vrede met den KRIEZER DER FRANSCHEN, terwijl hij de Rijn-confederatie tot het noorden van Duitschland uitstrek, en aan de oevers van de Elbe een' franschen troon oprigt, een' vrede, die door den drang der zaken, en hoewel ook de aangenomen bepalingen mogten zijn, Hanover mitsgaders alle de dehouches van het Noorden, die voornaamste slagaders van onzen koophandel, onder zijnen invloed zouden laten.

De mannen, die den toestand van Engeland bedaard aanschouwden, antwoorden: » Twee coalitiën, welche ieder tien jaren moesten duren, zijn in weinige maanden overwonnen; de nieuwe voordelen, door Frankrijk behaald, zijn het gevolg deser gebeurtenissen, en Engeland kan zich er niet langer tegen stellen: voorwaar men had het verdrag van Amiens niet moet schenden! Men had sedert tot de staatkunde van Fox moeten toetreden. Laten wij ten minsten heden van de leseen der ondervinding gebruik maken, en eene derde misstap vermijden. In plaats van onze blitken achterwaarts te vestigen, laten wij dezelve op de toekomst wenden: het Schier-Eiland is nog geheel bestuurd door gouverneminenten, die heimelijke vijanden van Frankrijk zijn. Tot op den huidigen dag hebben de zwakheid der spaansche ministers en de persoonlijke gevoelens van den ouden monarch Spanje bij het stelsel van Frankrijk gehouden. Eene nieuwe regering zal de zaden van haat tussen de beide volken ontwikkelen. Het familie-verbond is verbroken, en dit is een der voordeelen, die de omwenteling aan Engeland bezorgd heeft. Holland, hoewel door een' franschen prins bestuurd, geniet deszelfs onafhankelijkheid: deszelfs belang is het, de tusschenweg van onzen handel met het vaste land te blijven, en denzelven te begunstigen, om in onze winsten te deelen. Hebben wij niet te vreezen, indien de oorlog aanhoudt, dat Frankrijk zijn' invloed op het Schier-Eiland, en zijne douanen in Holland vestigt? »

Dusdanig was de taal der mannen, die in het geheim van de toekomst wisten door te dringen. Met leedwezen zagen zij den door Rusland voorgestelden vrede weigeren. Zij twijfelden niet, of geheel het vaste land zou welhaast aan Engeland ontrukt zijn, en dat eene orde van zaken, welke het zoo belangrijk was te voorzien, in Spanje en in Holland zou worden tot stand gebracht.

Middelerwyl eischte Engeland van het huis van Bragance, dat hetzelys het Schier-Eiland verliet en naar Brazilië de wijk nam. De voorstanders van het engelsch ministerie zaaiden de verdeeldheid onder de vorsten van het huis van Spanje. Het geslacht, dat regeerde, werd voor altoos verwijderd, en dienvolgens te Bayonne schikkingen gemaakt; een nieuwe souverein, met Frankrijk eene gemeene macht en oorsprong hebbende, werd tot de regering van Spinje geroept.

De samenkomst te Erfarth gaf aanleiding tot nieuwe vredesvoorslagen; doch dezelve werden ook afgewezen. (3). Derzelfde geest, welke de onderhandelingen van lord Lauderdale had deel afbreken, bestuurde de zaken in Engeland.

Die vijfde coalitie brak uit. Deze nieuwe gebuurtissen keerden, nogmaals tot voordeel van Frankrijk. De enige havens, door middel van welke Engeland eene goede gevoerde gemeenschap met het vaste land onderhield, gingen, met de Ilyrische-Provincien, in de magt van U. M., bij het verdrag van Wenen, over, en de bondgenooten van het rijk zagen hunne snagt aanwassen.

De besluiten, door den britischen raad uitgevaardigd, hadden de wetten van den handel der wereld omver gestoten; Engeland, waarvan het geheel bestaat aan den handel verbonden is, bragt dus de wanorde in den koophandel der volken. Hetzelve had alle de voorregten daarvan verscheurd. De deraten van Berlijn en van Milaan gingen deze gedrochtelijke nieuwigheden te keer. Holland beyond zich in een' moeijelijken toestand; deszelfs gouvernemint had geene kraekdadige werking genoeg; deszelfs douanen leverden geene genoegzame zekerheid op, om dit middelpunt van den handel langen tijd van Frankrijk afgescheiden te laten. U. M. zag zich gedwongen, voor het belang zijner volken en om de uitvoering van het stelsel, dat hoestzelve de geweldadige handelingen van Engeland tegenstelde, het lot van Holland te veranderen. Intusschen gaf U. M., volständig in hoogt deszelfs stelsel en verlangen naar den vrede, aan Engeland te kennen, dat hetzelve de onafhankelijkheid van Holland niet kon redden, dan door deszelfs raadsbesluiten in te trekken,

(1) Voyez la négociation de lord Lauderdale, n° 1.

(2) Voyez les pièces de la négociation après la paix de Tilsitt.

(3) Voyez les pièces de la négociation après l'entrevue d'Erfurt.

(1) Zie de onderhandeling van lord Lauderdale, n° 1.

(2) Zie de stukken der onderhandeling na den vrede van Tilsitt.

(3) Zie de stukken der onderhandeling na de zamenkomst te Erfurt.

Les ministres d'une nation commercante traitèrent avec légèreté une ouverture d'un si grand intérêt pour son commerce. Ils répondirent que l'Angleterre ne pouvait rien au sort de la Hollande. Dans les illusions de leur orgueil, ils méconnaissent les motifs de cette démarche; ils feignirent d'y voir l'aveu de l'efficacité de leurs arrêts du conseil, et la Hollande fut réunie (4). Puisqu'ils l'ont voulu, SIRE, je crois utile aujourd'hui, et je propose à V. M. de consolider cette réunion par les formes constitutionnelles d'un sénatus-consulte.

La réunion des villes Anséatiques, du Luxembourg, et de toutes les côtes depuis l'Elbe jusqu'à l'Ems, est commandée par les circonstances. Ce territoire est déjà sous la domination de V. M.

Les immenses magasins d'Helgoland menaceraient toujours de s'étendre sur le continent, si un seul point restait ouvert au commerce anglais sur les côtes de la mer du Nord, et si les embouchures du Jade, du Weser et de l'Elbe ne lui étaient pas fermées pour jamais.

Les arrêts du conseil britannique ont entièrement détruit les priviléges de la navigation des neutres, et V. M. ne peut plus approvisionner ses arsenaux et avoir une route sûre pour son commerce avec le Nord, qu'au moyen de la navigation intérieure. La réparation et l'agrandissement du canal déjà existant entre Hambourg et Lübeck, et la construction d'un nouveau canal qui joindra l'Elbe au Weser et le Weser à l'Ems, et qui n'exigera que quatre à cinq ans de travaux et une dépense de quinze à vingt-millions, dans un pays où la nature n'offre pas d'obstacles, ouvriront aux négociants français une voie économique, facile et à l'abri de tout danger. Votre empire pourra commercer en tout temps avec la Baltique, envoyer dans le Nord les produits de son sol et de ses manufactures, et en tirer les productions nécessaires à la marine de V. M.

Les pavillons de Hambourg, de Brême et de Lübeck, qui errent aujourd'hui sur les mers, dénationalisés par les arrêts du conseil britannique, partageront le sort du pavillon français, et concourront avec lui, pour l'intérêt de la cause commune, au rétablissement de la liberté des mers.

La paix arrivera enfin; car tôt ou tard les grands intérêts des peuples, de la justice et de l'humanité, l'emportent sur les passions et sur la haine; mais l'expérience de soixante années nous a appris que la paix avec l'Angleterre ne peut jamais donner au commerce qu'une sécurité trompeuse. En 1756, en février 1793, en 1801 à l'égard de l'Espagne, comme en mai 1803, à l'époque de la violation du traité d'Amiens, l'Angleterre commença les hostilités avant d'avoir déclaré la guerre. Des bâtimens qui naviguaient sur la foi de la paix furent surpris; le commerce fut dépouillé; des citoyens paisibles perdirent leur liberté, et les ports de l'Angleterre se remplirent de ses honteux trophées. Si de tels exemples devaient se renouveler un jour, les voyageurs, les négociants anglais, leurs propriétés et leurs personnes saisies dans nos ports depuis la mer Baltique jusqu'au golfe Adriatique, répondraient de ces attentats; et si le gouvernement anglais, pour faire oublier au peuple de Londres l'injustice de la guerre, lui donnait encore le spectacle de ces prises faites au mépris du droit des nations, il aurait aussi à lui montrer les pertes qui en seraient la conséquence.

SIRE, aussi long-tems que l'Angleterre persistera dans ses arrêts du conseil, V. M. persistera dans ses décrets. Elle opposera au blocus des côtes le blocus continental, et au pillage sur les mers la confiscation des marchandises anglaises sur le continent.

Il est de mon devoir de le dire à V. M. Elle ne peut espérer désormais de ramener ces ennemis à des idées plus modérées que par sa perséverance dans ce système. Il en doit résulter un tel état de malaise pour l'Angleterre, qu'elle sera forcée de reconnaître enfin qu'on ne peut violer les droits des neutres sur les mers, et en réclamer la protection sur le continent; que l'unique source de ses maux est dans ses arrêts du conseil, et que cet agrandissement de la France qui longtemps excitera son dépit et sa jalousie, elle le doit aux passions aveugles de ceux qui, violent le traité d'Amiens, rompant la négociation de Paris, rejetant les propositions de Tilsit et d'Erfurth, dédaignant les ouvertures faites avant la réunion de la Hollande, ont porté les derniers coups à son commerce et à sa puissance, et conduit votre empire à l'accomplissement de ses hautes destinées.

Je suis avec respect,

SIRE,

De VOTRE MAJESTÉ IMPÉRIALE ET ROYALE,

Le très-fidèle et très-dévoué serviteur
et sujet,

CHAMPAGNY, duc de Cadore.

Paris, le 8 décembre 1810:

(Moniteur.)

(La suite dans un prochain supplément.)

(4) Voir les pièces intitulées *Démarches du ministère hollandais*.

af doet vredelijevende gevoelens aan te nemen. De ministars van een handeluygende natie behandelen met lietvaardighet een opening van zoo groot belang voor derzelver handel. Zij awoorden, dat Engeland niets kon veranderen in het lot van Holland. In de verblinding van hunnen hoogmoed, giskenden zij de bewegredenen van dezen step; zij veinsden, de bekentenis van de kroechtdadigheid hunner raadsbealuten daar in te zien, en Holland werd vereenigd (4). Dewijl zij het gewild hebben, Sire, geloof ik het thans nuttig, en ik stel aan U. M. voor, deze vereeniging door de constitutionele formaliteit van een senatus-consulte te bevestigen.

De vereeniging der Hanze-steden, van het Lueneburgsche en van alle de kusten, van de Eibe af tot aan de Eems tre, wordt door de omstandigheden bevolen. D't grondgebied is reeds onder de beheersching U. M.

De ontzaglijke magazijnen van Helgoland zouden altoos bedreigen, in het vaste land in te dringen, indien er een enig punt op de kusten der Noord-zee overbleef, en indien de monden van de Jahde, Wezer en Ebe niet voor altoos voor dezelve gesloten waren.

De besluiten van den britschen raad hebben de voorregten van de scheepvaart der neutrale mogendheden gelijk vernietigd, en U. M. kan zijne tuighuizen niet meer voorzien, en geenen zekerweg voor deszelfs koophandel, met het Noorden meer hebben, dan door middel der binnenlandsche vaart. De herstelling en vergrooting van het kanaal, hetwelk reeds tusschen Hamburg en Lubek bestaat, en het graven van een nieuw kanaal, hetwelk de Elbe met de Weser en de Wezer met de Eems zal vereenigen, en dat slechts eenen arbeid van vier tot vijf jaren, mitsgaders een uitgave van vijftien tot twintig miljoenen zal vorderen, in een land, alwaar de natuur geene hinderpalen in den weg stelt, zal den franschen kooplieden eenen min kostbare en gemakkelijken weg aauwijken, welke voor alle gevaar zal beveiligd zijn. Uw rijk zal ten allen tijde op de Oostzee handel kunnen drijven, de voorbrengselen van deszelfs grond en manufakturen naar het Noorden kunnen voeren, en uit hetzelvige de voor U. Ms. zeer nuttige voorbrengselen kunnen trekken.

De vlaggen van Hamburg, Bremen en Lubek, die thans, gedenaationaliseerd door de besluiten van den britschen raad, op de zeeën rondzweiven, zullen in het lot der fransche vlag deelen, en met dezelve, voor het belang van de gemeene zaak, aan de herstelling van de vrijheid der zeeën medewerken.

Eindelijk zal de vrede komen; want, vroeg of laat zullen de grote heiligen der volken, de regtvaardigheid en de menschelijkhed over de driften en over den haat zegevieren; maar eenestigjarige ondervinding heeft ons geleerd, dat de vrede met Engeland den handel nimmer iets anders dan eenne hedigelyke zekerheid kan verschaffen. Engeland begon in 1756, in surokkelmeand 1793 en in 1801, ten sanctien van Spaen, gelijk als in 1803, bij het tijdstip der verkrachting van den vrede van Amiens, de vijandelijkheden, alvorens den oorlog te hebben verklaard. Schepen, welke op de goede trouw des vredes de zee bevoeren, werden overrompeld; de handel werd beroofd; vreedzame burgers verloren hunne vrijheid, en de havens van Engeland werden met deszelfs schandelyke zegteeken vervruld. Indien dergelyke voorbeelden nog eenmaal hernieuwd wierden, zouden de engelsche kooplieden en reizigers, hunne personen en eigendommen, in onze havens, van de Oostzee af tot aan den Adriatischen-zeebezem, aangehouden, voor dese aanslagen instaan, en indien het engelsch gouvernemant, ten einde het volk van Londen de regtvaardigheid van den oorlog te doen vergeten, hetzelvige nog eenmaal het schouwspel vertoonde van dergelyke prijzen, trots het regt der volken gemaakt, zon het terzelfder tijd dat volk de verliezen moeten aantoonen, welke daarvan het gevolg zouden zijn.

SIRE, zoo lang Engeland bij deszelfs raadsbesluiten blijft volharden, zal U. M. bij hoogstdeszelfs decreten blijven. Hoogstdezelvē zal de blokkade van het vaste land aan de blokkade van de kusten, en aan de rooverij op zee, de verbeurd-verklaring des engelsche koopwaren op het vaste land tegen stellen.

Het is mijn pligt, zulks U. M. te zeggen. Hoogstdezelvē kan voortaan niet meer hopen, zijne vijanden tot gematigder denkbeelden terug te brengen; dan door zijne volharding in dit stelsel. Daaruit moet een zoodanige staat van verwijning voor Engeland ontstaan, dat hetzelvē eindelijk genoodzaakt zal zijn, te erkennen, dat men de regten der onzydigen op zee niet mag verkrachten, en hunne bescherming op het vaste land inrepen; dat de enige oorsprong van deszelfs rampen in zijne raadsbesluiten gelegen zijn, en dat hetzelvē die vergrooting van Frankrijk, welke nog langen tijd deszelfs mid en naïver zal opweken, alleen verschuldigd is aan de blinde driften van hen, die het verdrag van Amiens verkrachte, de onderhandelinge van Paris afrekende, de voorstellen van Tilsit en Erfurth verwerpde, de openingen, voor de vereeniging van Holland gedaan, vermaadende, de laatste slagen aan deszelfs handel en hoogte bestemming hebben geleid.

Ik ben met eerbied,

SIRE!

Van UWE KEIZERLIJKE EN KONINKLIJKE MAJESTEIT,

De zeer getrouwe en zeer verknachte

dienaar en onderdaan,

CHAMPAGNY, hertog van Cadore.

Paris, dem 8sten van wintermaand 1810.

(Moniteur.)

(Het vervolg in een volgend bijvoegsel.)

(4) Zie de stukken, getiteld: *Stappen van het hollandsch ministerie*.

SECOND

SUPPLÉMENT

AU

COURRIER D'AMSTERDAM,

N°. 130, de MERCREDI le 19 Décembre.

NB. Ce supplément se distribue gratis.

Recueil de pièces relatives aux négociations avec l'Angleterre.

Les pièces relatives aux négociations entreprises avec l'Angleterre, avant la guerre de Prusse, ont déjà été publiées. La dernière de ces publications, faite en octobre 1806, est celle de la négociation entamée à Paris par lord Yarmouth, ensuite continuée et romptue par lord Lauderdale. Mais cette publication, ne comprenant que les notes officielles échangées entre les plénipotentiaires respectifs, n'a pas fait suffisamment connaitre les circonstances qui ont accompagné la rupture. L'extrait du compte des deux dernières conférences entre les deux plénipotentiaires français et anglais, qui fut rendu dans le tème au ministre des relations extérieures, parti alors de Paris à la suite de S. M., atteint mieux ce but. On y verra que l'Angleterre a pu empêcher la guerre de Prusse, et qu'elle ne l'a pas voulu, et que c'est en vain que les résultats de cette campagne et l'augmentation de puissance qu'elle devait donner à la France, ont été annoncés à son plénipotentiaire: le gouvernement anglais a voulu en courir les risques.

Quatre ans plus tard, il a pu également sauver la Hollande. On verra, dans les pièces d'une négociation que le ministère hollandais essaya d'ouvrir avec le gouvernement britannique, que l'Angleterre a préféré la continuation de la guerre à l'indépendance de la Hollande, comme il l'avait préférée au salut de la Prusse.

La France n'a donc été conduite au degré de grandeur où elle est parvenue que par l'obstination de l'Angleterre à prolonger cette guerre qu'elle déclare devoir être perpétuelle. Chaque époque où elle a rejeté la paix, est devenue pour la France une époque de gloire et d'accroissement de puissance.

I.

NÉGOCIATION DU LORD LAUDERDALE.

N°. 1.

Extrait du compte rendu au ministre des relations extérieures par le plénipotentiaire français.

PARIS, le 26 septembre 1806.

MONSIEUR!

..... D'après l'autorisation que m'en avait donnée S. M. l'EMPEREUR, j'ai déclaré à lord Lauderdale qu'une paix signée et ratifiée promptement devant que les opérations militaires eussent acquis une certaine importance, pouvait sur-le-champ en arrêter le cours, et qu'il se trouvait en position de jurer et de faire jouer à l'Angleterre le beau rôle de pacificateur du continent, rôle d'autant plus beau, que l'Angleterre acquerrait par là le mérite de sauver une puissance contre laquelle elle est actuellement en guerre, mais dont son intérêt lui prescrit cependant de protéger l'existence. Lord Lauderdale a parmi la noblesse de cette proposition, et ce qu'elle a d'avantageux pour son pays. J'ai ajouté qu'il n'y avait qu'un moment pour cela; qu'une fois la guerre recommencée, il fallait de part et d'autre en courir les chances, et que si lui ni moi ne pouvions prévoir où la fortune de la France et le génie de son chef pourraient porter nos armes, notre influence et notre gloire.

C'est en réfléchissant sur cette déclaration, et en se rappelant ma réponse sur l'impossibilité de céder la Dalmatie, que lord Lauderdale m'a dit qu'il enverrait un courrier à sa cour; et il m'a demandé une seconde conférence.

Cette seconde conférence a eu lieu aujourd'hui à deux heures. Lord Lauderdale avait reçu un courrier de Londres, qui lui avait apporté la nouvelle de la composition du ministère, et des instructions relatives à la négociation. Mylord s'est montré plus invariable que jamais dans les propositions qu'il avait mises en avant et dans sa résolution de demander

T W E E D E

BIJVOEGSEL

TOT DEN

COURIER VAN AMSTERDAM,

van WOENSDAG den 19 van Wintermaand, N°. 130.

NB. Dit bijvoegsel wordt gratis uitgegeven.

Verzameling van stukken betrekkelijk de onderhandelingen met Engeland.

De stukken, betrekkelijk de onderhandelingen met Engeland, aangevangen vóór den oorlog met Pruisen, zijn reeds openbaar gemaakt. De laatste dezer mededeelingen, in wijngaard 1806 gedaan, is die van de onderhandeling, door lord Yarmouth te Parys aangevangen, vervolgens voortgezet en afgebroken door lord Lauderdale. Doch deze mededeeling slechts de officiële notas bevattende, tusschen de wederzijdsche gemagtigden gewisseld, heeft niet genoegzaam de omstandigheden doen kennen, die dit afbreken voorzeld hebben. Het uittreksel van het verslag der twees laatste bijeenkomsten tusschen de beide fransche en engelsche gemagtigden, hetwelk destijs aan den minister van buitenlandsche zaken, toen in het gevolg van den KEIZER uit Parys vertrokken, werd gedaan, bereikt beter dit doel. Men zal daar niet zien, dat Engeland den oorlog met Pruisen heeft kunnen beletten, en zuiks niet gewild heeft, en dat het te vergeefs was, dat de uitslag van dien veldtocht en de vermeerdeing van magt, die dezelve aan Frankrijk moest geven, aan deszelfs gemagtigde bekend gemaakt zijn: het engelsch gouvernemant heeft er de gevaren van willen wagen.

Vier jaren later heeft hetzelve insgelijks Holland kunnen reden. Men zal in de stukken van eene onderhandeling, die het hollandsch ministerie getracht heeft met het britsch gouvernemant te openen, zien, dat Engeland de voortdureing van den oorlog gesteld heeft boven de onshankelijkheid van Holland, zoo als het dezelve heeft de voorkeur gegeven boven het heil van Pruisen.

Frankrijk is dus alleen tot dien trap van groothed, tot welke hetzelve gestegen is, gekomen door de hardnekkigheid van Engeland, om dezen oorlog, die hetzelve verklaart, eeuwig te moeten zijn, te verlengen. Elk tijdstip, waarop hetzelve den vred verworpen heeft, is voor Frankrijk een tijdstip van roem en van vermeerdeing van magt geworden.

I.

ONDERHANDELING VAN LORD LAUDERDALE.

N°. 1.

Uittreksel van het verslag aan den minister van buitenlandsche zaken, door den franschen gemagtigde, gedaan.

PARYS, den 26sten van Herfstmaand 1806.

MONSEIGNEUR,

..... Ingevolge de volmagt, door Z. M. den KEIZER mij daartoe verleend, heb ik aan lord Lauderdale verklaard, dat een spoedig getekende en bekragtigde vrede, alvorens de krigsverrigtingen een zeker gewigt verkregen hadden, alleen er dadelyk den loop van kon stuiten, en dat hij zich in het geval bevond, de schoone rol te kunnen spelen van bevrediger van het vaste land, en die door Engeland te doen vervullen; eene rol, zoö veel te schooner, daar Engeland daar door de verdienste verkreeg, eene mogelijkheid te reden, tegen welke hetzelve thans in oorlog is, maar van welke deszelfs belang, echter, voorschrijft, het aanwezen te beschermen. Lord Lauderdale scheen de verhevenheid van deze voorstelling en, hetgeen dezelve voordelig voor zijn land bevatte, te gevoelen. Ik heb er bijgevoegd, dat men daartoe slechts nog een oogenblik over had; dat den oorlog eenmaal weder aangevallen zijnde, men wederzijds de kans daarvan moest afwachten, en dat noch hij noch ik konden voorzien, waartoe de fortuin van Frankrijk en de genie van deszelfs opperhoofd onze wapenen, onzen invloed en onzen roem konden voeren.

Over deze verklaring nadenkende en zich mijn antwoord wegens de onmogelijkheid, om Dalmacie af te staan, te binnen brengende, zeide lord Lauderdale mij, dat hij een' courier naar zijn hof zou zenden, en hij vraag mij eene tweede bijeenkomst.

Deze tweede bijeenkomst heeft heden ten twee uren plaats gehad. Lord Lauderdale had een' copier van Londen ontvangen, welke hem de tijding van de samenstelling van het ministerie, mitgaders instructien betrekkelijk de onderhandeling had medegebracht. Mylord toonde zich toen volständiger dan ooit in de voorslagen, die hij gedaan had, en in zijn besluit, om pas voor-

ses passeports : il m'a rappelé la déclaration que je lui avais faite de l'impossibilité d'arrêter par la paix la marche de l'armée française prête à entrer en campagne. Ce que vous m'avez déclaré, m'a-t-il dit, je vous l'eusse demandé au nom de mon gouvernement ; j'en avais reçu l'ordre ; mais je n'en rendrai pas moins au gouvernement français cette justice, que c'est lui qui a fait volontairement cette déclaration.

(C'est immédiatement après cette conférence, que lord Lauderdale écrivit au ministre des relations extérieures la note suivante :)

N°. 2.

A. S. Exc. M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures,

PARIS, le 26 septembre 1806.

M O N S I E U R ,

Je ne perds pas un moment à faire connaître à V. Exc. que le résultat de la conférence que j'ai eue aujourd'hui avec S. Exc. M. de Champagney, ne me laisse malheureusement aucun espoir de pouvoir amener les négociations, de la part de la Grande Bretagne et de la Russie, à une issue favorable. Dans cet état de choses, et d'après mes instructions, il ne me reste d'autre parti à prendre que de m'adresser à V. Exc. pour les passeports nécessaires, ainsi que je puisse retourner auprès de mon souverain.

En faisant ainsi cette demande à V. Exc., je ne saurais me refuser au plaisir que je ressens à témoigner ma reconnaissance de toutes attentions personnelles que V. Exc. a bien voulu me marquer pendant mon séjour à Paris, et à exprimer en même tems les sentiments d'estime quo j'ai toujours ressentis et quo je ressentirai dans tous les tems pour V. Exc.

(signé,) L A U D E R D A L E .

N°. 3.

A. S. Exc. mylord Lauderdale.

M A Y F O C E , le 30 septembre 1806.

Le soussigné, ministre des relations extérieures, a mis sous les yeux de S. M. l'Empereur et Roi, la note que S. Exc. mylord comte Lauderdale lui a fait l'honneur de lui adresser, le 26 de ce mois.

S. M. après s'être priée, dans le désir de la paix, à toutes les propositions qui auraient pu la rendre durable et respectivement utile aux deux puissances contractantes et à leurs alliés, verra avec peine la rupture d'une négociation dont ses dispositions personnelles lui avaient fait espérer d'autre résultat. Si le cabinet anglais veut renoncer à la perspective de la paix, si son ministre plénipotentiaire doit quitter la France, S. M. se flatte cependant que le cabinet anglais et lord Lauderdale, lorsqu'ils mesureront l'étendue des sacrifices qu'elle était disposée à faire pour avancer le retour d'une sincère réconciliation, auront la conviction intime que S. M. voulait, pour le bonheur du monde, ne mettre en balance aucun avantage avec ceux de la paix, et que l'intention d'en assurer les bénéfices à ses peuples pouvait seule décider son cœur par égalité à des sacrifices non-seulement d'amour-propre, mais de puissance plus considérable que ne l'aurait indiqué l'opinion même du peuple anglais, au milieu d'une guerre où il aurait obtenu, sans aucun mélange de revers, de constants avantages.

Toutefois, s'il était dans la destinée de l'Europe et du peuple français de vivre encore au milieu des guerres et des orages que la politique et l'influence de l'Angleterre auraient suscités, S. M., après avoir tout fait pour mettre un terme aux maux de la guerre, se voyant déçue dans ses plus chères espérances, compte sur la justice de sa cause, sur le courage, l'amour, la puissance de ses peuples.

Mais, se rappelant encore les dispositions qu'elle avait toujours exprimées dans le cours de la négociation, S. M. ne peut voir qu'avec regret que l'Angleterre, qui pouvait illustrer sa vaste puissance par le bienfait de la paix, dont le besoin se fait sentir à la génération actuelle et au peuple anglais, comme à tous les autres, en laisse volontairement échapper la plus belle occasion. L'avenir fera connaître si une coalition nouvelle sera plus contraire à la France que les trois premières. L'avenir dévoilera si ceux qui se plaignent de la grandeur et de l'ambition de la France n'ont pas à imputer à leur haine, à leur injustice, et la grandeur et l'ambition dont ils l'accusent. La France ne s'est agrandie que par les efforts renouvelés tant de fois pour l'opprimer.

Néanmoins, quelles que soient les inductions que l'on puisse tirer pour l'avenir du passé, S. M. sera prête, si les négociations avec l'Angleterre doivent être rompues, à les reprendre, aux milieux de toutes les chances des événements; elle sera prête à les rétablir sur les bases posées de concert avec l'illustre ministre que l'Angleterre a perdu, et qui, n'ayant plus rien à ajouter à sa gloire pour le rapprochement des deux peuples, en avait conçu l'espérance, et a été enlevé au monde au milieu de son ouvrage.

ten te vragen; hij heeft mij de verklaring herinnerd, die ik hem gedaan had wegens de onmogelijkheid van den marsch des franschen legers, dat gereed stond te veld te trekken, door den vredes te doen ophouden. Hetgeen gj mij verklaard hebt, zeide hij mij, zoudt ik u in naam van mijn gouvernement hebben afgewraagd; ik had het bovel daartoe gekomen; maar ik zal niet te mij het fransch gouvernement dat regt hadden wederduren, vante zeggen, dat hetzelvige vrijwillig deze verklaring heeft gedaan.

(Onmiddelijk na deze bijeenkomst schreef lord Lauderdale aan den minister van buitenlandsche zaken de volgende nota.)

N°. 2.

Aan Z. E. den heer Talleyrand, minister van buitenlandsche zaken.

PARIS, den 26sten van herfstmaand 1806.

M I J N H E E R !

Ik verlies geen oogenblik, om ter kennis van Uwe E. te brengen, dat de uitval van het onherenij, hetwelk ik heden met Z. E. den heer Champagny gehad heb, mij ongetwijfeld geen hoop overlaat, om de onderhandelingen van den kant van Groot-Brittannië en Rusland, tot een gunstig einde te brengen. In dezen staat van zaken, en ingevolge mijne inspectie, blijft mij geene keus overig, dan mij tot Uwe E. te wenden, om denodige paspoorten te vragen, ten einde ik naar myn' souverein terug kan keeren.

By het doen deser sanctie, sal Uwe E. kan ik mij het gevoelen niet ontzeggen, dat ik gevoel, in het houden mijner politiek voor alle de personele hukken van achtung, welke Uwe E. mij, gedurende mijn verblijf te Parys, wel heeft willen berouven, en om te gelijk tijd mijne achtung, welke ik altijd voor Uwe E. gevoeld heb, en die ik ten alle tijd gevonden sal, vittendrakept:

(getekend,) Lauderdale.

N°. 3.

Aan Z. E. mylord Lauderdale.

MENZ, den 30sten van herfstmaand 1806.

De ondergetekende minister van buitenlandsche betrekking heeft de hoed, welke Z. E. mylord graaf Lauderdale heeft, en heeft aangedaan, hem op den 26sten deser maand te declareren der oogen van Z. M. DEN KEIZER EN KONING gebragt.

Z. M., verlangende naar den vrede, na hoor te hebben geleund aan alle voorplagen, die denzelven doordringen en van weerdzijdsch nut voor de beide onderhandelinge in geschiedenis en buinne hoedgedachten zouden hebben kunnen doen zijn, zal niet verdrift het afbreken vernemien van een onderhandeling, van welke zachte persoonlijke gevoelens hem tegen anderen uitslag gegeven doen hopen. Indien het engelsch kabinet het vooruitzicht op den vrede wil laten varen, indien deszelfs vooruitzichtigste minister Frankrijk moet verlaten, vliegt Z. M. zich echter, dat het engelsch kabinet en ierd Lauderdale, indien zij de uitgaardestheid der oofferingen, die Z. M. genoeg is te doen, ten einde, een onregte verzoeking te prooeden, willen in het oog houden, dat zij, regt ik, de vaste overtuiging zullen hebben, dat Z. M. voor het geluk der wereld geen enig voordeel tegen dat des vredes in de oogst wil leggen, en dat het oogmerk, om de weldaden van denzelven aan zijne volken te verscheren, alleen zijn vaderlyk hand doen bewegen tot de ooffering, niet alleen van zijne eigen liefde, maar tot die van eenne anderzelvets moght dan de zeezing van het engelsch volk zelve van hebben aangewezen, te midden van eenen oorlog, waarin hetzelvige, zonder redigering van ridderspoedan, bestendige voordeelen zou hebben.

In alle gevallen, indien het de bestemming van den Keizer en van het fransche volk wezen moet, om nog lange te midden der oorlogen en der stormen te leven, welke de staatkunde en invloed van Engeland zouden hebben berokkend, rekent Z. M. zich in deszelvs diebaarste hoop betrucken viudende, na alles gedaan te hebben, om aan de ramen des oorlogs een eind te maken, op de regtvaardigheid zwer zaak, op den moed, de heid en op de magt zijner volken.

Maar wanneer Z. M. zich nog de gevoelens te binnen brengt, die Hoogtezelvē altoes in den loop der onderhaadeling heeft aan den dag gelegd, kan Z. M. niet dan met leedwezen zien, dat Engeland, hetwelk zijne uitgestrekte magt kon opluisteren, door de weldaad des vredes, welks noodzakelijkhed zich aan het thans levend menschelyk geslacht en zoo wel aan het engelsch als aan ieder ander volk doet gevoelen, de schoonste gelegenheid daartoe aldus moedwillig laat voorbij gaan. De toekomst zal doen zien, of deze hieuwe qualiteit Frankrijk meer zal benadeelen, dan de drie vorige. De toekomst zal ontdekken, of zij, die zich over Frankrijks groothed en staatszucht beklagen, niet aan hunne eigen haat en ganhunne eigen onregtvaardighed, en die groothed, en die staatszucht, waarvan zij het beschuldigen, zullen wijten hebben. Frankrijk heeft zich niet vergroot, dan door de zooderdaerde malen gedane pogingen, om hetzelvige te onderdrukken. Niettemin, welke ook de besluiten zijn, die men van het vooredene tot het toekomende opinaken kan, zal Z. M. indien de onderhandelingen met Engeland afgebroken moeten worden, gereed zijn, dezelve, te midden van alle wisselvalligheden van het lot, te hervatten, op gronden, die eenstemmig zijn daargesteld met den doorluchtingen mijner dien. Engeland verloren heeft, en die, tot de toenaadering der beide volken, niets bij zijne reën meer te voegen hebben, en die, zelfs de hoop daartoe hebben opgevat, te midden van zyne arbeid der wereld ontrukt is.

Le soussigné a l'honneur de présenter S. Exc. l'aylord comte Lauderda're que M. Champagny a été autorisé à lui délivrer les passeports qu'il lui a demandés. Il saisit l'occasion de lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

(signé,) CH. MAURICE TALLEUR RAND.

H. *Hydrogen*

NÉGOCIATION APRÈS LA PAIX DE TILSIT.

Traduction de la réponse de M. Canning à la notification à lui faite par M. Aloups, du traité de Tilsitz, et de l'offre de la médiation de la Russie avec l'aveu de la France.

M. George Canning, secrétaire-d'état, etc., à M. Alo-
peus.

Le soussigné, secrétaire-d'état de S. M. britannique au département des affaires étrangères, n'a mis aucun délai à faire connaître au Roi son maître la note qui lui a été présentée par M. Alopeus, ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, dans laquelle M. Alopeus, par ordre de sa cour, a offert au gouvernement britannique la conclusion à Tilsit, le 2^e juin (20 juillet), d'un traité de paix entre la Russie et la France, et annonce en même temps l'offre de médiation de S. M. Impériale pour la conclusion d'un traité de paix entre le Grande-Bretagne et la France, et l'adhésion du gouvernement français à cette offre de médiation.

Le soussigné a ordre du Roi son maître, de déclarer qu' l'Empereur de Russie rend justice aux sentiments du Roi, lorsqu'il S. M. l'Impératrice met point en doute que le Roi ne soit disposé à contribuer au rétablissement d'une paix générale, telle quelle puisse assurer le repos de l'Europe. S. M. a donné tout cependant des preuves non équivoques de cette disposition, soit dans la réponse qui a été faite au nom de S. M. à l'offre de médiation de l'Empereur d'Autriche, soit lorsque S. M. a déclaré qu'elle était prête d'accéder à la convention conclue à Bartenstein, le 23 d'avril, entre l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse, et dans les instructions que le soussigné transmit, par ordre de S. M., à l'ambassadeur de S. M. à la Cour de Saint-Pétersbourg à la nouvelle des derniers événements désastreux en Pologne, lesquelles instructions enjoignaient à cet ambassadeur de signifier aux ministres de l'Empereur de Russie que S. M. était toute prête à entrer, de concert avec son auguste allié, en toute négociation pour le rétablissement d'une paix générale.

Toujours dans les mêmes sentimens et la même disposition,
M. déclare qu'elle ne s'en départira aucunement.

En conséquence le soussigné a ordre de S. M. d'assurer à M. le R. P. que S. M. attend avec la plus vive sollicitude la communication des articles du traité conclu à Tilsit, et l'explication de ces principes justes et honorables, d'après lesquels S. M. l'exprime sa croyance, que la France est disposée à conclure la paix avec la Grande-Bretagne.

S. M. s'attend à trouver dans les stipulations du traité de Tilsit et dans les principes sur lesquels on représente la France comme prête à négocier, un caractère tel qu'il fasse à S. M. de justes espérances d'arriver à une paix qui concilie la sécurité et l'honneur.

Dans ce cas, S. M. se prévaudra avec empressement de l'offre de médiation de S. M. l'Empereur de Russie.

Mais jusqu'à ce que S. M. ait reçu ces communications importantes et nécessaires, il est évidemment impossible que la Commission soit autorisé à faire une réponse plus positive à l'ambassadeur taïtien par Mr. Addoëus. —

Le soussigné a l'honneur d'informer S. Exc. M^e le secrétaire d'état pour le département des affaires étrangères, qu'il vient de recevoir l'ordre positif de sa Cour de faire au ministère britannique les représentations les plus urgentes sur l'importance dont il serait de voir cesser la lutte qui existe encore entre l'Angleterre et la France, et dont les effets produisent des conséquences les plus fatales pour tout le reste de l'Europe. S. M. l'Empereur et R^e l'anime du désir constant de travailler au repos et à la tranquillité, n'hésite pas à demander officiellement et avec instance à S. M. Britannique, de vous assurer qui déclarer sincèrement ses intentions à cet égard, et en lui manifestant ses dispositions à entier en négociation pour une paix maritime, sur des bases convenables aux intérêts réciproques des puissances qui y prennent part.

De ondergeteekende heeft de eer; Mylord, graaf Haiderdijk, U.E. te berichten, dat de heer Champagny gemachtigd is om uit de paspoorten af te geven, die gij hem gevraagd had.

(geteekend;) CH. MAUR. TALLEYRAND.

11

ONDERHANDELING NA DEN VREDE VAN TILSITT.

Vertaling van het antwoord van den heer Canning, op de
notificatie, aan hem door den heer Alceste gegeven,
van het verdrig van Tilsit, en de aanbeleding der be-
middeling van Riesland, met toestemming van Frankrijk.

De heer George Canning, staats-secretaris, enz., aan den heer Alopenus.

De onvergeteekende, staats-secretaris van Z. Britt. M. bij het departement van buitenlandliche zaken, heeft een zondeschrift uitstel, den Koning, zijn meester, de notarische gedecideerdheid die hem door den heer Aloepus, gevulmagtigd minister van Z. M. den Keizer aller Russen, is aangeboden; in welket de heer Aloepus, op bevel van zijn hof, aan het Britsch gouvernement het sluiten van een vredes-verdrag te Tilsitt, den 25steu van zomermaand (21 van hoogingaand), tusschen Rusland en Frankrijk, bekend maakt, ten terziender tijd de aanbieding der bemiddeling van Z. R. M. tot het sluiten van een vredes-verdrag tusschen Groot-Brittannie en Frankrijk, en de toetreding van het fiansch gouvernement tot dit aanbod van bemiddeling, ter kennis brengt.

De opdertekende heeft bevel van den Koning; zijn' meester, te verklaren, dat de Keizer van Rusland regt haft weder-
varen aan de gevoelens van den Koning, wanneer Z. M. niet
niet in twijfel trekt of de Koning genegen is tot het stellen van een' algemeenen vrede mede te werken, zoodanig, dat dezelve de rust van Europa kan verzekeren. Z. M. heeft nog onlangs ondubbelzinnige blijken van de geneigtheit gegeven, hetzij in betrek-
woerd, dat in naam van Z. M. gegeven is op het aanbed der Le-
middeling van den Keizer van Oostenrijk, hetzij toen Z. M. ver-
klaard heeft, dat Hoogidelzelve gereed was tot de overeenkomst
te Bartenstein, den 23sten van grasmaart, tusschen den Keizer
van Rusland en den Koning van Pruisen gesloten, toe te treden
en in de instructien, die de ondergetekende op bevel van Z. M., aan den afgezant van Z. M. bij het hof van St. Petersburg
overhandigde, bij daer tichting der laatste zindelijcze gebodenissen
in Polen, welke instructien dien afgezant ogeschreven, de
ministers van den Keizer van Rusland zijn te wijzen, dat Z. M.
volkommen gezeeld was, met toestemming van zijn' dadelijczen
bondgenoot, in alle onderhandelingen te gehoudeende Keizer van
Rusland gepast zou oorgedeelen, tot het stellen van een' algemeene
vrede, te openen; noch thans is er oplijk een' reden

Altijd in dezelfde gevoelens en met dezelfde beziging zondt, verklaart Z. M., dat hij daarvan in geen enkel ogenblik twijfelt. Dienten gevolge heeft de ondergetekende art. dr. K. H. C. B. opstaatq verkeeren, dat Z. M. met de levendigste bezigheid de pastoorstelling der artikelen van het praatblad, te zijne gelegenheid gesloten, en de verklaring van deze regtvaardige en eerlijke beginstelen, overigens wille Z. K. M. zijn mening uitdrukt, dat Frapkaik geneigd is, Idea

Z. M. verwacht in de bepalingen van het tractaat van Lüttich en in de beginselen, op welke men Frankrijk voorstelt, gereed tot onderhandeling te zijn, zoodanige konsekrete vinden, die aan Z. M. de billijke verwachting zullen geven, om tot een vrede

In dat geval zal Z. M. het aanbed van bemiddeling van Z. M. den Keizer van Rusland nietig aconselen.

volgde wij zop lang Zullen deze gewijzigde situatie mededeeling niet ontvangen hebben, en het bekwaar xam gelijk, droeg de ondergetekende de gezagheffing intoleyscom een inleit stelling antwoord op de door de heer A. S. P. S. P. overgeven noot gegeven.

De ondergetekende verwiekt, en achtte dat dezen niet (gezelschappelijc) een geroerde CANTINGE. De Bureau van buitenlandsche zaken zedelo vaste oogstmaand 1807
zaligheid en de aerititelen die tot daer toe dienst hadden
vindt en vrees dat men zinsy III. de immersal dezen niet meer
de "Brievenwisseling van den prins van Stalremberg" afgezant
heeft aan Oostenrijk, met het engetech ministerie op het
jaar drie van 1807.
Wij schrijven den 18-10-1807. N°. 10699. A. 1. 6. 2. 2. 2.
Noot van den prins van Stalremberg aan den eerl Commissaris.

De ondergetekende heeft de eer, Z. E. den heer staats-secretaris, bij het departement van buitenlandsche zaken te voorberigten, dat hij stellig beveelt van zijn hof heeft ontvangen, om aan het Britsch ministerie de dringendste voorstellen te doen over het belang, dat er in gescreuen zijn om den worstel-stand, die nog tusschen Engeland en Frankrijk bestaat, te zien ophouden en waarvan de uitwerkselen de spoedigste gevolgen voor het oogige van Europa, te weeg brengen. Z. M. DE KEIZER EN KONING, beziend door het volstaendig verlangen, aan de rust en te vredenheid te werken, aarzelt niet, officieel en met aandrang aan Z. Britt. M. te vragen, hem opregtelijk zijn gevoelens in dezeza opzigt te willek verklaren, door hem zijne genigheid, om in onderhandeling te treden wegens een vredes-ter-zee, op grondslagen, overeenkomstig de wederzijdsche belan-

Le cabinet de Saint-James s'est expliqué trop souvent sur son désir du rétablissement de la paix, pour que le soussigné ne se flatte pas d'en obtenir dans cette occasion l'assurance formelle désirée par sa cour, quiacheverait de prouver à toutes les nations de l'Europe la sincérité des vues pacifiques de l'Angleterre.

Le soussigné profite de cette occasion pour prier S. Exc. le secrétaire-d'état d'agrément l'hommage de sa haute considération.

(signé,) Le prince de STAHIEMBERG.

N°. 2.

Traduction de la lettre de M. G. Canning, du 23 novembre 1807, adressée au prince de Stahremberg.

Le soussigné, premier secrétaire-d'état de S. M. pour le département des affaires étrangères, a mis sous les yeux du Roi son maître la note officielle qui lui a été remise par le prince de Stahremberg, envoyé extraordinaire et ministre-plénipotentiaire de S. M. I. l'Empereur d'Autriche, et dans laquelle le prince de Stahremberg exprime, par ordre de sa cour, les voeux ardents de S. M. I. pour la cessation de la lutte actuelle entre la Grande-Bretagne et la France, et demande une déclaration formelle et sincère des sentiments de S. M. à cet égard.

S. M. ayant fait connaître tout récemment et à diverses fois la disposition où elle est et le désir qu'elle a d'entrer en négociation pour traiter de la paix sur des bases qui la rendent sûre et honorable, et cette déclaration ayant été faite au gouvernement autrichien de la manière la plus régulière et la plus authentique, dans la réponse que le soussigné a reçue ordre de faire, dans le mois d'avril dernier, à l'offre officielle de la médiation de S. M. I. par l'organe du prince de Stahremberg, et dans celle qui, par l'ordre de S. M., a été faite à une offre semblable qui a eu lieu de la part de l'Empereur de Russie, réponse qui a été communiquée à la cour de Vienne, S. M. ne peut se défendre d'un sentiment de surprise en voyant se réactualiser la demande d'une déclaration de sentiments qui ont été depuis si long-tems et si formellement communiqués à la cour de Vienne.

Sa Majesté ne croit pas qu'il soit nécessaire de rien ajouter à ces déclarations pour prouver aux nations de l'Europe une sincérité que les nations de l'Europe ne sauraient mettre en doute. Mais, pour satisfaire aux désirs si vivement exprimés d'une puissance amie, qui semble en faire l'objet d'une sollicitude particulière, S. M. est disposée à renouveler encore les assurances qu'elle a si souvent données, et S. M. déclare qu'elle est actuellement, comme elle a toujours été, prête à entrer en négociation pour traiter de la paix sur les bases d'une parfaite égalité d'intérêts respectifs entre les puissances belligérantes, et d'une manière conforme à la fidélité que S. M. doit à ses alliés, et telle enfin qu'elle donne à l'Europe tranquillité et sécurité.

(signé,) GEORGE CANNING.

Bureau des affaires étrangères,

23 novembre 1807.

N°. 3.

Copie d'une note de M. le prince de Stahremberg, à M. Canning.

LONDRES, le 1er janvier 1808.

Le soussigné, obéissant aux ordres de sa cour, en se conformant aux désirs de celle des Tuilleries, à l'honneur d'informer M. le secrétaire-d'état pour le département des affaires étrangères, qu'en conséquence des dispositions pacifiques de S. M. Britannique, énoncées dans la réponse donnée le 23 novembre dernier à sa note officielle du 20 du même mois, il est chargé de proposer au ministère anglais d'envoyer immédiatement des plénipotentiaires à Paris pour y traiter du rétablissement de la paix entre toutes les puissances actuellement en guerre avec l'Angleterre. Cette invitation franche et sans détours doit donner la preuve certaine de la bonne foi et de l'intention sincère de la France de faire cesser le fléau de la guerre; et c'est avec empressement que S. M. I. se prête à être l'intermédiaire d'un résultat aussi désirable. On aime à se flatter que la cour de Londres ne balancera pas à reconnaître dans cette occasion l'importance de la proposition qui lui est faite, et qu'elle se prêtera à donner un nouveau témoignage de la volonté qu'elle a prononcée si souvent de rendre le repos au reste de l'Europe, en nommant des négociateurs qu'elle chargera des grands intérêts à discuter. Pour éviter toute espèce de retard, le soussigné est autorisé par la France à donner des passeports aux ministres que le cabinet de Saint-James choisira à cet effet. La manière dont ces ouvertures sont soumises à la cour de Londres, et les mesures que l'on prend pour en réaliser l'exécution, acheveront de démontrer l'esprit de conciliation qui les a dictées.

(Moniteur.)

(La suite dans un prochain supplément.)

Het kabinet van St. James heeft zich sedikwerf verklard om trent zijn verlangen naar het herstel van den vrede, dan dat de onderteekende zich niet zou vleijen, daarvan hij deze gelegenheid de door zijn hof verlangde stellige verzekering te verkrijgen, die volkomen aan alle nationen van Europa de geneigtheid der vredelievende gezindheden van Engeland ziet bewijzen.

De ondergetekende neemt deze gelegenheid waer, om Z. E. den staats-secretaris te verzoeken, de huidige zijner hoogachting aan te nemen.

(geteekend,) (geteekend,)

de prins VAN STAHIEMBERG.

N°. 2.

Vertaling van den brief van den heer G. Canning, van den 23sten van slagtmaand 1807, geadresseerd aan den prins van Stahremberg.

De ondergetekende, eerste secretaris van staat van Z. M. voor het departement van buitenlandsche zaken, heeft onder het oog van den Koning, zijn meester, gebracht de officiële nota, hem door den prins van Stahremberg, buitengewoon gezant en minister plenipotentiarius van Z. K. M. den Keizer van Oostenrijk ter hand gesteld, en waarin de prins van Stahremberg, op bevel zijns hofs, de vurige wenschen van Z. K. M. te kennen geeft voor het ophouden van den tegenwoordigen worstelstrijd tusschen Groot-Brittanie en Frankrijk, en eene formele en opregte verklaring vordert van Zr. Ms. gevoelens ten dezen opzigt.

Z. M. nog kortings en verscheiden reizen ds geneigtheid te kennen gegeven hebbende, waarin zich hoogstdezelve bevindt, om over den vrede te handelen, op gronden, die denzelven zeker en vereerende doen zijn, en deze verklaring aan het oostenrijksch gouvernemant op de regelmatigste en echste wijze gedaan zijnde, in het antwoord, hetwelk de ondergetekende bevel bekomen heeft, in grasmaand j. l., te geven, op het officieel aanbod der bemiddeling van Z. K. M., bij monde van den prins van Stahremberg, als ook in dat, hetwelk, op bevel van Z. M. gedaan is op een dergelyk aanbod, dat van den kant van den Keizer van Rusland is geschied, een antwoord, aan het hof van Weenen medegedeeld, kan Z. M. niet ontkennen een gevoelen van verwondering, op het zien vernieuwen van de aanvraje om eene verklaring van gevoelens, welke sinds zoo langen tyden zoo formeel aan het hof van Weenen zijn medegedeeld geworden.

Z. M. gelooft niet, dat het noodzakelijk zij, iets bij deze verklaringen bij te voegen, om aan de volken van Europa een opregtheid te betoonen, welke de volken van Europa niet in twijfel zouden kunnen trekken. Dan, om aan de zoo levendig uitgedrukte verlangens eener bevriende mogendheid, die daar van het voorwerp eener bijzondere zorgvuldighed schijnt te maken, te voldoen, is Z. M. genegeen, nogmaals de verzekeringen te vernieuwen, die hoogstdezelve zoo dikwerf heeft gegeven, en Z. M. verklaart, dat hoogstdezelve thans is, gelijk hij steeds geweest is, bereid om over den vrede te handelen, op de gronden van een volmaakte gelijkheid van respectieve belangen tusschen de oorlogende mogendheden, en op eene wijze, overeenkomstig de getrouwheid, welke Z. M. aan hoogstdezelfs bondgenooten verschuldigd is, en zoodanig, eindelyk, dat dezelve aan Europa stilte en rust verschaffen.

(geteekend,)

GEORGE CANNING.

Bureau 'der buitenlandsche zaken,
den 23sten van slagtmaand 1807.

N°. 3.

Copie d'ener nota van den prins van Stahremberg aan den heer Canning.

LONDEN, den 1sten van januarij 1808.

De ondergetekende, de bevelen zijns hofs gehoorzamende, zich met de verlangen van dat der Tuileries te vereenigen, heeft de eer, den staats-secretaris voor het departement van buitenlandsche zaken te onderrichten, dat, ten gevolge de vredelievende gevoelens van Z. Brit. M., vervat in het antwoord, den 23sten van slagtmaand j. l., op zijne officiële nota van den 20deszelfde maand gegeven, hij gelast is, aan het britsch ministerie voor te stellen, om onmiddelijk gevoldagtigden naar Parys te zenden, ten einde aldaar over het herstel van den vrede tusschen alle de thans met Engeland in oorlog zijnde mogendheden te handelen. Deze gulle en regtstreeksche uitnodiging moet ten zekerenn van Frankrijk, om de oorlogsplagen te doen eindigen; en het is niet drift, dat Z. M. zich tot bemiddelaar van zulk een te verleden uitkomst wel heeft willen opwerpen. Men vliegt zich gaarne, dat het belang van het voorstel, hetwelk aan hetzelvige gedaan is, te erkennen, en dat hetzelvige zich zal verledigen, tot het even van een nieuw bewijs van den wil, dien hetzelvige zoo dikwerf heeft te kennen gegeven, om de rust aan het overige van Europa te geven, door onderhandelaars te benoemen, die hetzelvige met de groote belangen, die verhandeld moeten worden, belast. Om alle soort van uitsel te vermijden, is de ondergetekende door Frankrijk gemachtigd, paspoorten aan de ministers te geven, die het kabinet van St. James te dien opzigt zal verkiezen. De wijze waarop deze openingen aan het hof van Londen voortgedragen zijn, en de maatregelen, die men neemt, om de uitvoering daar van te bewerken, zullen volkomen den vredelievenden geest, welke dezelve heeft ingeboezemd, doen zien.

(Moniteur.)

(Het vervolg in een volgend bijvoegsel.)

S U P P L É M E N T

B I J V O E G S E L

A U

COURRIER D'AMSTERDAM,

N°. 130, de MERCREDI le 19 Décembre.

NB. Ce supplément se distribue gratis.

N°. 4.

Copie d'une note de M. Canning au prince de Stahremberg.

LONDRES, le 8 janvier 1808.

Le soussigné, premier secrétaire-d'état de S. M. pour les affaires étrangères, a présenté au Roi son maître la note à lui remise le 2 de ce mois par le prince de Stahremberg, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Autriche.

En déclarant qu'il était chargé de proposer au gouvernement britannique d'envoyer des plénipotentiaires à Paris, le prince de Stahremberg a omis d'expliquer s'il avait reçu cette commission de l'Empereur son maître ou du gouvernement français. Si le prince de Stahremberg a, dans cette circonstance, agi d'après l'ordre spécial et immédiat de sa cour, et si la proposition faite à S. M. d'envoyer à Paris des plénipotentiaires, doit être considérée comme provenant de Vienne, le soussigné a ordre d'exprimer le sentiment pénible avec lequel S. M. a vu combien peu on avait eu égard, en formant cette proposition, à la correspondance qui avait déjà eu lieu entre les cours de Vienne et de Londres, au sujet d'une négociation pour la paix, lorsqu'on avait laissé écouter un si long espace de temps depuis l'acceptation faite par S. M. au mois d'avril dernier, de l'offre de la médiation de S. M. I. Sa Majesté pouvait à peine s'attendre à ce que cette même offre fût répétée (si toutefois la note du prince de Stahremberg peut-être regardée comme la répétition), sans qu'on y joignit la plus légère notification de l'acceptation des conditions que S. M. avait déclarées devoir être le préliminaire indispensable de l'ouverture de la négociation.

Et attendu que la note du soussigné, sous la date du 23 novembre dernier, est indiquée comme base de la proposition actuelle par le prince de Stahremberg, S. M. remarque avec surprise que cette proposition n'a cependant de rapport qu'aux puissances qui sont engagées avec la France dans la guerre contre la Grande-Bretagne, sans comprendre les alliés de la Grande-Bretagne en guerre avec la France.

Si, d'un autre côté, la cour de Vienne n'a de part à la démarche du prince de Stahremberg qu'une simple autorisation de recevoir et de transmettre au gouvernement britannique les communications dont la France jugerait à propos de le charger, dans ce cas le soussigné a ordre de faire observer au prince de Stahremberg, que, qu'que le caractère dont il est revêtu par sa cour, et les formalités par lesquelles il a été accrédité auprès de S. M., doivent lui mériter une entière confiance dans l'exercice des fonctions diplomatiques qu'il remplit au nom de l'Empereur, son maître; cependant, lorsqu'il déclare parler au nom d'une autre puissance, la cour à laquelle il s'adresse ne croit pas devoir admettre une communication semblable, et en faire la base d'une mesure publique et importante, à moins qu'il ne lui soit présenté une autorisation précise à cet effet, et un document spécial et authentique.

D'après la teneur de la note du prince de Stahremberg, il paraît que la note du soussigné, du 23 novembre, a été communiquée au gouvernement français. Le gouvernement français est donc tenu d'un gage solennel et authentique des dispositions pacifiques de S. M. Il en résulte que S. M. a le droit d'attendre un gage également solennel et authentique des dispositions réciproques de la France, avant que l'on exige d'elle des explications ultérieures.

La proposition faite à S. M., d'envoyer des négociateurs à Paris, sans qu'il soit fait mention d'une réciprocité de mestres précises et ostensibles de la part de la France, sur les déclarations déjà faites au nom de S. M., est si éloignée de fournir la preuve d'une disposition réciproque, qu'elle ne peut être considérée par S. M. que comme renfermant un doute inexcusable de la sincérité des déclarations de S. M.

Mais ce défaut d'une autorisation formelle et d'une assurance réciproque n'est pas le seul vice matériel de cette communication du prince de Stahremberg.

T O T D E N

COURIER VAN AMSTERDAM,

van WOENSDAG den 19 van Wintermaand, N°. 130.

NB. Dit bijvoegsel wordt gratis uitgegeven.

N°. 4.

Afschrift van eene nota van den heer Canning aan den prins van Stahremberg.

LONDEN, den 8sten van Januarij 1808.

De ondergetekende, eerste secretaris van staat van Z. M. voor de buitenlandsche zaken, heeft aan den Koning, zijn' meester, voor oogen gelegd de aan hem, op den 21en deser, door den prins van Stahremberg, buitengewoon gezout en gevoldigd minister van Z. M. den Keizer van Oostenryk, overhandigde nota.

Bij het te kennen geven, dat hij belast was, aan het britsche gouvernement voor te stellen, gevoldigden naar Parys te zenden, heeft de prins van Stahremberg vergeten, zich te verklaren, of hij dezen last had gekomen van den Keizer, zijn' meester, van het fransch gouvernement. Indien de prins van Stahremberg, bij deze gelegenheid, achtervolgens bijsonder en onmidelyke bevel zijns hofs heeft gehandeld, en, indien het voorstel, aan Z. M. gedaan, om gevoldigden naar Parys te zenden, beschouwd moet worden als van Wezenlijk belang, heeft de ondergetekende bevel, het smartelijk gevoel uit te drukken, waarmede Z. M. gezien heeft, hoe min men, bij het doen van dit voorstel, aan lacht gevestigd heeft op de briefwisseling, welke reeds tussen de hoven van Weenen en Londen, niet opging tot een onderhandeling over den vrede, had plaats gehad, terwijl men een zoo lang tijdsbestek had doen verlopen, sedert Z. M., in januarij 11, het aanbod der bemiddeling, door Z. K. M. gedaan, had aangenomen. Z. M. kon daarwielijk verwachten, dat ditzelfde aanbod zou herhaald worden, (gaande trouwens de nota van den prins van Stahremberg als de herhaling daarvan wasg aangemerkt worden) zonder er de geringste kennisgeving bij te veegen van de aanzetting der voorwaarden, welke Z. M. verkoard had, de onvermijdbare preliminaire te moeten zijn van de opening der onderhandeling.

En, gemerkt de nota van den ondergetekende, onder dattekening van den 23sten van slagtmaand 11, aangewezen wordt als den grondslag van het tegenwoordig voorstel, door den prins van Stahremberg gedaan, merkt Z. M. met verwondering op, dat dit voorstel nogtans geene betrekking heeft, dan op de mogelijkheden, welke met Frankrijk, in den tegenwoordigen oorlog tegen Groot-Brittannie, verbonden zijn, zonder de bondgenooten van Groot-Brittannie, in oorlog tegen Frankrijk, daar onder te begrijpen.

Indien, van een' anderend kant, het weener hof geen ander deel in den stap van den prins van Stahremberg heeft, dan een enkele autorisatie op denzelven, om te ontvangen en aan het britsche gouvernement over te maken de mededeelingen, waarmede Frankrijk mogt goedvinden hem te belasten, in dat geval heeft de ondergetekende bevel, aan den prins van Stahremberg te doen opmerken, dat, hoezeer het karakter, waarmede bij door zijn hof bekleed is, mitgrijs da formaliteiten, waar door hij bij Z. M. geacrediteerd is, hem een volkomen vertrouwen moeten doen waardig zijn in de uitvoering der diplomatische ambtsverrichtingen, welke hij in naam van den Keizer, zijn' meester, vervult; nogtans, wanneer hij verklaart, in naam van een andere mogelijkheid te spreken, verneent het hof, tot hetwelk hij zich wendt, niet, een' dergelijke mededeeling te moeten aannemen, en daarvan den grondslag van een' openbare en gevoldige inzetting te maken, ten zij hem een' uitdrukkelijke volmacht, mitgaders een spetiaal en echt document daa toe gegeven zij.

Volgens den inhoud der nota van den prins van Stahremberg, schijnt het, dat de nota van den ondergetekende, van den 23sten van slagtmaand, aan het fransch gouvernement is medegedeeld geworden. Het fransch gouvernement is dus voorzien van een plegtig en echt ouderpand der vredeshevende neigingen van Z. M. Daar uit volgt, dat Z. M. recht heeft, een even plegtig en echt ouderpand van de wederkeerige gezindheden van Frankrijk te verwachten, alvorens men van hetzelve verder uitgaan kan.

Het voorstel, aan Z. M. gedaan, om ouderhandelaars naar Parys te zenden, zonder dat er melding gemaakt wordt van een wederkeerigheid van naauwkeurige en doordachte maatregelen van den kant van Frankrijk, op de reeds in naam van Z. M. gedane verklaringen, is zoo verre af, een bewijs eerder wederkeerige geneigdheid te kennen te geven, dat hetzelfde door Z. M. niet kan beschouwd worden, dan als behelzend een onvergeeflijke twijfeling tegen de opregtheid van die verklaringen van Z. M.

Maar dit gebrek aan eenen staltigen last en eenen wederkeerige verzekering is niet het eenig getrek van deze mededeeling van den prins van Stahremberg.

S. M. est invitée à envoyer des plénipotentiaires à Paris, sans qu'on lui donne la plus légère connaissance des bases sur lesquelles on veut fonder cette négociation.

Si on avait pu mettre en question qu'il fut nécessaire d'établir préalablement la base de la négociation pour fonder l'espérance de son heureuse conclusion, l'expérience de la dernière négociation avec la France aurait mis la chose hors de doute.

Elle a également démontré le désavantage et l'inconvénient d'une négociation à Paris.

S. M. veut traiter avec la France, mais elle ne veut traiter que sur le pied d'une égalité parfaite. Elle est prête à traiter avec les alliés de la France, mais la négociation doit également embrasser les intérêts des alliés de la Grande-Bretagne.

Aussitôt que les bases d'une négociation auront été déterminées d'une manière satisfaisante, et qu'on sera convenu d'un lieu contre lequel il ne puisse être fait d'objection, S. M. sera disposée à nommer des plénipotentiaires pour se réunir à ceux des autres puissances engagées dans la guerre; mais S. M. ne consentira pas de nouveau à envoyer ses plénipotentiaires dans une capitale hostile.

Mais, lorsque S. M. a permis au soussigné d'adresser cette exposition franche et nullement équivoque de ses sentiments au ministre de l'Empereur d'Autriche, elle a en même-tems chargé le soussigné de lui déclarer que, n'ayant reçu aucune preuve authentique d'une commission reçue par le prince de Stahremberg pour entrer en explication au nom du gouvernement français, et donner des assurances par lesquelles ce gouvernement prétend être lié, S. M. n'a pas prescrit au soussigné d'autoriser le prince de Stahremberg à parler, au nom de S. M., au gouvernement français.

Le soussigné a l'honneur de prier le prince de Stahremberg d'agrémenter l'assurance de sa haute considération.

(signé,) G E O R G E C A N N I N G .

À l'office des affaires étrangères, le 8 janvier 1808.

IV.

Négociation à la suite de l' entrevue d'Erfurth.

N° 1.

Copie de la lettre de LL. MM. les Empereurs de France et de Russie à S. M. le Roi d'Angleterre.

E R F U R T , le 12 octobre 1808.

S I R E ,

Les circonstances actuelles de l'Europe nous ont réunis à Erfurth. Notre première pensée est de céder au voeu et aux besoins de tous les peuples, et de chercher, par une prompte pacification avec V. M., le remède le plus efficace aux malheurs qui présentent sur toutes les nations. Nous en ferons connaître notre sincère désir à V. M., par cette présente lettre.

La guerre longue et sanglante qui a déchiré le continent, est terminée, sans qu'elle puisse se renouveler. Beaucoup de changemens ont eu lieu en Europe; beaucoup d'états ont été bouleversés. La cause est dans l'état d'agitation et de malheur où la cessation du commerce maritime a placé les grands peuples. De plus grands changemens encore peuvent avoir lieu, et tout contraire à la politique de la nation anglaise. La paix est donc à la fois dans l'intérêt des peuples du continent, comme dans l'intérêt des peuples de la Grande-Bretagne.

Nous nous réunissons pour prier V. M. d'éconter la voix de l'humanité, en faisant taire celle des passions; de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intérêts et par là garantir toutes les puissances qui existent, et assurer la bonheur de l'Europe et de cette génération à la tête de laquelle la Providence nous a placés.

N A P O L E O N . A L E X A N D R E .

N° 2.

Copie de la lettre du ministre des relations extérieures à M. Canning.

(Jointe à la lettre des deux Empereurs.)

E R F U R T , le 12 octobre 1808.

M O N S I E U R .

J'ai l'honneur d'adresser à V. Exc. une lettre que l'Empereur des François et celui de toutes les Russies écrivent à S. M. Britannique. Sans doute la grandeur et la sincérité de cette démarche seront appréciées: on ne peut attribuer à faiblesse ce qui est le résultat de l'intime liaison des deux plus grandes monarchies du continent, mais pour la paix, comme pour la guerre.

S. M. l'EMPEREUR m'a chargé de faire connaître à V. Exc. qu'elle a nommé des plénipotentiaires, qui se rendront dans la ville du continent où S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et ses alliés enverront leurs plénipotentiaires. Quant aux bases de la négociation, LL. MM. sont disposées à adopter telles précédemment proposées par l'Angleterre, même, savoir, l'uti possidetis, et toute autre base fondée sur la justice et sur la reciprocité et l'égalité qui doivent régner entre toutes les grandes nations.

J'ai l'honneur d'être etc.

(signé,) C H A M P A G N Y .

Z. M. wordt uitgenodigd, gevoldmachtigden naar Parys te zenden, zonder dat men hoogstenzelven de minste kennis geeft van de gronden, op welke men deze onderhandeling wil vestigen.

Indien het in aanmerking had kunnen komen, dat het nochtans zielijk ware, vooraf den grondslagen onderhandeling vast te stellen, om de hoop op derzelver gelukkige tot standkoming te vestigen, dan zou de oudervinding van de jongste onderhandeling met Frankrijk, die zaak buiten twijfel hebben gesteld.

Zij heeft ook aangetoond het nadeelige en het onvoegzame eener onderhandeling te Parys.

Z. M. wil niet Frankrijk onderhandelen, maar hij wil zulks niet doen, dan op den voet eener volmaakte gelijkheid. Hoogstezelve is bereid met Frankrijks bondgenooten te onderhandelen; maar de onderhandeling moet ingelyks de belangen der bondgenooten van Groot-Brittannië omvatten.

Zoodra de grondslagen eener onderhandeling op een voldoende wijze bepaald zullen zijn, en men overeengekomen zal wesen over een plaats, tegen welke niets kan worden ingebracht, sal Z. M. geneigd zijn, gevoldmachtigden te benoemen, om zich met die der overige in den oorlog gewikkelde mogeudheden te vereenigen; doch Z. M. zal niet toestaan, andermaal zijne gevoldmachtigden in een vijandelijke hoofdstad te zenden.

Dan, toen Z. M. den ondergetekende toegestaan heeft, den openhartige en geenszins dubbelzinnige ontvouwing zijn gevoelen aan den minister van den Keizer van Oostenrijk bloot te leggen, heeft hoogstezelve tevens den ondergetekende gelast, hem te verklaren, dat, geenerlei echt bewijs ontvangen hebbende van eenigen last, door den prins van Stahremberg bekomen, om, in naam van het fransch gouvernement, in eenige verklaring getreden, en verzekeringen te geven, waar door dat gouvernement verbonden mogt zijn, Z. M. den ondergetekende niet heeft voort geschreven, den prins van Stahremberg valmagt te geven, in Z. Ms. naam tot het fransch goederhement te spreken.

De ondergetekende heeft de eer, den prins van Stahremberg te verzoeken, de verzekering zijner hoogachting aan te nemen. (getekend,) G E O R G E C A N N I N G .

Aan het Bureau der buitenlandsche zaken, den 8tem van November 1808.

IV.

Onderhandeling ten gevolge der zamenkomst te Erfurth.

N° 1.

Afschrift van den brief van HH. MM. de Keizers van Frankrijk en van Rusland aan Z. M. den Koning van Engeland.

E R F U R T , den 12 van wijngaard 1808.

S I R E ,

De tegenwoordige omstandigheden van Europa hebben ons Erfurth vertegenwoordigd. Onze eerste gedachte is, aan de welacho en behoeften van alle volkeren te voldoen, en door een goede bevrediging met U. M., het krachtigste hulpmiddel te zoeken, tegen de ongelukken, welke alle volken drukken. Wij doen oprecht verlangen daartoe aan U. M., bij dezen tegenwoordigen brief, kennen.

Ds lange en bloedige oorlog, welke het vaste land verscheurd heeft, is geëindigd, zonder hernieuwd te kunnen worden. Veranderingen hebben in Europa plaats gehad; vele staten zijn door andere boven gekeerd. De oorzaak daarvan is gelegen in een sate van gisting en ongelukken, waar in de stremming van den koophandel ter see de groote volken geplaast heeft. Nog grotere veranderingen kunnen plaats hebben, strijdig met de staat kunde der engelsche natte. De vrede is dus te gelijk in het belang der volken, van het vaste land, gelijk dat der volken van Groot-Brittannië.

Wij vereenigen ons, om U. M. te verzoeken, aan de stem der menschheid gehoor te geven, en, die der dristen doende zwijgen te trachten, niet het voorsteven, daartoe te geraken, alle de belangen overeen te brengen, en daardoor alle de mogelijkheden welke bestaan, te waarborgen, mitgaende het geluk van Europa en van dat geslacht te verrekeren, van welke heel de menschheid ons heeft geplaatst.

N A P O L E O N . A L E X A N D R E .

Afschrift van den brief van den minister van buitenlandsche zaken aan den heer Canning.

(Gevogd bij den brief der beide Keizers.)

E R F U R T , den 12 van wijngaard 1808.

M I S T R E S S E R .

Ik heb de eer, dan U. E. een brief te stenden, die de Keizer Franschen en die other Rassen van G. Brit. M. schat. Zonder twijfel en den grootheid en de prestige van den Koning van Groot-Brittannië en zijn bondgenooten, gevoldmachtigden zullen zenden. Wat de grondslagen van de onderhandeling betreft, HH. MM. zijn gereed, die aan te nemen, welke voormaals door Engeland zelf zijn voorgesteld. Het moet uitsluitend, en iederen anderen grondslag op de verschillende vaderlanden en gelijkheid, die tussen de verschillende volken moeten bestaan, gegronde.

Ik heb de eer te zijn, enz. (getekend,) C H A M P A G N Y .

N°. 3.

Copie de la lettre de M. le comte de Romanoff à M. Canning.

(Jointe à la lettre des deux Empereurs.)

ERFURT, le 12 octobre 1808.

M O N S I E U R,

J'envoie à V. Exc. une lettre que les Empereurs écrivent au Roi d'Angleterre. S. M. l'Empereur de Russie se flatte que l'Angleterre appréciera la sincérité et la grandeur de cette démarche : elle ne peut attribuer à faiblesse ce qui est le résultat de l'union intime des deux plus grands monarques du continent, unis pour la paix comme pour la guerre.

S. M. m'a chargé de faire connaître à V. Exc. qu'elle a nommé des plénipotentiaires, qui se dirigeront sur la ville du continent, où S. M. le Roi d'Angleterre et ses alliés dirigent leurs plénipotentiaires ; et que, quant aux bases de la négociation, H. M. ne trouvent pas d'inconvénient à adopter toutes celles précédemment proposées par l'Angleterre même, savoir, l'*uti possidetis*, et toute autre base fondée sur la justice et sur la réciprocité et l'égalité qui doivent régner entre toutes les grandes nations.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(signé,) comte DE ROMANOFF.

N°. 4.

Copie de la lettre de M. Canning à M. de Champagny.

(Remise au courrier français porteur des premières lettres.)

LONDRES, 22 octobre 1808.

M O N S I E U R,

J'ai l'honneur d'accuser réception, à V. Exc. de la lettre qu'elle m'a adressée d'Erfurt, en date du 12 courant, et laquelle était jointe une lettre adressée au Roi mon maître.

Je ne perdrai pas de temps à mettre ces lettres sous les yeux de S. M., et à vous en transmettre les réponses à Paris par un messager.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(signé,) GEORGE CANNING.

N°. 5.

Traduction de la lettre de M. Canning à M. le comte de Champagny.

(Apportée par un courrier anglais.)

LONDRES, le 28 octobre 1808.

M O N S I E U R,

Ayant mis sous les yeux du Roi mon maître les deux lettres que V. Exc. m'a transmises d'Erfurt, dont une était adressée à S. M., j'ai reçu l'ordre de S. M. de répondre à cette lettre par la note officielle que j'ai l'honneur de joindre ici.

Il m'est ordonné d'ajouter que S. M. ne tardera pas à communiquer au Roi de Suède et au gouvernement d'Espagne, les prépositions qui ont été faites à S. M.

V. Exc. sentira qu'il est nécessaire que S. M. reçoive, sans délai, l'assurance que l'admission du gouvernement d'Espagne comme partie dans la négociation, est entendue et consentie par la France.

Lorsqu'on aura reçu la réponse de V. Exc. sur ce point, et aussitôt que S. M. connaîtra les sentiments du Roi de Suède et du gouvernement d'Espagne, je recevrai l'ordre de S. M. de correspondre avec V. Exc. sur les autres points de votre lettre.

J'ai l'honneur, etc.

(signé,) GEORGE CANNING.

N°. 6.

Traduction de la note de M. Canning adressée à M. le comte de Champagny.

(Jointe à la lettre du même jour.)

LONDRES, le 28 octobre 1808.

Le Roi a constamment déclaré qu'il désirait la paix, et qu'il était prêt à entrer en négociation pour une paix générale, sur des termes conformes à ce qu'exigeant l'honneur de sa couronne, sa fidélité à ses engagements, le repos durable et la sécurité de l'Europe. S. M. répète cette déclaration.

Si l'état du continent est un état d'agitation et de misère, si plusieurs états ont été renversés, si d'autres encore sont menacés de l'être, c'est une consolation pour le Roi de penser qu'aucune partie de ces convulsions qu'on a déjà éprouvées ou dont on est menacé pour l'avenir, ne pent, en aucun point, lui être imputée.

Le Roi reconnaît volontiers que d'aussi terribles changements sont en effet contraires à la politique de la Grande-Bretagne.

Si la cause de tant de misère se trouve dans la stagnation des relations commerciales, quoiqu'on ne dût point attendre de S. M. qu'elle apprit seulement avec regret que le système imaginé pour la destruction du commerce de ses sujets est retombé sur ceux qui en ont été les auteurs ou les instruments, cependant il n'est ni dans les dispositions de S. M., ni dans le caractère du peuple sur lequel elle régne, de se réjouir des privations et des malheurs des nations mêmes qui se sont coalisées contre lui.

N°. 3.

Afschrift van den brief van den graaf van Romanoff aan den heer Canning.

(Gevoegd bij den brief der twee Keizers.)

ERFURT, den 12den van wijnmaand 1808.

M Y N H E E R!

Ik zend aan U. E. een brief, welke de Keizers aan den Koning van Engeland schrijven. Z. M. de Keizer van Rusland vleit zich, dat Engeland de opregtheid en de groothed van deze stap op prijs zal stellen: hetzelve kan aan zwakheid niet toeschijven, hetgeen de uitslag der naauwe vereeniging van de twee grootste Monarchen van het vaste land is, die zoo in vrede als in oorlog vereenigd zijn.

Z. M. heeft mij gelast, U. E. kennis te geven, dat hoogst gezelvige gevoldmagigden heeft benoemd, welke zich naar een stad van het vaste land begeven zullen, alwaar Z. M. de Koning van Engeland en deszelfs bondgenooten hunne gevoldmagigden zullen zenden; en wat de gronden der onderhandeling betreft, vinden H. M. geene zwarigheid, in alle degenen aantenermen, bevorens door Engeland zelve voorgesteld; te weten: het *uti possidetis*, en alle andere grondslagen, op de billijkheid, wederkeerigheid en gelijkheid, die tuschen alle de grootste volken moeten heerschen, gegronde.

Ik heb de eer te zijn, enz.

(geteekend,) graaf VAN ROMANOFF.

N°. 4.

Afschrift van den brief van den heer Canning aan den heer de Champagny.

(Aan den franschen postbode, brenger der eerstgemelde brieven, ter hand gesteld.)

LONDEN den 22sten van wijnmaand 1808.

M Y N H E E R!

Ik heb de eer, uwe Excel. te berigten, dat ik den brief, dien gij mij, op den 12den der loopende maand van Erfurt heb toegezonden, en bij denwelken een brief, aan den Koning, mijn' meester, was gevoegd, wel heb ontvangen.

Ik zal geen' tijd verzuimen, met deze brieven onder de oogen Z. M. te brengen en u de antwoorden daarop door een' courrier, naar Parys, te zenden.

Ik heb de eer te zijn, enz.

(geteekend,) GEORGE CANNING.

N°. 5.

Vertaling van den brief van den heer Canning, aan den graaf de Champagny.

(Door een' engelschen postbode overgebracht.)

LONDEN, den 28sten van wijnmaand 1808.

M Y N H E E R!

De beide brieven, die U. E. mij van Erfurt heeft toegezonden, en waarvan de een aan Z. M. was gericht, onder de ogen van den Koning mijn' meester hebende gebragt, heb ik bevel van Z. M. bekomen, denen brief te beantwoorden met de officiële nota, welke ik de eer heb, hier nevens te zenden.

Er is mij gelast, er bij te voegen, dat Z. M. niet zal zinnen, den Koning van Zweden en het spaansche gouvernement die voorstellen, welke aan Z. M. zijn gedaan, mede te delen.

U. E. zal de noodzakelijkhed begrijpen, dat Z. M. zonder verwijl, de verzekering ontvangt, dat de toelating van het spaansche gouvernement tot de onderhandelingen, als daar toe behorende, door Frankrijk alzoo verstaan wordt, en dat daarin toegestemd is.

Wanneer men het antwoord van U. E. op dat stuk zal hebben, en zoögra aan Z. M. de gevoelens van den Koning van Zweden en van het spaansche gouvernement bekend zullen zijn, zal ik van Z. M. den last ontvangen, om met U. E. over dae andere punten, in uwen brief vervat, te corresponderen.

Ik heb de eer, enz.

(geteekend,) GEORGE CANNING.

N°. 6.

Vertaling van de nota van den heer Canning, aan den graaf de Champagny toegezonden.

(Bij den brief van denzelfden dag gevoegd.)

LONDEN, den 28sten van wijnmaand 1808.

De Koning heeft volstandig verklaard, dat hij den vrede verlangt, en dat hij gereed is, in onderhandeling te treden tot eenen algemeenen vrede, op zoodaige gronden, als de eer zijner kroon, zijne getrouwheid aan zijne verbondenissen, de rust en zekerheid van Europa vereischen. Z. M. beheeft deze verklaring.

Indien de staat van het vaste land een staat van beroering en van ellende is, indien verscheiden staten ten onderste boven zijn geworpen, en indien anderen nog daer mede bedreigd worden, is het een troest voor den Koning, te kunnen denken, dat gaen gedeelte dier stuiprekkingen, die men reeds gevoeld heeft, of waarmede men voor het toekomende bedreigd wordt, op eenigerlei wijze aan hem kan worden toegeschreven.

De Koning erkent gaarne, dat zulke verschrikkelijke veranderingen indeedaad tegen de staatkunde van Groot-Brittannie strijdig zijn.

Indien de oorzaak van zoo veel rampspoed in de strammiging der handels-betrekkingen gelegen is, alhoewel men niet verwachten moet van Z. M., dat hoogst gezelvige met verdriet ziet, dat het stelsel tot vernietiging van den handel zijner onderdanen op het hoofd is gevallen van hen, welke daarvan de auleggers of de werktuigen geweest zijn, is het niet te min, noch in Z. Ms. neiging, noch in den aard der volken, waar over Z. M. beerscht, zich in de ontberingen of in de ongelukken, zelfs den natien, die tegen hem verbonden zijn, te verheugen.

S. M. désire avec sollicitude la fin des souffrances du continent.

En s'engageant dans la guerre actuelle, elle a eu pour objet immédiat la sûreté nationale. Cette guerre ne s'est prolongée que parce que ces ennemis n'ont offert aucun moyen de la terminer avec sécurité et d'une manière honorable.

Mais, dans le cours d'une guerre commencée pour sa propre défense, de nouvelles obligations ont été imposées à S. M. en faveur des puissances qui les agressions d'un ennemi commun ont forcées de faire cause commune avec elle, ou qui ont sollicité l'assistance et l'appui de S. M., pour le recouvrement de l'indépendance nationale.

Les intérêts de la couronne de Portugal et ceux de S. M. Sicilienne sont confiés à l'amitié et à la protection de S. M.

S. M. tient au Roi de Suède par les liens de la plus étroite alliance, et par des stipulations qui unissent leurs conseils pour la paix comme pour la guerre.

S. M. n'est encore lié à l'Espagne par aucun acte formel; mais elle a contracté avec cette nation, à la face de l'univers, des engagements non moins sacrés, et qui, dans l'opinion de S. M., la tiennent autant que les traités les plus solennels.

S. M. suppose donc qu'en lui proposant des négociations pour la paix générale, les relations existant entre elle et la monarchie espagnole ont été clairement prises en considération, et que l'on a entendu que le gouvernement, agissant au nom de Ferdinand VII, serait partie dans les négociations dans lesquelles S. M. est invitée à entrer.

N°. 7.

Copie de la lettre de M. Canning à l'ambassadeur de Russie à Paris.

(Cette lettre a été remise à M. de Romanzoff. Elle était accompagnée d'une note de M. Canning, en date du 28 octobre, entièrement conforme à celle adressée à M. de Champagny.)

LONDRES, le 28 octobre 1808.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Ayant mis sous les yeux du Roi mon maître les deux lettres que M. le comte Nicolas de Romanzoff m'a transmises d'Erfurt, j'ai reçu les ordres de S. M. de répondre à celle qui lui est adressée, par la note officielle que j'ai l'honneur d'envoyer ci-jointe à V. Exc.

Quoique disposée qu'il aurait pu être S. M. à répondre directement à S. M. l'Empereur de Russie, vous ne sauriez ne pas sentir, monsieur l'ambassadeur, que par la façon inusitée dont les lettres signées par S. M. I. ont été rédigées, et qui les a privées entièrement du caractère d'une communication particulière et personnelle, S. M. s'est trouvée dans l'impossibilité de se servir de cette marque de respect envers l'Empereur de Russie, sans reconnaître en même temps des titres que S. M. n'a pas reconnus.

J'ai ordé d'ajuster au contenu de la note officielle, que S. M. s'empressera de communiquer à S. M. le Roi de Suède, et au gouvernement actuel de l'Espagne, les propositions qui lui ont été faites.

V. Exc. verra qu'il est de toute nécessité que S. M. soit immédiatement assuré que la France reconnaît le gouvernement de l'Espagne comme partie à toute négociation.

Que telle soit l'intention de l'Empereur de Russie, S. M. ne peut pas en douter.

S. M. se rappelle avec satisfaction le vif intérêt que S. M. I. a toujours témoigné pour le bien-être et la dignité de la monarchie espagnole, et elle n'a pas besoin d'autre assurance que S. M. I. ne saurait avoir été induite à sanctionner par sa concurrence ou par son approbation, des usurpations dont le principe n'est pas moins injuste que l'exemple en est dangereux pour tous les souverains légitimes. Aussitôt que les réponses sur cet objet auront été reçues, et que S. M. aura appris les sentiments de S. M. le Roi de Suède et ceux du gouvernement de l'Espagne, je ne manquerai pas de prendre les ordres de S. M. pour les communications à faire sur les objets ultérieurs de la lettre de M. le comte de Romanzoff.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(signé,) GEORGE CANNING.

N°. 8.

Copie de la lettre de M. le comte de Champagny à M. Canning.

Remise au courrier anglais, porteur de la lettre du 28 octobre.)

PARIS, le 31 octobre 1808.

MONSIEUR!

S. M. l'EMPEREUR MON maître étant parti de Paris, je ne veux pas attendre ses ordres pour accuser réception à V. Exc. de la lettre qu'il m'a fait l'honneur de m'écrire le 23. de ce mois, et qui m'est parvenue ce matin, ainsi que de la note officielle qui y était jointe. Je ne tarderai pas à faire parvenir ces pièces à la connaissance de S. M. I.; et aussitôt que ces intentions me seront connues, je m'empresserai d'envoyer un autre courrier à V. Exc.

Je la prie d'agréer, etc.

(signé,) CHAMPAGNY.

(Moniteur.)

(La suite dans un prochain supplément.)

Z. M. verlangt met bekommerring het einde van het lijden des vasten lands.

Zich in den tegenwoordigen oorlog inlatende, heeft hij alleen de nationale zekerheid tot onmiddelijk doel gehad. Deze oorlog is alleen verlengd geworden, om dat zijne vijanden geen middel hebben voorgeslagen, om dezelve niet zekerheid en op een eene eerlijke wijze te eindigen.

Maar in den loop van eenen oorlog, die tot deszelfs eigen verdediging is ondernomen, zijn aan Z. M. nieuwe verplichtingen opgelegd geworden ten voordele der mogendheden, welke de aanvalen van eenen algemeenen vijand gedwongen hebben, met dezelve een gemeene zaak te maken, of die, ter herkrijging hunner nationale onafhankelijkhed, de hulp en den onderstaand van Z. M. hebben ingeroepen.

De belangen van de kroon van Portugal en die van Zijne Siciliaansche Maj. zijn aan de vriendschap en aan de bescherming Z. M. toevertrouw'd.

Z. M. is door de nauwste banden van bondgenootschap en door een verdrag, dat hunne bestaen, zoo tot den vrede als tot den oorlog vereenigt, aan den Koning van Zweden gehecht.

Z. M. is nog door gheen formele akte van Sparje verbonden, maar dezelve heeft, ten aanzien van het keelal, met deze natie een niet minder heilig verdrag aangegaan, welke, in de oigen Z. M., hoogsteezelven even zoo sterk verbondt als de plechtige traktaten.

Z. M. onderstelt dan, dat, daar men hem onderhandelingen voor den algemeenen vrede voorstelt, de bestaande verdragen tussen denzelven en de spaansche monarchie daadelyk in het oog gehouden, mitgaders dat men begrepen zal hebben dat het gouvernement, betreklyk mit naam van Ferdinand VII, achtelt, stem zou hebben in de onderhandelingen, tot de welken men Z. M. noodigt toe te treden.

N°. 7.

Afschrift van den brief van den heer Canning aan den russischen gezant te Parys.

(Deze brief is aan den heer Romanzoff overhandigd geworden. Dezelve was verzeld van een nota van den heer Canning, onder dagtekening van den 28sten van wijnmaand, gekoest enkomenig met die, welke aan den heer de Champagny luidde.)

LONDEN, den 28sten van wijnmaand 1808.

MINNEER DE AMBASSADEUR!

De beide brieven, welke de graaf Nicolaas van Romanzoff van Erfurth heeft toegezonden, onder de oogen van den heer mijnen meester hebbende gebracht, heb ik van Z. M. bevel gehad, dien, welke aan hoogstdenzelvē luidde, te beantwoorden met de officiële nota, welke ik de eer hebbe, hiercyaens aan U. E. te zeuden.

Hoe genegeet Z. M. ook zijn mag, om het antwoord onmiddellijk aan den Keizer van Rusland te zenden, is het onmogelyk, mych de ambassadeur, dat gij niet gevoelen condt, dat, uit beelde van de ongewone wijze, waerop de door Z. Keiz. Maj. geteekende brieven zijn gesteld, en welke han gebeit van het kenmerk einer brieven der en persoonlijke mededeeling berouft; Z. M. zich in de osmogelykheid heeft gevonden, zich van dat kontreken van verbiel jegens den Keizer van Rusland te bedienen, zonder soekenlyker tyd titels te erkennen, welke Z. M. nog niet erkend heeft.

Ik heb last, bij den inhoud der officiële nota te voegen, dat Z. M. zich zal haasten, aan Z. M. den Koning van Zweden mitgaders aan het tegnwoordig spaansch gouvernement, de voorstellen, die aan hetzelvē gedaan zijn, mede te deelen.

U. E. zal zien, dat het hoogst onszakelyk is, dat Z. M. onmiddellijk verzekerd zij, dat Frankrijk erkent, dat het spaansch gouvernement deel in alle de onderhandelingen hebbe.

Z. M. kan niet twijfelen, of zuks is het oogmerk van den Keizer van Rusland.

Z. M. herinnert zich niet genoeght het levendig holte, dat welk Z. Keiz. Maj. altoos heeft betoend voor het wel gheenwaardighed van de spaansche monarchie, en dezelve heeft geen andere verzekering nodig, dat Z. Keiz. Maj. daer niet afdragt werden, dat hoogstedeelre, doer myc medewirkende, waaran het zyne toestemming, overheersching en waertigen, waaran het beginsel niet minder onregtvaardig, dan het voorleidt voor alle wettige vorsten gevaarlijk is. Zoudra ik antwoordende te diec op eigele zullen ingekomen zijn, en dat Z. M. daer gevolgt dat Z. M. den Koning van Zweden, mitgaders die van het spaansch gouvernement zal vernomen hebben, zal ik terstoed Z. M. heveles gaan afvragen, voor de mededeelingen aangaende de verdere onderwerpen, die in den brief van den graaf van Romanzoff bijgevoegd.

Ik heb de eer te zijn, enz.

(geteekend,) GEORGE CANNING.

N°. 8.

Afschrift van den brief van den graaf de Champagny aan den heer Canning.

(Ter hand gesteld aan den engelschen courier, brengt van den brief van den 28sten van wijnmaand.)

PARYS, den 31 van wijnmaand 1808.

MINNEER!

Z. M. den KEIZER, myn meester, van Parys vertrokken zijnde, wil ik zyne bevelen niet afwachten, om U. E. te berichten, dat ik den brief, dien gij mij de eer gedaan hebt, den 28sten dezer, te schrijven, en welke mij beden morgen geworden is, gelijk mede de daarbij gevoegde officiële nota, heb ontvangen. Ik zal niet toeven, deze stukken ter kennis van Z. K. M. te brengen; en zooodra hoogsteselfs gedachten mij bekend zullen zijn, zal ik mij haasten, een ander courier aan U. E. te zenden.

Ik verzoek u, enz.

(get.)

CHAMPAGNY.

(Moniteur.)

(Het vervolg in een volgend bijvoegsel.)

QUATRIÈME

SUPPLÉMENT AU
COURRIER D'AMSTERDAM,

N°. 130, de MERCREDI le 19 Décembre.

N.B. Ce supplément se distribue gratis.

N°. 9.

Copie de la lettre de M. le comte Romanzoff à M. Canning.

(Remise au courrier anglais porteur de la lettre du 28 octobre.)

PARIS, le 30 octobre 1808.

M O N S I E U R :

Le prompt départ du courrier anglais qui m'a remis la lettre de V. Exc., en date du 28 de ce mois, m'oblige de me borner dans ce moment à vous en accuser la réception. Je vous félicite de ce que mon arrivée à Paris m'a mis à portée de recevoir moi-même cette lettre adressée à l'ambassadeur de Russie, et M. de Tolstoi, qui occupait ce poste ayant été remplacé par l'Empereur mon maître, pour être remplacé par le prince Kourakine, je me crois toutefois dans le cas de correspondre directement avec vous.

N°. 10.

Copie de la note adressée par M. Champagny au comte de Champagney, à M. Canning.

(Réponse à la note du 28 octobre.)

PARIS, le 28 novembre 1808.

Le soussigné a mis sous les yeux de l'Emperateur son maître la note de S. Exc. M. Canning et sa réplique.

S'il était vrai qu'en cas de guerre ne se disent rien que sur le combat, il y aurait sans doute peu d'espérance d'arriver à la paix.

Les deux Empereurs s'étaient flattés qu'on ne se serait pas mépris à Londres sur le but de leur démarche. Le ministère anglais l'aurait-il attribuée à faiblesse ou besoin, lorsque tout comme-d'état impartial reconnaîtra dans l'esprit de paix et de modération qui l'a dicté, le caractère de la puissance et de la véritable grandeur? La France et la Russie peuvent souhaiter la guerre aussi longtemps qu'on ne sera pas revenu à Londres à des dispositions justes et égales, et elles y sont déterminées.

Comment le gouvernement français peut-il considérer la proposition qui lui est faite d'admettre à la négociation les insurgés espagnols? Qu'aurait dit le gouvernement anglais, si on lui avait proposé d'admettre les insurgés catholiques d'Irlande? La France, sans avoir de traité avec eux, a eu aussi avec eux des rapports, leurs a fait des promesses, et souvent leur a envoyé des secours. Une telle proposition pouvait-elle trouver place dans une note où l'on devait avoir pour but, non d'irriter, mais de chercher à se concilier et à s'entendre?

L'Angleterre serait dans une étrange erreur, si, contre l'expérience du passé, elle avait encore l'idée de lutter avec avantage sur le continent contre les armées françaises! Quel espoir aurait-elle aujourd'hui sur-tout, que la France est irrévocablement unie avec la Russie?

Le soussigné est chargé de réitérer la proposition d'admettre à la négociation tous les alliés du Roi d'Angleterre, soit le Roi qui régne au Brésil, soit le Roi qui régne en Suède, soit le Roi qui régne en Sicile, et de prendre pour base de la négociation l'*acte possidetis*. Il est chargé d'exprimer le vœu qu'en ne perdant pas de vue les résultats nécessaires de la force des états, on veuille se souvenir qu'entre grandes puissances, il n'y a de paix solide que celle qui est en même-tems égale et honorable pour toutes.

Le soussigné à l'honneur, etc.

(signé,) CHAMPAGNEY.

N°. 11.

Copie de la lettre de M. le comte de Romanzoff à M. Canning.

(Accompagnant sa note du même jour.)

PARIS, le 15 (28) novembre 1808.

M O N S I E U R :

Je transmets à V. Exc. ma réponse à la note du 28 octobre, qu'elle a bien voulu adresser à M. le comte de Tolstoi, et je saisir avec empressement cette nouvelle occasion de lui réitérer les assurances de ma haute considération.

(signé,) Comte de ROMANZOFF.

VIERDE

B I J V O E G S E L

TOT DEN

COURIER VAN AMSTERDAM,

van WOENSDAG den 19 van Wintermaand, N°. 130.

N.B. Dit bijvoegsel wordt gratis uitgegeven.

N°. 9.

Afschrift van den brief van den graaf Romanzoff aan den heer Canning.

(Ter hand gesteld aan den engelschen courier, brenger van den brief van den 28sten van wijnmaand.)

PARIS, den 28sten van wijnmaand 1808.

M I N H E E R !

Het spoedig vertrek van den angeleken courier, die mij den brief van U. E., gedateerd den 28sten dezet, gebragt heeft, verpligt mij, mij in dit oogenblik te hepen tot het verwittigen van den ontvanger. Ik verheug mij, dat mijne komst te Parys mij in staat heeft gesteld, zelf dezen brief, aan den afgezant van Rusland geadresseerd, te kunnen ontvangen; en de heer van Tolstoi, die dezen post bekleedde, door den Keizer, mijn meester, terug geroepen zijnde, om te worden vervangen door den prins Kurakin, zie ik met vermaak, mij in het geval, onmiddellijk met U. E. briefwisseling te houden.

Ik heb de eer, enz.

(getekend,) Graaf N. VAN ROMANZOFF.

N°. 10.

Afschrift van de nota door Z. E. de graaf de Champagne, aan den heer Canning gezonden.

(Antwoord op de nota van den 28sten van wijnmaand.)

PARIS, den 28sten van slagtmaand 1808.

De ondergetekende heeft de nota van Z. E. den heer Canning onder de ogen van den Keizer, zijn meester, gebragt:

"Indien het waar was, dat de platen des oorlogs zich slecht op heel vaste land deden gevoelen, bleef er weinig hoop over, om tot den vrede te geraken.

De twee Keizers hadden zich gevleid, dat men te Londen niet verhoord gedacht zou, hebben over het spel van hunne poging. Zou het engelsch ministerie dezelve hebben toegeschreven aan onvermogen of noodzakelijkheid, wanneer ieder onpartijdig staatsman, in den geest van vrede en gematigdheid, die dezelve heeft ingegeven, het kenmerk van magt en ware grootheid zal erkennen? Frankrijk en Rusland kunnen den oorlog uithouden zoo lange men te Londen niet zal terug gekomen zijn tot regtvaardige en gelijke bepalingen; en zij zijn daartoe bereid.

Hoe kan het fransch gouvernemant acht slaan op het voorstel, dat aan hetzelfe is gedaan, om toe te stemmen in de onderhandeling niet de spaansche opstandelingen? Wat zou het engelsch gouvernemant getreden hebben, indien men aan hetzelfe had voorgeslagen, de katholieke opstandelingen van Ierland toe te laten? Frankrijk, zoorder eenig verdrag met hen te hebben, heeft ook met hen betrekking gehad, hen beleefd gedaan en dijkwerk onderstand gezonden. Kon een zoodanig voorstel plaats vinden in een nota, waarin men ten doel moet hebben, niet te verbitteren, maar te trachten zich te verzoenen en zich te verstaan?

Engeland zou zich in geene geringe dwaling bevinden, indien hetzelfe, tegen de ondervinding van het voorledene aan, nog het denkbeeld had, om, met voordeel, op het vaste land, tegen de fransche legers te kampen! Welke hoop zou het vooral tegenwoordig kunnen hebben, nu Frankrijk onherroepelijk met Rusland vereenigd is?

De ondergetekende is behaast, het voorstel te herhalen, om alle de bondgenooten van den Koning van Engeland tot de onderhandeling toe te laten, het zij zulks de Koning ware, die in Brazilië heerscht, het zij de Koning, die in Zweden regeert, het zij zulks den Koning ware, die in Sicilië gebiedt, en om het *acte possidetis* tot grondregel van de onderhandeling te nemen. Bij is geleest, den wensch uit te drukken, dat de noodzakelijke gevolgen van de magt der staten niet uit het oog verliezend, men zich gelieve te binnen te brengen, dat er tusschen groote mogendheden geen duurzame vrede kan bestaan, dan zoodanige, welke terzelfder tijd gelijk en eervol voor allen is.

De ondergetekende heeft de eer te zijn, enz.

(getekend,) CHAMPAGNEY.

N°. 11.

Afschrift van den brief van den graaf van Romanzoff aan den heer Canning.

(Ten geleide zijner nota van denzelfden dag.)

PARIS, den 15 (28) van slagtmaand 1808.

M I N H E E R !

Ik zend uw excell. mijn antwoord op de nota van den 28sten van wijnmaand, hetwelk dezelve wel aan den graaf van Tolstoi heeft willen toezenden, en ik neem met drift deze nieuwe gelegenheid waar, om dezelve de verzekering mijner hoogachting te herhalen.

(getekend,) Graaf VAN ROMANZOFF.

Nº. 16.

Copie de la note de M. Canning adressée à M. le comte de Champagney.

(Accompagnant la lettre du même jour.)

LONDRES, le 9 décembre 1808.

Le soussigné, principal secrétaire-d'état de S. M. pour les affaires étrangères, a mis sous les yeux du Roi son maître, la note qui lui a été transmise par S. Exc. M. de Champagney, en date du 28 novembre.

Il lui est spécialement ordonné par S. M. de s'abstenir de relever les choses et les expressions insultantes pour S. M. pour ses alliés et pour la nation espagnole, dont abonde la note officielle transmise par M. de Champagney.

S. M. aurait désiré traiter sur les principes d'une justice égale, d'une paix qui aurait concilié les intérêts respectifs de toutes les puissances engagées dans la guerre; et S. M. regrette sincèrement que ce désir soit trompé.

Mais S. M. est déterminée à ne pas abandonner la cause de la nation espagnole et de la royauté légitime d'Espagne; et la présentation de la France d'exclure de la négociation le gouvernement central et suprême, agissant au nom de S. M. C. Ferdinand VII, est telle, que S. M. ne pourrait l'admettre sans acquiescer à une usurpation qui n'a rien de comparable dans l'histoire du monde.

Le soussigné prie, etc.

(signé,) GEORGE CANNING.

Nº. 17.

Traduction de la note adressée par M. Canning à M. le comte de Romanzoff.

(Apportée par un courrier anglais.)

LONDRES, le 9 décembre 1808.

Le soussigné, principal secrétaire-d'état de S. M. pour les affaires étrangères, a mis sous les yeux du Roi son maître la note qui lui a été transmise par S. Exc. le comte Nicolas de Romanzoff, ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, en date du 16-28 novembre.

Le Roi voit avec étonnement et regret l'attente que l'on paraît avoir conçue que S. M. commencerait une négociation pour la paix générale, en abandonnant d'abord la cause de la nation espagnole et de la monarchie légitime d'Espagne, par déférence pour une usurpation qui n'a rien de comparable dans l'histoire du Monde.

S. M. avait espéré que la part qu'avait l'Empereur de Russie dans les ouvertures qui lui étaient faites, aurait offert à S. M. une garantie contre la crainte de se voir proposer une condition aussi injuste dans ses effets, aussi dangereuse dans son exemple.

Et S. M. ne peut concevoir par quelle obligation de devoir ou d'intérêt, ou par quel principe de politique russe, S. M. I. peut s'être trouvée forcée de reconnaître le droit que s'est arrogé la France de déposer et d'emprisonner des souverains ses amis, et de s'attribuer à elle-même la souveraineté sur des nations loyales et indépendantes.

Si tels sont les principes auxquels l'Empereur s'est inviolablement attaché, pour le soutien desquels il a engagé l'honneur et les ressources de son empire, et s'il s'est usé à la France pour les établir par la guerre et les maintenir dans la paix, S. M. voit avec un profond regret une détermination qui doit agraver et prolonger les maux de l'Europe; mais on ne peut lui attribuer d'occasionner la continuation des calamités de la guerre, en faisant évanouir toute espérance d'une paix compatible avec la justice et l'honneur.

Le soussigné prie S. Exc. de recevoir etc.

(signé,) GEORGE CANNING.

Nº. 18.

Copie de la lettre de M. le comte de Champagney, à M. Canning.

(Remise au courrier anglais, porteur des lettres du 9 décembre.)

PARIS, le 13 décembre 1808.

MONSIEUR!

J'ai l'honneur d'accuser réception à votre excellence de sa lettre du 9 de ce mois, et de la note officielle qui l'accompagnait; je m'empresserai de faire parvenir cette note à la connaissance de l'EMPEREUR mon maître.

J'ai l'honneur de renouveler à V. Exc., etc.

(signé,) CHAMPAGNEY.

Nº. 19.

Copie de la lettre de M. le comte de Romanzoff à M. Canning.

(Remise au courrier anglais porteur des lettres du

9 décembre.)

PARIS, le 1 (13) décembre 1808.

Le courrier que j'avais adressé à V. Exc. est revenu ici, et m'a apporté la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire le 7 décembre, quelques heures après, le courrier qu'elle a envoyé à Paris m'a remis une lettre de la part de V. Exc., sans date, et qui était accompagnée d'une note datée du 9 décembre: je vais transmettre le tout à la connaissance de l'Empereur mon maître.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(signé,) Comte N. DE ROMANZOFF.

Nº. 16.

Afschrift van den brief van den heer Canning, gezond aan den graaf de Champagney.

(Gevoegd bij den brief van denzelfden dag.)

LONDEN, den 9 van wintermaand 1808.

De ondertekende, eerste secretaris van staat van Z. M. voor de buitenlandsche zaken, heeft de nota, gedateerd den 28-ten van slagtmaand, die hem door Z. E. den heer de Champagney was gededeeld, onder de oogen van den Koning, zijn' meester, gebragt.

Z. M. heeft hem bijzonderlijk gelast, zich te ontboden van te voor Z. M., voor hoogst deszelfs bondgenooten en voor de spaansche natie hoorende zaken en uitstrekkingen, van welke de doel den heer de Champagney overgelegde nota overvloed, aan te roeren.

Z. M. had verlangd, op gronden van gelijke regtvaardigheid te handelen over eenen vrede, die de wederzijdsche belangen van alle in den oorlog betrokken mogendheden overeen gebragt zou hebben; en Z. M. betreurt opregtelyk, dat dit verlangen is te leur gesteld.

Doch Z. M. heeft besloten, de zaak der spaansche natie en van het wettige koningschap van Spanje niet af te staan, en de eisch van Frankrijk, om het centraal en opper-gouvernement, in naam van Z. Kath. M. Ferdinand VII handelen te, dat de onderhandeling uit te sluiten, is van zoodarigen aard, dat Z. M. dezelve niet kan toegeven, zonder een overweldiging, die geen voorbeeld in de geschiedenis der wereld heeft, goed te kennen.

De ondertekende verzoekt, enz.

(geteekend.) GEORGE CANNING.

Nº. 17.

Vertaling der nota door den heer Canning, aan den graaf van Romanzoff afgezonden.

(Door een engelsch courier overgebracht.)

LONDEN, den 9den van wintermaand 1808.

De ondertekende eerste-secretaris van staat van Z. M. voor de buitenlandsche zaken, heeft onder de oogen van den Koning, zijn' meester, de nota gebragt, die hem door Z. E. den graaf Nicolaas van Romanzoff, minister van buitenlandsche zaken van Z. M. den Keizer aller Russen, onder dagtekening van den 16-ten (28sten) van slagtmaand, is ter hand gesteld.

De Koning ziet met verwondering en spijt de verwachting, welke men scheen opgevat te hebben, dat Z. M. eene oude handeling voor den algemeenen vrede zou openen, door dadelijk de zaak van de spaansche natie en de wettige monarchie van Spanje te verlaten, uit inschikkelijkheid voor eenen overweldiging, die in de geschiedenis der wereld geen voorbeeld heeft.

Z. M. had van het deel, dat de Keizer van Rusland in de operingen, die hem gedaan zijn, gehad heeft, verwacht, dat het Z. M. een waarschouw zou hebben aangeboden tegen de vrees van zich eene voorwaarde, zoo ooregtaardig in deszelfs uitwerkingen, en zoo gevaelijk in deszelfs voorbeeld, te zien voorstellen.

En Z. M. kan niet begrijpen, door welk gevoel van pligt of belang, of door welk beginsel van russische staatkunde Z. K. M. genoodzaakt is geweest, het regt te erkennen, hetwelk Frankrijk zich aangematigd heeft, om souvereine, zijne vrienden, te vervelen en gevangen te houden, en zich zelf de souvereiniteit over grootmächtige en onafhankelijke natien aan te matigen.

Iudica zondag de beginselen ziju, waar aan de Keizer onherroepelijk gehecht is, tot welker ondersteuning hij de eer en de bronnen van zijn rijk heeft verpand, en indien bij zich met Frankrijk verbonden heeft, om dezelve door den oorlog tot stand te brengen, en in vredes tijd te handhaven, ziet Z. M. met diepe smart een besluit, dat de rampen van Europa moet verlengen en verzwaren; doch men kan hem niet toeschrijven, de voordringing van de rampen des oorlogs veroorzaakt te hebben, door het doen verdwijnen van alle hoop op eenen vrede, met de regtvaardigheid en de eer overeenstemende.

De ondertekende verzoekt Z. E. de verzekering, enz.

(geteekend.) GEORGE CANNING.

Nº. 18.

Afschrift van den brief van den graaf de Champagney, aan den heer Canning.

(Ter hand gesteld aan den engelschen courier, brenger der brieven van den gden van wintermaand.)

PARIS, den 13 van wintermaand 1808.

MYNNHEER,

Ik heb de eer, uwer excellutie den ontvaag te berigten, van derzelver brief van den gden dezer, misschalen van de officiële nota, die dezelve verzelede; ik zal mij spoeden, deze nota ter kennis van den KEIZER, mijn' meester, te brengen.

Ik heb de eer, aan uwe excell. te vernieuwen, enz.

(geteekend.) CHAMPAGNEY.

Nº. 19.

Afschrift des briefs van den graaf van Romanzoff aan den heer Canning.

(Ter hand gesteld aan den engelschen courier, overbrenger der brieven van den gden van wintermaand.)

PARIS, den 13den (13de) van wintermaand 1808.

De door mij aan U. E. toegezonden courier is alhier terug gekomen, en heeft mij den brief gebragt, dien dezelve mij, den 7den van wintermaand II., de eer heeft gedaan te schrijven; enige uren daarna heeft mij de courier, dien dezelve naar Parys heeft afgezonden, eenen ongedateerde brief van wege U. E. overhandigd, welke verzelede was van eene nota, in dato den gden van wintermaand II.: ik zal dit alles ter kennis brengen van den KEIZER, mijn' meester.

Ik heb de eer te zijn, enz.

(geteekend.) Graaf N. VAN ROMANZOFF.

Declaration de S. M. le Roi d'Angleterre, du 16 decembre 1808, insérée dans le Courrier de Londres, du 16 décembre.

Les ouvertures faites à S. M. par les gouvernemens de Russie et de France n'ont abouti à aucune réconciliation ; et les communications auxquelles ces ouvertures ont donné lieu étant terminées, S. M. croit devoir, sans délai et publiquement, faire connaître qu'elles sont terminées.

La continuation d'une négociation apparente, quand la paix est reconnue absolument impossible, ne pouvait être avantageuse qu'à l'ennemi.

Elle aurait donné à la France le moyen de semer la défiance et la jalousie dans les conseils de ceux qui se sont réunis pour résister à son oppression ; et si, parmi les nations qui préservent contre la France une indépendance douteuse et précaire, il s'en trouve qui, même en ce moment, balancent entre la ruine certaine qui résultera d'une inaction prolongée, et les dangers incertains d'un effort pour échapper à cette ruine, la perspective trompeuse d'une paix entre la Grande-Bretagne et la France ne manquerait pas d'être singulièrement funeste à ces nations. Le vain espoir du retour de la tranquillité pourrait ralentir leurs préparatifs, ou la crainte d'être abandonnées à elles-mêmes pourrait ébranler leurs résolutions.

Sa Majesté était bien persuadée que tel était, dans le fait, le principal objet de la France dans les propositions transmises d'Erfurth à Sa Majesté.

Mais au moment où des résultats si imposants par leur importance, ou si redoutables par leur incertitude, pouvaient dépendre de la détermination de continuer la guerre ou de faire la paix, le Roi a eu devoir à lui-même de s'assurer, au-delà même de la possibilité d'un doute, des vues et des intentions de ses ennemis.

S. M. se refusait à croire que l'Empereur de Russie se fut si aveuglement et fatalément dévoué à une puissance avec laquelle S. M. I. s'était malheureusement alliée, qu'elle était préparée à seconder ouvertement l'usurpation de la monarchie espagnole, et à reconnaître et à soutenir le droit que s'est arrogé la France, de déposer et d'emprisonner des souverains amis, et d'usurper l'obéissance des nations indépendantes.

C'est pourquoi, lorsqu'il fut proposé à S. M. d'entrer en négociation pour une paix générale, de concert avec les alliés de S. M., et de traiter, ou sur la base d'*uti possidetis*, qui a déjà été le sujet de tant de discussions, ou sur toute autre base compatible avec la justice, l'honneur et l'égalité, S. M. se détermina à répondre à cette sincérité et cette modération apparentes, avec une sincérité et une modération réelles de la part de S. M.

Le Roi déclara qu'il était disposé à entrer dans une négociation de cette nature, de concert avec ses alliés, et s'engagea de leur communiquer sur-le-champ les propositions qui avaient été faites à S. M. Mais comme S. M. n'était point liée avec l'Espagne par un traité d'alliance en forme, S. M. jugea nécessaire de déclarer que les engagements qu'elle avait contractés à la face de l'univers avec cette nation, étaient considérés par S. M. comme aussi sacrés et aussi obligatoires pour elle que les traités les plus solennels, et d'exprimer la juste persuasion de S. M., que le gouvernement d'Espagne, agissant au nom de S. M. C. Ferdinand VII, était considéré comme partie dans la négociation.

Dans la réponse faite par la France à cette proposition de S. M., elle écarte l'artifice mal ourdi auquel elle avait eu recours pour remplir l'objet du moment, et montre même, dans les ménagements ordinaires, l'arrogance et l'injustice de ce gouvernement. La nation espagnole toute entière y est désignée sous la dénomination dégradante d'*insurgés espagnols*, et la demande d'admettre le gouvernement d'Espagne comme partie dans une négociation, rejetée comme inadmissible et insultante.

Avec autant d'étonnement que de douleur, S. M. a reçue de l'Empereur de Russie une réponse semblable en substance, quoique moins inconvenante dans le ton et la manière. L'Empereur de Russie flétrit du nom d'*insurrection* les glorieux efforts du peuple espagnol en faveur de son souverain légitime et de l'indépendance de sa patrie, donnant ainsi la sanction de l'autorité de S. M. I. à une usurpation qui n'a pas d'exemple dans l'histoire du monde.

Le Roi n'eût pas hésité à saisir l'occasion de consentir à une négociation qui eût pu offrir l'espoir ou la perspective d'une paix compatible avec la justice et l'honneur.

S. M. regrette profondément qu'elle se soit terminée d'une manière qui doit aggraver et prolonger les calamités de l'Europe. Mais ni l'honneur de S. M., ni la générosité de la nation britannique, ne permettaient à S. M. de consentir à entrer en négociation, en abandonnant un peuple brave et fidèle, qui combat pour la conservation de tout ce qui est cher à l'homme, et dont S. M. s'est solennellement engagée à seconder les efforts dans une cause dont la justice est si évidemment manifeste.

(Moniteur.)
(La suite dans un prochain supplément.)

Verklaring van Z. M. den Koning van Engeland, van den 16 van wintermaand 1808, geplaatst in den Courier van Londen, den 16den van wintermaand.

De aan Z. M. door de gouvernementen van Rusland en Frankrijk gedane openingen zijn op geen onderhandeling uitgegaan en de mededeelingen, waartoe deze openingen hebben aardende gegeven, geëindigd zijnde, gelooft Z. M., onverwijld en openlijk te moeten doen kenbaar worden, dat dezelve geëindigd zijn.

De voortdureng een vermoedelyke onderhandeling, wanneer de vrede voor volstrekt onmogelijk erkend wordt, kon alleen den vijand van voordeel zijn.

Dezelve zou aan Frankrijk het middel verschaffen te wantrouwen en den naiver te zaaijen in de raadsvergaderingen der genen, welke zich vereenigd hebben, om aan deszelfs onderdrukking wederstand te bieden; en, indien, onder de volken, welke eene twijfelachtige en wankelende onafhankelijkheid behouden, er zich bevinden, welke zcls op dat oogenblik aarzelen tusschen den zekerer ondergang, die uit eene gerechte wekeloosheid zal ontstaan, en de onzekere gevaren eener poging, aan dien ondergang te ontsnappen, het bedriegelijc vooruitzigt van een' vreda'tusschen Groot-Brittaanie en Frankrijk zou niet missen, bijzonder noodlottig voor die volken te zijn. De ijdele hoop op de wederkeering van de rust zou hunne toebereidselen kunnen vertragen, of de vrees, aan zich zelve te worden overgelaten, zou hunne besluiten kunnen doen wankelen.

Z. M. was wel overtuigd, dat dusdanig indedaad het voorname oogmerk van Frankrijk was in de aan Z. M. uit Erfurth toegezonden voorslagen.

Doch op het oogenblik, waarin gevlogen, zoo nadrukkelijk door hun gewigt, of zoo vreeselijk door hunne onzekerheid zouden afhangen van het besluit, om den oorlog voort te zetten of den vrede te sluiten, meende de Koning, aan zich zelven verschuldigd te zijn, zich te moeten verzekeren, zcls boven de mogelijkheid van eenige twijfel, van de uitzigten en voorname zijner vijanden.

Z. M. kon niet gelooven, dat de Keizer van Rusland zich blindelijk en noodlottig had overgegeven aan eene mogelijkheid met welke Z. K. M. zich ongelukkig had verbonden; dat hoofdezelve gereed was, om openlijk de overweldiging aan de spaansche monarchie te ondersteunen, en het regt, dat Frankrijk zich heeft aangemeld, om bevriende souvereinen te ontroonen en gevaren te houden, en de gehoorzaamheid van onafhankelijke volken te overweldigen, te erkennen en te ondersteunen.

Daen volgens is het, toen aan Z. M. werd voorgesteld, om benevens de bondgenooten van Z. M., voorzenen algemeen vte de in onderhandeling te treden, en te handelen of op den grondslag van het *uti possidetis*, welke reeds het voorwerp van zovele geschillen is geweest, of op ieder anderen grondslag, bestaande niet met de billijkheid, de eer en de gelijkheid, dat Z. M. besloot, op deze schijnbare oregtheid en gematigdheid te antwoorden, met eene wezenlijke oregtheid en gematigdheid vte de zijde Zr. M.

De Koning verklaarde, dat hij geneigd was, in eene onderhandeling van dien aard te treden, gezamenlik met zijne bondgenooten, en verplichte zich, hun op staanden voet de voorstellen mede te delen, welke aan Z. M. gedaan waren. Dan, daar Z. M. niet met Spanje door een verdrag in forma verbonden was, oordeelde Z. M. het noodzakelijk, te verklaren, dat de verbonden tenissen, door dezelve, ten aanzien van het heilal, niet die aangegaan, door Z. M. aangemeerd werden, evenzo heilig verpligtinge voor dezelve als de plegtige verdragen, en Z. M. billijke overtuiging uit te drukken, dat het gouvernement van Spanje, handelende in naam van Z. Kathol. M. Ferdinand VII beschouwd werd als partij in de onderhandeling.

In het antwoord, door Frankrijk op Z. Ms. voorstel gegeven, weert hoogstdezelve de kwalijk gesmede kunstgreep af, waartoe hetzelfe toevlucht had genomen, om het voorwerp van het oogenblik te vervullen, en toont zelf, met de gewone omzichtigheid, de verwaandheid en de onregtvaardigheid van dat gouvernement aan. De gansche spaansche natie wordt daarin bestempeld met de vernedende benaming van *spaansche opstandelingen*, en het aanzoek, om het gouvernement van Spanje als partij in eene onderhandeling toe te laten, als onaannemelijk en hoonende, verworpen.

Met even veel verwondering als smart, heeft Z. M. van de Keizer van Rusland hoofdzakelijk een soortgelijk antwoord ontvangen, hoewel minder ongeschikt in den toon en de wijze. De Keizer van Rusland schandvlekt met den naam van *opstand* de roemrijke pogingen van het spaansch volk, ten behoeve van deszelfs wettigen souverein en van de onafhankelijkheid van deszelfs vaderland, aldus de bekraftiging van het gezag van Z. K. M. verleende aan eene overweldiging, die geen voorbeeld in de geschiedenis der wereld heeft.

De Koning zou niet gearceerd hebben, de gelegenheid waar te nemen, tot eene onderhandeling toestemming te geven, die de hoop of het vooruitzigt had kunnen opleveren op eenen vredesovereenkomstig de regtvaardigheid en de eer.

Z. M. betreurt ten diepst, dat deze onderhandeling afgelopen is op eene wijze, die de rampen van Europa moet verzwagen en verlengen. Maar noch Z. M. eer, noch de edelmoedigheid van de britsche natie, zouden aan Z. M. gedogen, zijne toestemming te geven, om in onderhandeling te treden, door een dapper en getrouw volk te verlaten, hetwelk strijd voor het behoud van al wat den mensch dierbaar is, en welks pogingen in een zaak, waarvan de regtvaardigheid zoo blijkbaar is, Z. M. zich plegtig verbonden heeft te ondersteunen.

(Moniteur.)

(Het vervolg in een volgend bijvoegsel.)

SUPPLÉMENT BIJ VOEGSEL

AU

COURRIER D'AMSTERDAM,

N°. 130, de MERCREDI le 19 Décembre.

NB. Ce supplément se distribue gratis.

V.

Démarches du ministère hollandais auprès du gouvernement anglais, en février 1810.

N°. 1.

Les Bonnes Raisons pour la Paix

M. le Secrétaire d'Etat à l'Amirauté

Depuis deux semaines que je suis auprès de l'Empereur mon frère, je me suis constamment occupé des affaires du royaume. Si j'ai pu effacer quelques impressions défavorables, ou au moins les modifier, je dois avouer que je n'ai pas réussi à concilier dans son esprit l'existence et l'indépendance du royaume avec la réussite et le succès du système continental, et en particulier de la France contre l'Angleterre. Je me suis assuré que la France est fermement décidée à réunir la Hollande, malgré toutes les considérations, et qu'elle est convaincue que son indépendance ne peut plus se prolonger si la guerre maritime continue. Dans cette cruelle certitude, il ne nous reste plus qu'un espoir, c'est celui que la paix maritime de négociation peut détourner le péril imminent qui nous menace, et sans la réussite de ces négociations, il est certain que c'en est fait de l'indépendance de la Hollande, qu'aucun sacrifice ne pourra prévenir. Ainsi l'intention claire et formelle de nos frères est de tout sacrifier pour accaprir la Hollande, et augmenter par là quelque chose qu'il doive lui en couter, les moyens à opposer à l'Angleterre. Sans doute l'Angleterre enrait tout à craindre d'une pareille augmentation de côtes et de marine pour la France. Il est donc possible que leur intérêt porte les Anglais à éviter un coup qui peut leur être aussi funeste.

Je vous laisse le soin de développer cette idée avec toute l'énergie qui sera nécessaire pour faire bien sentir au gouvernement anglais l'importance de la démarche qui lui reste à faire. Faites bien valoir auprès de lui tous les arguments et toutes les considérations qui se présenteront à votre esprit. Faites la démarche dont il s'agit de vous-mêmes, sans que j'y suis entièrement mentionné. Mais il n'y a pas de tems à perdre; envoyez de suite quelques documents commerciaux et discrets en Angleterre, et envoyez-le moi de suite dès qu'il sera de retour. Faites-moi savoir l'heure à laquelle il pourra l'être; car nous n'avons pas de tems à perdre; il ne nous reste plus que peu de jours. Deux corps de la grande armée marchent sur le royaume; le maréchal Oudinot vient de partir pour prendre le commandement. Faites-moi savoir ce que vous aurez fait en conséquence de cette lettre, et quel jour je pourrai avoir réponse d'Angleterre.

N°. 2.

Instructions données par le ministère hollandais à M. Labouchère.

L'objet de la commission dont je la demande des consignes, M. Pierre César Labouchère s'est chargé, est de faire connaître au gouvernement d'Angleterre qu'en conséquence des renseignements parvenus au ministère hollandais, et qui ont toute l'apparence d'authenticité, le destin de la Hollande, c'est-à-dire le maintien ou la perte de son existence politique, dépend des dispositions qui pourraient avoir lieu de la part du gouvernement anglais pour parvenir à une prospère paix avec la France, ou du moins pour faire un changement réel dans les mesures à l'opposé par lequel le gouvernement, par rapport au commerce et à la navigation des deux pays.

Le dit sieur Labouchère doit par conséquent se rendre,

SUPPLEMENT BIJ VOEGSEL

TOT DEN

COURRIER VAN AMSTERDAM,

van WOENSDAG den 19 van Wintermaand, N°. 130.

NB. Dit bijvoegsel wordt gratis uitgegeven.

V.

Stappen van het Hollandsch ministerie, bij het engelsch gouvernement, in sprokkelmaand 1810.

N°. 1.

DE KONING AAN ZINE MINISTERS.

MYNE HEEREN!

Sedert zes weken, dat ik bij den Krize, mijnen broeder, ben, heb ik mij met de belangen des rijken onsgrooken bezig gehouden. Indien ik al eenige ongunstige indrukken heb kunnen uitwisselen, of ten minsten wijzen, moet ik echter bekennen, dat ik niet geslaagd ben, om het bestaan en de onafhankelijkheid des riks in zijnen geest overeen te brengen met den goeden uitslag van het stelsel van het vaste land, en in het bijzonder van Frankrijk tegen Engeland. Ik ben verzekerd, dat Frankrijk vast besloten heeft, Holland, in weervil van alle bedenkingen, in te lijven; en dat het zich vertrouwd houdt dat deszels onafhankelijkheid niet lang kan voortduren, bijaldien de oorlog ter zee aankondigt. In deze wreede zekerheid blijft ons maar enige hoop over. Het is die, dat we over eenen woeke ter zee moge gehandeld werden, dat alleen kan het dringend gevaren, dat ons bedreigt, afwenden; en zonden dat wel afloopen dierenderhandelingen, is het zeker, dat het niet Holland onafhankelijkheid gejaagt, en niets in staat is, om dit gazaan af te weerden. Dan is het Frankrika duidelijk een bepaald oogmerk, alles voor de verkrijging van Holland op te offeren; en daardoor, wat hetzelve ook moge kosten, zijne middelen, om Engeland te keeren te gaan, te vermeedieren. Zonder twijfel zou Engeland van zulk een verovering van Frankrika kosten en zeemagt alles te vrezen hebben. Het is dus mogelijk, dat de Engelschen door hun belang gel even worden, om eenen slag af te keeren, die zoonechtig voor hen zou kunnen worden.

Ik dallt de zorg aan u over, om dit denkbeeld te ontwikkelen, met al den nadruk, welke noodig zijn zal, om het engelsch gouvernement de aangelegenheden van den stap, dien hetzelfe te doen heeft, wel te doen gevoelen. Laat al de bewijzenredenen en al de overwegingen, die voor nuwen geest zullen oprichten, wel bij hetzelve gelden. Doet den sta, waarvan hier de vierte is, niet uzelve, zooder dat ik er eenigins in genoemd word. Maar er is geen tijd te verliezen. Zend terstond iemand, die in zijne wijze van handelen betrouwbaar en beschikbaar is, naar Engeland, en zend hem onverwijld aan mij, zoo dra hij zal terug zijn. Doet mij het tijdschap weten, wanneer hij terug zal kunnen zijn; want wij hebben geen tijd te verliezen: wij hebben nog maar weinige dagen voor ons. Twee leger-korpsen van het groot leger trekken naar het rijk; de maarschalk Oudinot is vertrouwen, om daar van het hevel op zich te nemen. Doet mij weten, wat gy, ingevolge deszen brief, gedaan hebben, en op welken dag ik antwoord uit Engeland zal kunnen bekomen.

N°. 2.

Instructien door het Hollandsch ministerie aan den heer Labouchère gegeven.

Het ongerek der zending, waarmede, op verzoek van de ondertekenden, de heer Pierre César Labouchère zich belast heeft, is aan het engelsch gouvernement te doen weten, dat, ingevolge ondertekening, liet kennis van het Hollandsch ministerie gekomen zijn en allen schijn van echtheid hebben, het lot van Holland, dat is te zeggen, de handhaving of verlies van deszelfs staatkundig aanwezen, afhangt van de schikkingen, die er van de zijde der engelse regering zouden kunnen gemaakt worden, om tot eenen aangename vrede met Frankrijk te komen, of ten minste, om eenen vallenlike verandering te maken in de maatregelen door gezegde regering, ten aanzien van den handel en scheepvaart der onszidijs.

De gezagheer heer Labouchère moet zoodi die vergadering niet alleen

avec toute la promptitude possible, à Londres, où, de la manière et par les voies qu'il trouvera les plus convenables, il cherchera à porter le susdit état de choses à la connaissance du ministère anglais et de toute autre personne qui pourroit servir au but proposé; et il lui sera permis, en cas de besoin, de faire savoir qu'il remplit cette mission avec le consentement du gouvernement hollandais qui, à cause de l'authenticité des susdits renseignemens, portant que, sans le susdit changement dans le système de l'Angleterre, la perte de l'indépendance de la Hollande est absolument inévitable, avait cru pouvoir former les yeux sur toutes les considérations et difficultés, pour tenter tout ce qui pourrait servir à maintenir l'existence politique du pays.

Il cherchera ensuite à faire envisager au gouvernement anglais combien il serait avantageux à l'Angleterre que la Hollande se fût point su la démission souveraine de l'empire français, et qu'elle restât toujours une puissance indépendante. Il employerà, pour prouver cette assertion, tous les arguments que la cause elle-même pourra lui fournir et qui lui sont connus.

S'il trouve au gouvernement anglais cette conviction, ou s'il parvient à la faire naître, il tâchera de l'engager à contribuer au maintien de l'existence politique de ce pays, et en se prétant promptement à des négociations tendantes à parvenir à une paix générale, ou du moins, dans le cas où de pareilles négociations ne pourraient être promptement entamées et déterminées, en demandant des assurances satisfaisantes de ses intentions de faire quelque changement dans le système adopté par les décrets du conseil d'Angleterre du mois de novembre 1807, et dans les mesures qui en ont été les conséquences.

Il doit appuyer son propos par ce dernier objet, afin, dira-t-il, de s'opposer à l'emprise de la France d'occuper la Hollande. Il ajoutera que, dans le cas où un rattachement ou un changement du susdit système serait adopté, on pourrait se flatter qu'outre la non-occupation de la Hollande, la guerre, tant qu'elle doit encore durer, prendrait enfin de nouveau la tournure et la marche moins désastreuse qu'elle avait il y a trois ans, et qu'il en résulterait un peu plus de probabilité d'un rapprochement, en se qu'alors on ne verrait plus aucun motif pour l'Empereur des Français de laisser subsister les décrets de Berlin et de Milan, que S. M. I. n'a pris qu'en conséquence des ordres du conseil anglais de novembre 1807.

Si cependant le gouvernement anglais, après avoir prêté l'oreille à ces insinuations, fait des difficultés pour s'expliquer là-dessus définitivement, avant d'être informé positivement des intentions du gouvernement français à cet égard; il doit demander que le gouvernement anglais déclare s'il veut faire dépendre sa résolution d'arriver à des négociations de paix ou du moins à un changement dans le susdit ordre de novembre 1807, des insinuations apudites et encore particulièrement de l'évacuation de la Hollande par les troupes françaises, et du rétablissement de tout sur le pied où se trouvaient les choses avant la dernière invasion des Anglais en Zélande, en ajoutant telles autres conditions sur lesquelles le susdit gouvernement pourrait croire devoir insister avant de prêter la main aux mesures proposées; ainsi qu'on ait ainsi des données sûres avant de lui faire connaître les intentions du gouvernement français.

Quelle que soit la réponse du gouvernement anglais à ses représentations, pourvu qu'elle n'exclue pas tout espoir de parvenir au but qu'on se propose, et que les circonstances le lui permettent; il prolongera provisoirement son séjour à Londres, et, en attendant, il enverra aux soussignés, aussi promptement qu'il est possible, et par la voie la plus sûre, un récit détaillé de toutes ses démarches, des réponses qu'on lui aura faites, et de tout ce qui concerne sa mission.

Cependant, si après avoir reçue une réponse aux ouvertures par lui faites, il trouvait nécessaire pour le succès de la cause, de la porter lui-même à la connaissance de S. M. le Roi de Hollande, il sera libre de le faire; mais dans ce cas-là, quoique S. M. puisse encore se trouver à Paris, il fera son voyage par la Hollande, et en aucune manière il ne se rendra de l'Angleterre directement en France.

Au reste, on lui recommande particulièrement le secret le plus rigoureux sur toute cette affaire, ainsi que la plus grande prudence et discrétion dans l'exécution de la commission à lui confiée.

Amsterdam, le 1^{er} février 1810.

(signé,) VAN DER HEIM, J. H. MOLLERUS.

N° 3.

Traduction d'une note de communication verbale du marquis de Wellesley à M. Labouchère, 12 février 1810.

La malheureuse situation de la Hollande a fait naître

mogelijkheid spoed naar Londen te geven, waar hij, op zulke wijze en door zulke middelen, als bij-meest geschikt zal vinden, dat bovengezegden staat van zaken zal pogen te brengen ter kennis van het engelsch ministerie en van alle andere personen, welke aan het voorgesteld doel zouden kunnen nuttig zijn; en het zal hem vrijstaan, in geval van nood, te kennen te geven, dat hij deze zending volbrengt met toestemming van de Hollandse regering, die, uit hoofde der echtheid van bovengemelde veranderingen, welke inhielden, dat, zonder de bovengezegde verandering in Englands stelsel, het verlies van Hollands onafhankelijkheid volstrekt onverwijdelijk is, geloofd had, de oogen voor alle bedreigingen en zwarigheden te moeten sluiten, om alles te beproeven, wat ter handhaving van des lands staatkundig aanzien zou mögen dienen.

Hij zal voorts pogen, het engelsch gouvernement te doen inzien hoe voordeelig het voor Engeland zijn zou, dat Holland niet onder de opperheerschappij van het fransche rijk viel en alhier een onafhankelijke mogelijkheid bleef. Om deze stelling te bewijzen, zal hij alle gronden aanvoeren, welke de zaak zelf hem zal kunnen opleveren, en die hem wel bekend zijn.

Zoo hij het engelsch gouvernement hiervan overtuigd vindt of er in slagen mocht, om hetzelve er van te overtuigen, zal hij hetzelve zoeken over te halen, om, ter handhaving van het staatkundig aauwezen deselands, mede te werken, het zij door gedelyk toe te treden tot onderhandelingen, strakkende, om tot een algemeen vrede te komen, of ten minste, ingevallen dergelyke onderhandelingen niet spoedig kondan aangavangen of ten einde gebragt worden, door volloende verachtingen te geven van zijn oogmerken, enige veranderingen te maken in het stelsel, aangenomen bij de besluiten van den raad van Engeland, van slagsmaand 1807, en in de maatregelen, welke daarvan de gevallen zijn geweest.

Hij moet vooral aandringen op dit laatste onderwerp, ten einde, zal hij zeggen, zich te verzetten tegen den aandrang van Frankrijk, om Holland te bezetten. Hij zal er bijvoegen, dat in geval er of eene verslapping of eene verandering van gezegd stelsel zal worden aangenomen, men zich zou kunnen vleijen dat, behalve het niet bezetten van Holland, de oorlog, zo lang dezelve nog mogt duren, eindelyk op nieuw eenen min rampspoedigen keert en loopt zou nemen, dan die voor drie jaren had en dat er een weinig meer waarschijnlijkheid van toenadering zou gebeten worden, naardien men alsdan geene beweegreden meer voor den KRIEGER FRANSCHEN zou zien, ter instande houding der decreten van Berlijn en Milaan, welke Z. K. M. alleen genomen had, ingevolge de besluiten van den engelschen raad van slagsmaand 1807.

Iadien onderfusschen het engelsch gouvernement, na het oogleend te hebben aan deze openingen, zwarigheid maakt, zich deswegens bepaaldelyk te verklaren, alvorens stellig onderrigt te zijn van de oogmerken van het fransch gouvernement te dien opzigt, moet hij vragen, dat het engelsch gouvernement zich verklare, of het zijn besluit, om tot vredesonderhandelingen te komen, of ten minsten in eene verandering der bovengemelde orders van 1807, wil doen afbouwen van gezegde openingen, en nog bijzonderlyk van de ontruining van Holland door de fransche troepen en van de herstelling van alles op dien voet, zoo als de taken stonden voor de laatste landing der Engelschen in Zeeland, met bijvoeging van zoodanige andere voorwaarden, als waarop gezegd gouvernement zou meenen te moeten aandringen, alvorens de hand te leenen aan de voorgestelde maatregelen: ten einde duszekerre wijkingen te hebben, eer men aan hetzelve de maastricht van het fransch gouvernement bekend maakte.

Hoedenig ook het antwoord van het engelsch gouvernement op deze voorstellingen zij, iadien hetzelve slechts niet allehoop ontzegt op de bereiking van het voorgesteld doel, en de omstandigheden hem zulks toelaten, zal hij zijn provisioneel verblijf te Londen rekken, en inmiddels zal hij aan de ondergetekenden, zoo spoedig als eenigzins mogelijk is, en langs den zekersten weg, een uitvoerig verslag inleveren van alle zijne gedane stappen, van de antwoorden, hem gegeven en van al wat tot deszelfs zending betrekking heeft.

Onderfusschen, iadien hij, na antwoord op de door hem gesane openingen ontvangen te hebben, noodig mogt oordeelen, ter bevordering van den goeden uitslag, hetzelve in persoon ter kennis van Z. M. den Koning van Holland te brengen, zal bij zulks mogen doen; doch, in dat geval, niettegenstaande Z. M. zich nog in Parys zou kunnen bevinden, zal hij deszelfs reis over Holland nemen, en in gienen deele zich onmiddellijk van Engeland naar Frankrijk begeven.

Voor het overige wordt hem bijzonder aanbevolen, omtrent deze geheele zaak het striktste geheim te houden, gelijk ook de grootste voorzichtigheid en bescheidenheid in de uitvoering van den hem aanbetrouwden last.

Amsterdam, den 1^{sten} van sprokkelmaand 1810.

(geteekend,) VAN DER HEIM, J. H. MOLLERUS.

N° 3.

Vertaling einer nota van mondelinge mededeeling van den marquis Wellesley, aan den heer Labouchère, den 12den van sprokkelmaand 1810.

De gelukkige gestelenis van Holland heeft sinds langen ty-

long-tems dans ce pays-ci des sentimens d'intérêt et de compassion, et ces sentimens s'accroissent naturellement à chaque surcroit des maux auxquels la Hollande est en proie; mais la Hollande ne peut s'attendre que ce pays-ci fasse le sacrifice de ses propres intérêts et de son honneur.

La nature de la communication qui a été reçue de la part de M. Labouchère, permet à peine que l'on fasse la moindre observation touchant une paix générale; elle ne fournit pas même un motif à répéter les sentimens que le gouvernement anglais a si souvent déclarés sur cette matière. Du fait néanmoins remarquer que le gouvernement français n'a pas manifesté le moindre symptôme d'une disposition à faire la paix, ou à se départir en aucune manière des préventions qui jusqu'ici ont rendu inutile la bonne volonté du gouvernement anglais pour terminer la guerre.

La même observation peut s'appliquer à la conduite du gouvernement français dans la guerre qu'il fait au commerce; la guerre dans laquelle il a été l'agresseur, et qu'il poursuit avec un acharnement qui ne se dément pas un instant. C'est à tout que, dans la note remise par M. Labouchère, il est dit que les ordres du conseil d'Angleterre ont donné lieu aux décrets français contre la navigation du commerce des neutrals; les ordres du conseil n'ont point été le motif, mais la conséquence des décrets français. Les décrets français sont encore en vigueur, nulle mesure n'a été prise pour leur rappeler. Il n'est point raisonnable de s'attendre que nous nous relâchions en aucune manière des mesures de défense personnelle que commande notre sûreté, et qui puissent nous mettre à l'abri des attaques de l'ennemi, parce que lui-même souffre par suite des mesures qu'il a prises, et cependant ne témoigne aucune disposition à s'en relâcher.

Sans signature.

No. 4.

Compte rendu par M. Labouchère.

LONDRES, le 12 février 1810.

Le sousigné ayant reçu de LL. EXC. les ministres la mission de se rendre en Angleterre avec des instructions écrites, sur instructions à tenir pour communiquer au gouvernement anglais la position de la Hollande, et de lui insinuer les moyens qui assuraient les plus capables de détourner le sort qui menaçait le pays, s'est de suite rendu à la Brielle. Arrivé le 2 février, il en est reparti le 3, a mis pied à terre à Yarmouth le 5 au soir, s'est de suite mis en route pour Londres, y est arrivé le 6 au soir. Des le 7 au matin, il a fait audience à M. le marquis de Wellesley, ministre des Affaires étrangères, qui la lui a accordée pour le même jour, cinq heures-ét-demi. Après avoir communiqué à S. EXC. la substance de ses instructions et discuté à fond la question principale, il a quitté le ministre avec la promesse qu'il mettrait en communication devant le conseil, et lui ferait connaître le résultat de ces communications.

N'ayant pas reçu d'ratification de S. EXC. jusqu'au 11, le sousigné a dressé quelques lignes au ministre pour le solliciter de le mettre à même de donner quelques avis ou indications des idées et des dispositions du gouvernement anglais par une occasion sur son départ. En conséquence, il reçut, le 12 au matin, une invitation pour le même jour à neuf heures du soir, à laquelle il s'est rendu, et il y a reçue une communication non officielle ni signée, dont copie ci-jointe.

Dans cette nouvelle conférence, il a été question du degré de probabilité qu'il pouvait y avoir dans aucun cas, que ces premières démarches, quelle que fut la conduite du ministère britannique, amenaient des idées de rapprochement de la part de la France; et sur-tout de l'inconvenance qu'il y aurait pour l'Angleterre d'admettre en principe, qu'ayant une fois pris des mesures de représailles, comme le ministre les dénomme, celles-ci pussent de nécessité passer avec les causes qui les avaient amenées.

Il a paru que le ministère anglais attachait infiniment de poids et d'importance à ces mêmes ordres du conseil, qui formaient l'objet immédiat de la démarche du gouvernement de Hollande, et que, soit que la France en convienne ou non, le ministère est convaincu qu'il n'y ait de moyen plus efficace d'énerver les ressources de la France. En effet ces mesures semblent former la base fondamentale du système sur quel le ministère actuel fonde tous ses principes et toute sa conduite, et il semblerait que, tant que pourra durer la guerre, ce n'est que d'un changement de ministère que l'on pourrait attendre d'autres mesures et d'autres vues.

Le ministre a ensuite considéré que, tandis que, d'un côté, il était extrêmement incertain si aucune déclaration ou même concession de sa part amènerait des changemens utiles, de l'autre, il serait toujours impossible de compter sur leur stabilité, et que, dans tous les cas, toute démarche qui lui paraî-

in dit land gevoelens van belang en medelijden doengen worden, en deze gevoelens gruejen natuurlijk aan, bij iedere verandering van rampen, aan welke Holland is ter prati gegeven. Maar Holland kan niet verwachten dat dit land oorlogsoffering van zijne eigen belangen en van dezelfs eer doen zal.

De aard der mededeeling, welke van wege den heer Labouchère ontvangen is, laat onsauwijkbaar toe, dat men de minste bedenking, ratende een' algemene vrede, maakt, en geest zelfs niet eene enige beweegreden aan de hand, om de gevoelens te herinneren, welke het engelsch gouvernement zoo dikwijls hieromtrent heeft aan den dag gelegd. Men kan niettemin aanmerken, dat het fransch gouvernement niet de minste kenteekenen van een' geneigdheid tot den vrede heeft aan den dag gelegd, noch om op eenige wijze af te zien van die vorderingen, welke tot hertoe de goede gezindheid van het engelsch gouvernement, om den oorlog te eindigen, hebben nutteloos gemaakt.

Dezelfde aanmerking is te maken op het gedrag van het fransch gouvernement omtrent den oorlog, welke het den koophandel aandoet; een oorlog waarin hetzelve de aanvaller is geweest, en welke het vervolgt met een hardnekkigheid, die zich geen oogenblik verbergt. Het is ten onregt, hetgeen in de nota, door den heer Labouchère ingezonden, gezegd is, dat de orders van den raad van Engeland aanleiding hebben gegeven tot de fransche decreten tegen de vaart van den koophandel der onrijigen, de bevelen van den raad zijn niet de oorzaak maar het gevolg der fransche decreten; de fransche decreten zijn nog in werking, en er is niets tot derzelver terugroeping gedaan. Het is niet redelijk, te verwachten, dat wij op eenigerhande wijze afwijken van onze maatregelen van persoonlijke tegenweer, welche onze veiligheid ons beveelt, en die ons tegen vijandelijke aanvallen in veiligheid kunnen stellen, om dat hij zelf, door een gevolg der door hem genomen maatregelen, lijdt, en evenwel geene geneigdheid toont, om er van af te zien.

Zonder ondertekening.

N° 4.

Verslag, gedaan door den heer Labouchère.

LONDEN, den 12den van sprokkelmaand 1810.

De ondergetekende van hunsse excellentien de ministers den last ontvangen hebbende, om zich naar Engeland te begeven met de geschreven instructien, sangaande het te houden gedrag, omtrent de kennisgeving aan het engelsch gouvernement, wegens den toestand van Holland, en omtrent het aan hetzelve aan de hand geven van middelen, die het geschiktst zouden schijnen te zijn om het lot, hetwelk dat land bedreigt, af te wenden, heeft zich dien ten gevolge begeven naar den Briel. Den 2den van sprokkelmaand aangekomen zijnde is hij van daar vertrokken den 3den, en des avonds van den 5den te Yarmouth aan land gekomen, heeft zich vervolgens op reis begeven naar Londen, alwaar hij den 6den, des avonds, is aangekomen. Des morgens van den 7den heeft hij gehoor doen dragen bij den marquis van Wellesley, minister van buitenlandsche zaken, hetwelk hem nog dien zelfden dag, tegen half zeven ure, werd voorgestaan. Na aan Z. E. den inhoud van zyne instructien te hebben mededeeld, en te hebben gehandeld over de hoofdzaak, heeft hij dien minister verlaten, onder beloften, dat dezelve zyne kennisgeving voor den raad zoude brengen, en hem den uitslag daarvan zoudt doen te weten komen.

Dat, tot den 12den, van Z. E. geene aankondiging ontvangen hebbende, de ondergetekende eenige letteren aan den minister heeft doen toekomen, ten einde hem te verzoeken, hem in staat te stellen, enig berigt te kunnen geven, omtrent de gevoelens en gezindheid van het engelsch gouvernement, met een gelegenheid, die er voorhanden was. Dien ten gevolge ontving hij, den 12den dezer, des morgens, een uitvoordiging, tegen negen ure des avonds, van deozelfden dag, waar aan hij voldeed, en ontvangst heeft een kennisgeving, noch officieel noch geteekend, waar van dischrist hier nevens.

In deze nieuwe bijeenkomst sprak men omtrent den graad van waarschijnlijkheid, welke er in eenig geval kon bestaan, dat deze eerste pogingen, hoe ook het gedrag van het engelsch ministerie ware, gevoelens van toenadering van den kant van Frankrijk, den medebrengt; en voornamelijk, omtrent het envoegende, dat voor Engeland in gelegen was, om tot grondtoestand te geven, dat eenmaal maatregelen van represaille genomen waren, zoo als de minister die noemde, deze noodzakelijkheden ophoude, te gelijk met de ooraken, welke dezelve hadden toegebracht.

Het heeft gescheen, dat het engelsch ministerie oneindig veel gewigt en belang hecht aan diezelfde orders van den raad welke het onmiddellijk onderwerp van de poging van het Hollandsch gouvernement uitmaakt, en dat, het zij Frankrijk toestemmen of niet, het ministerie overtuigd is, dat er geen krachtiger middel is, om de hulpbronnen van Frankrijk te verswakken. In de daad, deze maatregelen schijnen den grondslag van het systeem te vormen, op hetwelk het ministerie thans alle deszelfs grondregels en gedragingen bouwt; en het zou schijnen, dat, zoo lang de oorlog magt duren, het alleen van verandering van ministerie is, dat men andere maatregelen en andere vooruitzichten te wachten heeft.

De minister heeft vervolgens aangemerkt, dat, terwijl het aan de ene zijde ten uiterste onzeker was, of eenige verklaring of zelfs toestemming van zijn kant nuttige veranderingen zou te weeg brengen, het van den anderen kant altijd onmogelijk zijn zou, op derzelver bestendigheid te rekenen, en dat, in alle geval, alle

trait incompatible avec son honneur et sa dignité, demeurait prescrite par le fait même, alors qu'elle semblerait se concilier avec ses intérêts.

Le soussigné a tâché de convaincre le ministre que, dans cette circonstance particulière, l'intérêt général bien entendu et la prospérité permanente de tout état-commerçant, exigeaient impérieusement de ne pas regarder avec indifférence la crise dans laquelle se trouve la Hollande; de coopérer, au contraire, à détourner l'orage. Il s'est même retranché à ne demander qu'une déclaration conditionnelle; mais le résultat qu'il transmet, est le seul auquel il ait pu parvenir. Son observation générale et les renseignemens qu'il a pu recueillir, conduisent aux conditions suivantes:

Que la question principale de paix ou de guerre n'occupe qu'imparfaitement l'esprit du public, que l'habitude le réconcile avec la continuation de la guerre, et que les conséquences, loin de s'en faire ressentir maintenant, sont plutôt favorables à l'intérêt particulier;

Que le système des restrictions commerciales est inhérent au ministère actuel, et, par la même raison, est l'objet de la critique de l'opposition; qu'il est donc vraisemblable que, pour le moment, on continuera d'agir, du plus au moins, d'après ces restrictions, tant vis-à-vis de l'Amérique que de toutes les autres puissances;

Que le ministère anglais considère une ferme adhésion à ce système comme le meilleur moyen d'affecter sérieusement les ressources de la France, et de combattre son système d'influence sur le continent, et que toutes tentatives de la part de nations ennemis pour le ramener à l'autres idées, ne produiront probablement qu'un effet contraire;

Que cependant il ne faut pas en insérer une résolution fixe de repousser toute proposition de paix: peut-être même qu'il s'imagine que c'est la voie d'amener le plus promptement la France à s'occuper sérieusement de quelques moyens d'opérer un rapprochement; peut-être encore que, si ce-ci avait lieu, il se montrerait facile sous bien des rapports; mais plutôt, que cela se fonde sur la conviction que, dans ce moment, le gouvernement français n'a aucunes vues sérieuses de paix qui puissent s'accorder avec les principes avoués du gouvernement anglais, et qu'il s'occupe uniquement à poursuivre ses dispositions quant à l'Espagne et au Portugal, lesquelles dispositions seront toujours l'obstacle le plus sérieux au succès de toutes les négociations qui pourraient s'entamer;

Que dans l'ensemble des considérations du jour, celles qui concernent la Hollande, n'entrent que comme extrêmement secondaires, et que l'idée de l'impossibilité qu'aucune convention relative à ce pays puisse jamais, sous l'influence de la France, présenter aucune chance de sûreté pour l'Angleterre, à moins d'être liés à une question générale, émoussent tout l'intérêt que d'ailleurs ce pays par lui-même ne manquerait pas d'inspirer, au point même de ne pas donner accès aux motifs extrêmement importans qui devraient déterminer à considérer cette question séparément, et sous un point-de-vue immédiat.

Le soussigné n'apercevant dans cet état de choses nulle chance de succès dans les démarches ultérieures que le gouvernement de Hollande pourrait être tenté d'essayer, à moins que ces démarches ne se trouvent spécialement appuyées par la France, et qu'ainsi, quant à ce pays, son sort se trouve entièrement lié à la question de la paix générale, il croit, conformément à la teneur de ses instructions, ne pas devoir prolonger inutilement son séjour dans ce pays.

En conséquence, il se propose de se remettre en mer sous peu de jours; et dès son arrivée, il aura l'honneur de se présenter chez M. le ministre, afin de leur rendre verbalement un compte ultérieur et détaillé de tout ce qui a rapport à la mission dont ils l'ont chargé, et qu'il a tâché de remplir avec tout le zèle et la sollicitude que l'importance du sujet ne pouvait manquer de lui inspirer. Il prisoit, en attendant, M. le ministre d'agrées l'assurance de son respect.

(signé.)

L. A. BOUENIER,
(Moniteur.)

(Voyez les projets de senatus-consulte qui ont été présentés après la lecture du rapport du ministre, et des pièces ci-dessus dans le numéro auquel le 5 suppléments font suite.)

wegen, welke hem, als niet strookende met zijne eer en waardigheid, voorkwamen, door de daad zelve verworpen bleven; ook dan, wanneer dezelve zich met zijne belangen schenen te vereenigen.

De ondergetekende heeft getracht, den minister te overtuigen dat in deze bijzondere omstandigheid, het algemeen wel verstaanbare belang en de gedurende voorspoed van elken handeldrijvenden staat, gebiedend eischen, niet onverschillig de crisis te beschouwen, in welche zich Holland bevindt; in tegendeel mede te wetten, om het onweder af te wenden. Hij heeft zich zelfs bepaald alleen een voorwaardelijke verklaring te vragen; doch het resultaat, dat hij overgeeft, is het enige, waartoe hij heeft kunnen uitwinnen, leiden tot de volgende voorwaarden:

Dat de voorname vraag van vrede of oorlog slechts onvoldoende maakt den geest des publieks bezig houdt, dat de gewoonte van zelve met de voortdurende van den oorlog bevredigt, en dat de gevolgen, verre van zich tegenwoordig te doen gevoelen, gunstig voor het bijzonder belang zijnde.

Dat het systeem der handelsbepalingen aan het tegenwoordige ministerie verbonden is, en, door dezelfde reden, het voordeel is van de berisping der oppositielijst; dat het dus waarschijnlijk is, dat, voor het oogenblik, men voert zal gaan, om of min naar deze bepalingen te handelen: zoo met betrekking tot Amerika, als tot alle andere mogelijkheden.

Dat het engelech ministerie een vast aanhangen aan dat bestaat, als het beste middel, om de hulphronnen van Frankrijk ernstig te treffen, en dezelfde systeem van invloed op het land te bestrijden, en dat alle pogingen van de zijde van de anderlijke natien, om het tot andere denkbreden te brengen, waarschijnlijk slechts een tegenovergestelde uitwerking zullen.

Dat ondertusschen men zelfs geen vast besluit, om elken des-voorschlag af te wijzen, er uit moet opnemen; misschien dat hetzelve zich inbeeldt, dat dit de weg is, om Frankrijk te dwingen daar toe te brengen; dat het zich ernstig bezig houdt eenige middelen, om een toenadering te bewerkten; misschien, dat, indien dit plaats greep, het zich in velelei opgemakkelijk zou toonen; doch eerder, dat dit op de overtuiging is, dat, in dit oogenblik, het fransch gouvernement geen ernstige oogmerken op vrede heeft, welke met de tegenwoordigen van het engelsch gouvernement overeen kunnen komen, en dat het zich alleen bezig houdt, zijne schikkingen Spanje en Portugal betreffende, te vervolgen, welke schikkingen alleen tijde de ernstigste hinderpaal zijn zullen, tegen het gevolg van alle de onderhandelingen, die geopend zouden worden;

Dat in het geheel der overwegingen van den dag, die Holland aangaan, slechts als bijkomende worden gerekend, het denkbeeld van de onmogelijkheid, dat eenige overeenkomst betrekkelijk dit land, onder invloed van Frankrijk, ooit kans van zekerheid voor Engeland kan aanbieden, zonder dat algemeen vraagstuk verbonden te zijn, al het belang verstoort, hetwelk dit land uit zich zelf niet missen kan in te houden tot die hoogte van zelfs geen gehoor te geven aan de ten sten behangrijke bewegredenen, die moesten doen besluiten, dat vraagstuk afgescheiden en onder een daaltijdkoepunt te beschouwen.

De ondergetekende in dezen staat van zaken geen kans op enige deel ziende in de verdere pogingen, welke het gouvernement Holland zoude kunnen willen beproeven, ten ware deze pogingen door Frankrijk ondersteund wierden, en dat dus, wat dat aangaat, dezelfde let geheel niet de zaak van den algemeen vrede in verband staat, meent hij, ingevolge den inhoud der instructie, zijn verblijf in dit land niet onnuttig te moeten lengen.

Dienvolgens is hij voornemens, binnen weinige dagen in zee te steken; en, terstond na zijne aankomst, zal hij hebben, zich bij hunne excellentien de ministers te vervragen om hun mondeling een verder en meer bijzondere verantwoording te doen van alles, wat betrekking heeft tot de zending, welke zij hem belast hebben, en dat hij getracht heeft, den ijver en zorg, welke het belang van het onderwerp inlassen, hem in te boezeman, te volbrengen. Ondertusschen zoekt hij hunne excellentien, de verzekering zijner achter te nemen.

(getekend.)

L. A. BOUENIER
(Moniteur)

(Zie de ontwerpen van senatus-consulte, die, na de lezing het verslag van den minister en na de hierboven gemelde zijn voorgedragen in het nummer waarvan de 5 bijvoegingen vervolg uitmaken.)